



Assemblée générale

Soixante-dix-septième session

6^e séance plénière

Mercredi 21 septembre 2022, à 9 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Kőrösi (Hongrie)

*En l'absence du Président, M. Maniratanga (Burundi),
Vice-Président, assume la présidence.*

La séance est ouverte à 9 heures.

Allocution de M. Muhammadu Buhari, Président de la République fédérale du Nigéria

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République fédérale du Nigéria.

M. Muhammadu Buhari, Président de la République fédérale du Nigéria, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Muhammadu Buhari, Président de la République fédérale du Nigéria, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Buhari (*parle en anglais*) : Au nom du Gouvernement et du peuple nigériens, je félicite le Président de son élection amplement méritée à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session et je l'assure de l'appui et de la coopération sans réserve de la délégation nigérienne pendant son mandat. Je rends hommage à son prédécesseur, S. E. M. Abdulla Shahid, pour les nombreuses réalisations marquantes que l'Assemblée a accomplies sous sa direction en ces temps difficiles. Je tiens également à féliciter le Secrétaire général, M. António Guterres, des efforts inlassables qu'il n'a cessé de

déployer en faveur de la paix, de la sécurité et du développement, conformément au noble mandat qui lui a été confié.

La première fois que j'ai pu m'adresser à l'Assemblée, c'était en 1984, lorsque j'étais le Chef d'État militaire de la République fédérale du Nigéria. Quelque 31 ans plus tard, en 2016, j'ai eu le grand privilège de m'adresser personnellement à l'Assemblée en tant que Président démocratiquement élu de mon pays (voir A/71/PV.4 A). Alors que mon deuxième et dernier mandat de quatre ans touche à sa fin, j'ai conscience de tout ce qui a changé au Nigéria, en Afrique et dans le monde, mais je sais aussi que certains problèmes perdurent. Nous sommes aujourd'hui plus gravement mis à l'épreuve par nos défis mondiaux, tant persistants que nouveaux, au premier rang desquels figurent les conflits qui émanent de plus en plus d'acteurs non étatiques, la prolifération des armes légères et de petit calibre, le terrorisme, l'extrémisme violent, l'utilisation malveillante de la technologie, les changements climatiques, les migrations irrégulières et les disparités dans les perspectives d'amélioration du niveau de vie.

Malgré un contexte international difficile, l'Organisation des Nations Unies a prouvé qu'elle pouvait être forte lorsque la volonté de ses membres était mise au service d'une action positive et collective. Le principe directeur de cette extraordinaire institution est la promotion de la paix et de la sécurité, du développement et des droits de la personne. Le conflit en Ukraine est l'exemple le plus récent d'une série d'événements qui

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



ont remis en cause ces principes. Ce conflit a déjà créé des tensions qui pourraient être sans précédent pour une génération entière. Il aura des conséquences néfastes pour nous tous, car il nous empêchera de travailler ensemble afin de résoudre les conflits ailleurs, notamment en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. En effet, la guerre qui fait rage en Ukraine complique l'examen des questions récurrentes qui figurent chaque année dans les débats de l'Assemblée, telles que le désarmement nucléaire, le droit des réfugiés rohingya à regagner leurs foyers au Myanmar, les aspirations légitimes des Palestiniens à un État et la réduction des inégalités au sein des nations et entre elles.

Le risque d'escalade de la guerre en Ukraine justifie plus encore les appels résolus du Nigéria en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires et de la mise en œuvre universelle du Traité sur le commerce des armes, qui sont autant de mesures nécessaires pour prévenir des catastrophes humaines mondiales. À cet égard, nous devons trouver le moyen de parvenir rapidement à un consensus sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, assorti d'engagements connexes de la part des États dotés d'armes nucléaires. Je reste fermement convaincu que les défis qui se sont imposés au cours des dernières années et des derniers mois renforcent l'appel lancé par le Nigéria et de nombreux autres États Membres en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité et des autres organismes des Nations Unies. Nous avons besoin d'une structure plus efficace et plus représentative qui permette de répondre aux exigences d'aujourd'hui, lesquelles ne sont plus satisfaites par un système conçu dans le monde très différent qui prévalait à sa fondation en 1945. Ce changement se fait attendre depuis longtemps.

Cette réunion est la première que nous tenons ici à New York sans les restrictions qui ont caractérisé ces trois dernières années. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a balayé les frontières nationales comme une tornade toxique, laissant dans son sillage souffrances et pertes. Fort heureusement, nous avons aussi pu constater l'innovation et la créativité impressionnantes dont ont fait preuve celles et ceux qui ont mis au point des traitements et des vaccins. Ces succès remarquables sont le fruit de partenariats et de la coopération internationale. Nous avons également été témoins du courage, de la sollicitude et de l'endurance des professionnels de la santé aux quatre coins du monde. Avec le coronavirus, nous avons vu très clairement comment les États ont tenté de relever le défi d'une menace qui ne pouvait être contenue au sein des frontières nationales.

Les résultats ont été mitigés, mais dans le meilleur des cas, la coopération entre les parties prenantes a été remarquable. Elle a permis de trouver des solutions qui ont sauvé d'innombrables vies et atténué d'immenses souffrances humaines. Dans un monde où la promotion des intérêts nationaux rivalise avec la cause commune face à une menace existentielle, cette même thématique du multilatéralisme a été la réalité récurrente à laquelle nous avons dû faire face ces derniers temps.

Dans toutes les allocutions que j'ai prononcées devant l'Assemblée, j'ai insisté sur la question des changements climatiques, surtout parce qu'ils attisent les conflits et entravent la sécurité alimentaire. Les changements climatiques réduisent les possibilités et sont un obstacle à la prospérité, ce qui, en Afrique, en Amérique latine et dans certaines régions d'Asie, facilite aussi la criminalité transnationale organisée. L'année dernière, dans le cadre des efforts déployés par le Nigéria en vue d'atteindre notre objectif mondial de zéro émission nette, mon gouvernement a adopté une stratégie nationale en matière de changements climatiques qui vise à atténuer durablement les changements climatiques. Les mesures que nous avons prises au niveau national exigent également une justice climatique. Par rapport aux économies industrialisées, l'Afrique et d'autres pays en développement ne sont responsables que d'une faible proportion des émissions de gaz à effet de serre. Pourtant, nous sommes les plus durement touchés par les conséquences des changements climatiques, comme en témoignent la sécheresse persistante en Somalie et les inondations d'une gravité inouïe au Pakistan. Ces événements, ainsi que d'autres phénomènes climatiques, sont tout à coup devenus monnaie courante dans les pays en développement. De fait, nous payons littéralement le prix des politiques menées par d'autres. Cela doit changer.

À la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Glasgow l'année dernière, j'ai déclaré que le Nigéria ne demandait pas la permission de reproduire les erreurs commises par d'autres en créant l'urgence climatique. Heureusement, nous savons maintenant ce que nous pouvons faire pour atténuer les effets de la crise climatique et les défis énergétiques qui en découlent. Dans un premier temps, nous devons tous nous engager à débloquer les financements et les technologies nécessaires à la création d'un cadre stable et abordable pour le transport de l'énergie. Les institutions financières de développement doivent accorder la priorité à la réduction des risques dans les projets énergétiques afin d'améliorer l'accès des projets

portant sur les énergies renouvelables aux facilités de crédit. Aucun pays ne doit être laissé pour compte sur ce point. La flambée des coûts de l'énergie dans le monde tient en partie aux conflits et aux ruptures d'approvisionnement en Europe et en Amérique, mais nous en payons tous le prix. Nous espérons donc que la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale et la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra prochainement, contribueront à mobiliser la volonté politique nécessaire à la réalisation des différentes initiatives existantes en matière de lutte contre les changements climatiques.

La multiplication des partenariats entre les États et des acteurs non étatiques de plus en plus influents constitue une autre caractéristique de la dernière décennie. Il fut un temps où les événements les plus importants de l'Assemblée concernaient les déclarations des dirigeants mondiaux les plus puissants. Désormais, un tweet ou une publication sur Instagram d'un influenceur sur un sujet social ou environnemental peut avoir un plus grand retentissement. La technologie nous ouvre des possibilités illimitées et devance parfois l'imagination des régulateurs et des législateurs. Dans le meilleur des cas, les réseaux sociaux consolident les fondements de notre société et nos valeurs communes. Dans le pire des cas, ils sont l'avatar numérique et nuisible d'une foule porteuse d'intolérance et de divisions. Face à ces défis, nous devons aussi nous unir pour défendre la liberté d'expression tout en soutenant les autres valeurs qui nous sont chères. Nous devons continuer à œuvrer en vue d'une norme commune qui équilibre les droits et les responsabilités afin de protéger les plus vulnérables et d'aider à renforcer et à enrichir les populations. Les efforts visant à protéger les populations du fléau de la désinformation et de la mésinformation doivent être aussi associés à des efforts visant à réduire les inégalités et à redonner de l'espoir aux membres les plus pauvres et les plus vulnérables de nos sociétés, afin d'endiguer les nombreux facteurs socioéconomiques des conflits qui nous touchent.

Malgré notre action, les crises humanitaires continueront de ravager certaines de nos sociétés. Le Nigéria implore donc ses partenaires mondiaux de redoubler d'efforts pour compléter son action. En effet, les défis multiformes auxquels sont confrontés la plupart des pays en développement sont un étai qui étouffe leur marge de manœuvre budgétaire. Il faut également s'attaquer au fardeau insoutenable de la dette extérieure, premièrement en s'engageant au niveau mondial à proroger l'Initiative de suspension du service de la dette et à l'élargir aux pays confrontés à des problèmes budgétaires et de liquidités,

mais aussi en annulant purement et simplement la dette pour les pays en proie aux difficultés les plus graves.

La démocratie est une idée qui traverse le temps et les frontières. Malheureusement, elle a ses limites. Les rouages de la démocratie fonctionnent lentement. La démocratie peut exiger des compromis qui édulcoreront les décisions. Parfois, elle fléchit trop devant des intérêts particuliers qui exercent une influence, laquelle n'est pas toujours dans l'intérêt général et est disproportionnée par rapport à leur poids. Cependant, d'après mon expérience, une culture démocratique confère à un gouvernement la légitimité dont il a besoin pour améliorer les choses. Au Nigéria, nous avons non seulement œuvré au renforcement de notre démocratie, nous l'avons également défendue et avons promu l'état de droit dans notre sous-région. En Gambie, nous avons facilité la première transition démocratique depuis l'indépendance. En Guinée-Bissau, nous avons aidé le Gouvernement élu démocratiquement lorsqu'il a été confronté à une mutinerie. Au Tchad, après le décès tragique sur le champ de bataille de son président, feu Idriss Déby Itno, nous avons uni nos forces à celles de ses autres voisins et de ses partenaires internationaux afin de stabiliser le pays et d'encourager une transition pacifique vers la démocratie, un processus qui est en cours. Nous croyons au caractère sacré de la limitation constitutionnelle des mandats, et nous l'avons respectée avec constance au Nigéria. Nous avons pu observer l'érosion des valeurs qui survient lorsque des dirigeants cherchent, dans d'autres pays, à changer les règles pour rester au pouvoir. D'ailleurs, nous nous préparons actuellement aux élections générales du Nigéria, prévues en février. À la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, un nouveau visage représentera le Nigéria à cette tribune.

Nous sommes un vaste pays, enrichi par sa diversité et ses valeurs communes que sont le travail, la foi et le sens de la collectivité. Nous avons beaucoup investi afin de renforcer notre cadre pour des élections libres et régulières, et je remercie nos partenaires de tout le soutien qu'ils ont apporté à nos élections. En tant que Président, je me suis fixé pour but de transmettre un héritage durable, comprenant notamment la mise en place d'un processus d'élections libres, régulières, transparentes et crédibles qui permet aux Nigériens et Nigériennes d'élire les responsables de leur choix.

Les multiples défis auxquels nous sommes confrontés sont véritablement urgents et interdépendants, et le choix du thème de cette session, à savoir « Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués », est tout à fait idoine. Conformément à nos obligations en

tant qu'États Membres de l'Organisation, nous devons tous travailler sans relâche, en collaboration avec le Président, afin de relever ces défis. À cet égard, je réaffirme la coopération entière et résolue de ma délégation.

Qu'il me soit permis de livrer mes dernières réflexions du haut de cette illustre tribune. Nous vivons une époque extraordinaire, avec son lot de problèmes interdépendants, mais aussi d'immenses possibilités. Le rythme du changement peut sembler déconcertant, et nous donner parfois un sentiment palpable et troublant d'incertitude vis-à-vis de notre avenir. Mais s'il est une chose que mes années de mandat public m'ont apprise, c'est que nous devons garder foi en ces valeurs qui perdurent. Il s'agit notamment de la justice, de l'honneur, de l'intégrité, de la constance dans le travail et des partenariats tant au sein des nations qu'entre elles. Nous avons toujours été plus forts lorsque nous sommes restés fidèles aux principes fondamentaux de tolérance et de communauté, d'engagement sans faille en faveur de la paix et de bonne volonté envers toutes et tous.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République fédérale du Nigéria de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Muhammadu Buhari, Président de la République fédérale du Nigéria, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Seyyed Ebrahim Raisi, Président de la République islamique d'Iran

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République islamique d'Iran.

M. Seyyed Ebrahim Raisi, Président de la République islamique d'Iran, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Seyyed Ebrahim Raisi, Président de la République islamique d'Iran, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Raisi (*parle en farsi ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : La justice est le fondement d'un monde meilleur. Tous les espoirs et toutes les aspirations de l'humanité reposent sur la justice. Les êtres humains ont la capacité de créer un cadre de justice globale, ce qui passe par l'élimination de l'injustice. La République islamique d'Iran défend la

lutte contre l'injustice sous toutes ses formes, celle qui frappe l'humanité, la spiritualité, le Tout-Puissant et les peuples du monde, partout où elle apparaît.

Le désir de se rapprocher du Créateur et de ses enseignements est présent dans toute l'humanité, et nous avons été témoins d'une volonté de changement lors des révolutions tout au long de l'histoire de l'humanité. Bien que de nombreux mouvements n'aient jamais atteint le stade de la révolution et que de nombreuses révolutions se soient écartées de leur chemin initial, le succès de maints peuples et de maintes nations, comme la nation iranienne qui a réalisé son aspiration à une révolution islamique, a fortifié ces aspirations dans le cœur des peuples du monde entier. La révolution islamique d'Iran est le fruit de la quête de justice et d'équité des Iraniens. Malgré les nombreuses conspirations auxquelles l'Iran a été confronté au fil des décennies, le pays a su se préserver. En s'appuyant sur un ordre social et organisationnel avancé, la République islamique d'Iran a d'abord été créée afin de garantir la justice sur le plan national et de porter au monde un message de justice et d'équité. Sur cette voie, la spiritualité et le multilatéralisme ont été des éléments clefs.

Je suis reconnaissant et honoré d'être le représentant d'un peuple et d'une nation qui ont hérité d'une grande civilisation libre depuis des millénaires, qui a toujours su déjouer les complots des ennemis cherchant à la conquérir ; une nation qui a toujours considéré l'oppression comme un ennemi existentiel et qui a toujours lutté pour éliminer l'esclavage, depuis les Babyloniens jusqu'aux Palestiniens. Nous pensons que l'humanité a un destin commun, et nous défendons la justice universelle. Ce que nous recherchons pour nous-mêmes, nous le souhaitons aux autres, et ce que nous ne souhaitons pas pour nous-mêmes, nous ne l'imposons pas aux autres. La nation iranienne croit que la justice amène l'unité et la cohésion et que la guerre amène la destruction. Un pays qui veut faire régner la justice sur son propre territoire, mais qui crée ou entraîne des groupes terroristes et les relâche sur d'autres pays, à l'extérieur de ses frontières, devrait avoir honte devant l'humanité et avoir honte devant les principes de liberté, de justice et d'équité. L'humanité n'est pas l'apanage de certaines parties du monde.

La République islamique d'Iran, se fondant sur sa constitution et les valeurs spirituelles sur lesquelles elle repose, considère la protection des droits de l'homme comme l'un des moyens les plus efficaces de garantir et de faciliter la protection des droits de toutes les personnes opprimées dans le monde, et estime que c'est

un de ses devoirs naturels. La République islamique d'Iran rejette la politique de deux poids, deux mesures pratiquée par certains gouvernements en matière de droits de l'homme et considère qu'il s'agit d'un facteur important de la banalisation, pour beaucoup, de la question. En Iran, la mort de dizaines de femmes innocentes dans un pays occidental a suscité beaucoup de discussions, et tant qu'il y aura deux poids deux mesures, c'est-à-dire que l'attention sera concentrée sur une seule partie plutôt que sur nous tous, de façon égale, nous n'aurons pas vraiment de justice et d'équité.

Les droits de l'homme appartiennent à tout le monde, mais ils sont malheureusement foulés aux pieds par de nombreux gouvernements. En témoigne la récente découverte, dans une école canadienne, de charniers contenant les corps de centaines d'enfants des populations autochtones du Canada. On le constate aussi avec les droits des Palestiniens, le droit à la vie des personnes dont les terres sont occupées, celles qui sont victimes du terrorisme, et celles qui cherchent la liberté et un refuge mais ne voient que leurs enfants enfermés dans des cages. Tout cela montre que les rôles d'accusé et d'accusateur ne doivent pas être vus à travers le seul prisme des représentations de certains. Il faut un fondement pour pouvoir revendiquer la protection des droits de l'homme, ce qui fait défaut à beaucoup aujourd'hui. Face à la sauvagerie et aux crimes de Daech, qui a réduit en esclavage des chrétiens, des yézidis et d'autres minorités religieuses, ainsi que des femmes et des enfants, il est clair, d'après nos efforts pour les combattre, que nous avons été des défenseurs des droits de l'homme et que ceux qui ont défendu et parrainé Daech sont assis sur le banc des accusés.

Nous sommes aujourd'hui témoins d'un changement dans l'ordre mondial, qui s'éloigne d'un monde unilatéral, d'un monde hégémonique, d'un monde où la capital domine la moralité, d'un monde où des sanctions criminelles et oppressives sont imposées aux nations et où les organisations internationales sont utilisées comme des outils d'oppression afin d'exercer des pressions sur des nations sans défense, en d'autres termes, un monde entièrement dénué de justice et d'équité. Cet ordre n'a plus de légitimité aux yeux des peuples et des nations du monde. Un nouvel ordre se dessine et va certainement se concrétiser. Du Liban aux territoires occupés de Palestine et dans toute notre région, nous constatons le déclin de ce système obsolète. En outre, le terrorisme et l'extrémisme, le déclin des cultures et des religions autochtones, l'intensification des mesures unilatérales et l'affaiblissement du multilatéralisme sont autant d'obstacles majeurs au progrès humain.

Nous sommes fermement convaincus qu'il n'y a pas d'autre solution que la solidarité et la coopération, dans le cadre d'un multilatéralisme fondé sur la justice, et sur la base des valeurs humaines communes et des enseignements divins, pour faire face aux menaces traditionnelles et aux nouveaux défis mondiaux. Nous sommes convaincus que toutes les nations éprises de liberté sont attachées à ces valeurs profondes, et qu'il nous incombe à tous de les défendre contre les oppresseurs du monde entier. Nous souhaitons que les droits du peuple et de la nation iraniens soient respectés. Nous ne tolérerons aucune relation fondée sur l'oppression. Nous resterons fermes et nous défendrons fièrement nos droits. Nous pensons que tout acte d'oppression porte atteinte à la paix et à la stabilité mondiales, et que la plus grave menace qui pèse sur la communauté internationale est la banalisation de l'oppression.

Réaliser la sécurité mondiale par une voie autre que celle de la justice ne saurait être durable, ni viable. C'est donc précisément ce soutien que nous attendons de l'ONU. Il est vrai que garantir la justice n'est pas une tâche facile, et c'est peut-être pourquoi beaucoup de ceux qui prétendent être du côté de la paix se détournent des responsabilités qu'impose la justice. Nous leur disons : « Si vous ne voulez pas rendre justice, cela signifie-t-il que vous ne voulez pas lutter contre l'oppression ? »

Notre raisonnement est ancré dans la culture coranique, qui nous enjoint de n'opprimer personne. Le sort de nombreuses nations dépend précisément de ce principe. Si nous pensons aux nations qui fuient la logique de la moralité, de l'équité et de la justice et se précipitent vers l'unilatéralisme et la force d'oppression ; aux nations qui ne font pas appel à la raison et s'appuient sur les coups d'État et les interventions militaires ; aux nations qui sont sélectives dans leur lutte contre le terrorisme et qui commettent de nombreuses autres injustices ou aux nations qui utilisent des armes nucléaires, nous pouvons nous demander si cela a rapproché le monde de l'équité, de la justice et de la paix ou si cela a conduit à l'hégémonie. Quelle cause humaine ont servi les meurtres de centaines de milliers d'enfants yéménites, irakiens, syriens et afghans ? Ne s'agit-il pas de manifestations de l'oppression et de l'injustice dans le monde ? Et, en réalité, que réclame la République islamique d'Iran, à part ses droits légitimes, ce qui préoccupe tellement les puissances mondiales ?

L'appui à l'hégémonie est devenu problématique pour toute l'humanité et représente une grave menace. Les nations du monde entier aspirent de plus en plus à la justice, ainsi qu'à l'indépendance et à la sécurité. La concrétisation de la doctrine de résistance atteste de

la détermination de nombreux peuples à obtenir justice. Dans le même temps, l'unilatéralisme cherche à entraver le développement de certains pays. Les États-Unis n'arrivent pas à accepter que certains pays soient autonomes et continuent naïvement de penser que le militarisme est la source de la sécurité. La situation des alliés américains n'est pas meilleure. Ce qui se passe aujourd'hui en Europe est le reflet de ce qui s'est passé en Asie de l'Ouest ces dernières décennies. Le déploiement des forces militaires en Asie de l'Ouest et l'expansion de l'OTAN vers l'Europe de l'Est ne sont guère différents, et le sort de ces pays dépend de l'Amérique qui poursuit ses propres intérêts aux dépens d'autres pays.

La révolution islamique en Iran a marqué le début des efforts de la grande nation iranienne pour occuper la place qui lui revient dans le monde. Pendant des décennies, nous avons été confrontés à des complots de l'étranger, tels que des coups d'État, des sanctions oppressives et des interventions hégémoniques. Aucune des avancées de l'Iran n'a été acceptable aux yeux des grandes puissances. Il y a environ 40 ans, le défunt Président de la révolution islamique, Mohammad-Ali Rajai, dans la salle du Conseil de sécurité, a montré sur ses pieds les cicatrices des tortures que la police secrète du Chah lui avait fait subir (voir S/PV.2251 (1980)). Il est ensuite mort en martyr aux mains des hypocrites. Une décennie plus tard, sous la houlette de feu l'imam Khomeini, l'Iran a pris son destin en main en chassant les étrangers de son territoire. Le peuple iranien, qui a lui-même été victime du terrorisme, est aujourd'hui devenu un pilier de sécurité dans la région et joue un rôle de premier plan dans la lutte contre le terrorisme dans le monde.

La République islamique d'Iran a payé un lourd tribut pour atteindre ses objectifs – que ce soit lorsque Saddam Hussein a foulé aux pieds les accords d'Alger et attaqué notre pays sans provocation, ou quand le Gouvernement américain a piétiné l'accord sur le nucléaire, ce qui a marqué le début d'une nouvelle période de crimes l'humanité. Il y a quelque temps, l'ancien Président des États-Unis a annoncé que Daech avait été créé par les États-Unis. Pour nous, il importe peu de savoir quelle administration des États-Unis a créé Daech. Le problème, c'est que le gouvernement d'un pays qui se trouve de l'autre côté de la planète a décidé de semer le chaos et la désolation dans notre région en versant le sang de femmes, d'enfants et d'innocents. Néanmoins, la résistance de la République islamique a mis un terme à cet élan destructeur. Et la figure de proue de cette lutte contre le terrorisme n'était autre que

notre cher martyr Qasem Soleimani – un homme épris de liberté qui est devenu un martyr dans sa quête de liberté pour les nations de notre région. Et le précédent Président des États-Unis d'Amérique avait bel et bien donné son aval à ce crime sauvage, illégal et immoral. La justice pour ce crime pourrait apporter l'apaisement à ceux qui ont souffert de l'oppression qui a été imposée aux nations de la région.

Nous ne fléchirons pas dans notre quête de justice face au crime que le Président américain a admis avoir autorisé. Nous chercherons à obtenir justice auprès d'un tribunal équitable qui jugera ceux qui ont martyrisé notre bien-aimé général Qasem Soleimani.

L'histoire de l'Iran est l'histoire d'une nation qui a appris à être autonome et à ne dépendre de personne. L'Iran a appris cette leçon quand il a subi une occupation étrangère pendant les deux guerres mondiales, alors qu'il avait déclaré sa neutralité. Par la suite, lorsque l'Iran s'est rapproché des États-Unis dans les années 1950 en comptant sur ce pays pour nationaliser son industrie pétrolière, il a été trahi une nouvelle fois. Même le Plan d'action global commun, qui a été entériné par le Conseil de sécurité, a été unilatéralement balayé.

Ainsi, l'Iran applique les principes de résistance et de progrès. C'est grâce à cet ordre social, rationnel et avancé que la République islamique d'Iran est devenue aujourd'hui un pays fort, qui a à son compte de grandes réalisations sur les plans scientifique et technique, malgré les sanctions oppressives dont il fait l'objet. Nous pensons que le monde actuel a besoin d'un Iran fort.

Nous exportons non seulement du pétrole et du gaz, mais nous disposons également d'un vaste réseau de distribution d'électricité et de gaz sur l'ensemble de notre territoire, et nous sommes à l'avant-garde dans le domaine scientifique, notamment les biosciences, les nanotechnologies et les sciences nucléaires. Les progrès réalisés par l'Iran en ce qui concerne les indicateurs de développement humain sont considérables. J'en veux pour preuve les mesures sociales qui ont été introduites, notamment une couverture sanitaire universelle pour 85 millions d'habitants, et le fait que la démocratie est désormais le socle du système de la République islamique d'Iran. Alors qu'au titre des sanctions dont nous faisons l'objet pendant la guerre, nous n'avions même pas le droit d'acheter du fil de fer barbelé, aujourd'hui, nous avons pu nous doter, en mobilisant notre propre savoir-faire et nos propres capacités, des systèmes de défense nationale les plus modernes.

Ce ne sont pas nos ennemis qui ont relâché la pression, mais c'est notre nation a réussi à repousser tous ses ennemis. La nation iranienne, par sa présence efficace et sa pleine participation à l'ordre politique issu de la révolution islamique, a pu consolider les valeurs de la foi et de la volonté divine, ainsi que la politique des relations de bon voisinage. Aujourd'hui, les progrès dans les relations économiques et commerciales sont les priorités de la politique étrangère de la République islamique.

Nous souhaitons entretenir des relations approfondies avec toutes les nations du monde, en particulier avec nos voisins. La guerre n'est pas la solution aux crises. Le règlement des crises passe par le dialogue et la compréhension.

La République islamique d'Iran, en tant que puissance régionale, a la volonté et la capacité de contribuer à résoudre les crises. Au cours des dernières années, les échanges commerciaux de l'Iran au sein de la région se sont considérablement développés. Avec nos voisins, nous sommes entrés dans une nouvelle ère de renforcement des liens d'amitié, de voisinage et de fraternité, qui apporte stabilité et sécurité à toutes les parties.

Nous avons prouvé notre amitié à nos voisins pendant les épreuves qu'ils ont traversées. Au cours des nombreuses conversations que j'ai eues avec des dirigeants régionaux, l'un des principaux points soulevés était que la sécurité régionale devait être instaurée de l'intérieur et non de l'extérieur. Pour y parvenir, il faut collaborer et coopérer, au lieu de former des blocs antagonistes. Cette ère nouvelle sera celle des relations fraternelles et amicales, si nous permettons aux nations et aux régions d'être maîtresses de leur propre destin. Alors, les occupants partiront et les voisins resteront pour toujours solidaires.

Il n'y a pas si longtemps, la guerre faisait rage entre les deux nations frères de l'Iraq et de l'Iran, sous l'instigation de puissances ennemies dans le monde entier. Toutefois, aujourd'hui, nous assistons au pèlerinage d'Arbaïne en respect du quarantième jour du deuil du martyr de l'imam Hussein, pour renouveler notre foi en ces valeurs et rendre hommage aux descendants du Prophète, qui ont donné leur vie pour la dignité humaine et les valeurs humaines.

Je tiens à attirer l'attention de l'Assemblée générale sur l'une des manifestations les plus choquantes de l'oppression, qui est à l'origine de toutes les crises dans notre région. Dans l'histoire contemporaine, il n'y a pas de nation plus opprimée que la Palestine,

ni de puissance occupante plus cruelle que le régime sioniste. Ce régime, avec son bilan tragique de meurtres de femmes et d'enfants notamment, a construit la plus grande prison du monde à Gaza. La poursuite de l'expansion illégale des colonies de peuplement sur les territoires et les fermes des Palestiniens, ainsi que les meurtres de leurs enfants, montrent bien qu'après sept décennies, l'occupation et l'oppression par Israël ne sont pas sur le point de s'achever.

Cependant, les puissances mondiales doivent expliquer pourquoi elles continuent à se dérober et à éluder les solutions proposées par la République islamique d'Iran pour résoudre la crise palestinienne. L'ensemble du territoire palestinien, des montagnes jusqu'à la mer, appartient aux premiers occupants de ces terres. La seule solution est de soumettre cette question à un vote, par tous les Palestiniens, y compris les musulmans, les chrétiens et les juifs, en organisant un référendum général. La Puissance occupante sioniste, qui continue d'occuper Jérusalem et d'autres terres dans la région, ne peut être un partenaire pour la sécurité et la stabilité.

Qu'il me soit permis d'attirer l'attention des membres de l'Assemblée sur un autre exemple d'injustice, à savoir le deux poids, deux mesures appliqué au sujet des activités pacifiques nucléaires de la République islamique d'Iran. Alors qu'un des piliers de la sécurité mondiale est le désarmement mondial, certaines puissances veulent détourner l'attention du monde de cette question principale en présentant les activités pacifiques de l'Iran comme un problème.

En tant que chef du Gouvernement de la République islamique d'Iran, je déclare solennellement que la République islamique d'Iran ne cherche pas à mettre au point des armes nucléaires, et que de telles armes n'ont pas leur place dans notre doctrine de défense. Cela a fait l'objet d'une fatwa officielle de la part de S. Ém. le Guide suprême Ali Khamenei, et pour le peuple iranien, une fatwa émise par Son Éminence a plus de valeur que toute supervision internationale.

Tout cela se déroule dans un environnement où les pays qui cherchent à nous dépeindre, injustement, comme une menace, continuent à mettre au point et à mettre à l'essai des armes nucléaires, et ont offert ces armes de destruction massive au régime sioniste. Ainsi, les gouvernements qui doivent être désarmés sont récompensés, alors que ceux qui honorent les engagements qu'ils ont pris sont même privés des droits que leur confère le Traité sur la non-prolifération des armes

nucléaires. Bien que le programme nucléaire pacifique iranien ne représente que 2 % des activités nucléaires mondiales, nos installations ont fait l'objet de 35 % des inspections nucléaires menées dans le monde.

Je demande donc à toutes les personnes présentes aujourd'hui de bien vouloir écouter attentivement les points suivants.

Premièrement, la République islamique d'Iran a signé de bonne foi un accord, le Plan d'action global commun, en 2015 et a respecté tous ses engagements, sans exception. Par la suite, les États-Unis n'ont pas tenu leurs promesses et ont imposé des sanctions à notre pays. Comme ils l'ont dit eux-mêmes très clairement, il s'agissait de sanctions inédites. Ces sanctions ont été imposées au peuple iranien en représailles, pour ses aspirations à la justice et à la liberté. Les sanctions sont une arme de destruction massive, et faciliter ces sanctions, ou coopérer à leur mise en œuvre, revient à se rendre complice de l'oppression.

Deuxièmement, ce sont les États-Unis qui se sont retirés de cet accord, et non l'Iran. L'Agence internationale de l'énergie atomique a indiqué à 15 reprises dans ses rapports que l'Iran avait pleinement respecté tous ses engagements.

Troisièmement, l'Iran a payé pour avoir honoré ses engagements, mais n'a pas pu tirer profit des avantages de cet accord, puisque les États-Unis n'ont pas tenu leurs promesses et l'Europe n'a pas respecté cet accord.

Nous avons pris des mesures juridiques au titre de l'accord pour que les parties qui l'ont violé le respectent de nouveau. C'est principalement parce que l'Iran s'est acquitté de ses obligations que le Plan d'action global commun a pu survivre. Si nous n'avions pas fait preuve d'une grande souplesse, les négociations se seraient arrêtées dès les premiers jours. La logique de négociation de l'Iran se fonde sur une analyse juste de la situation, et ne repose que sur ce principe : le respect des engagements.

Les garanties ne servent pas seulement à se préparer à diverses éventualités. Nous parlons d'expérience. Nous avons connu l'expérience du retrait du Plan d'action par les États-Unis. Et cela fait un an et demi que nous négocions avec l'actuel Gouvernement américain pour qu'il s'engage à nouveau à réintégrer l'accord et à en respecter les dispositions.

Aujourd'hui, alors même que le Gouvernement américain parle d'honorer ses engagements envers cet accord, une partie de l'opinion remet en cause l'engagement des États-Unis. Sur la base de cette expérience

et de cette perspective, pouvons-nous avoir l'assurance que la stabilité de cet accord est garantie ?

Bien sûr, la République islamique d'Iran, qui entretient de vastes relations bien établies avec des pays du monde entier, a réussi dans de nombreux cas à neutraliser ces sanctions et à profiter de nouvelles possibilités. Le Gouvernement américain a lui-même admis à de nombreuses reprises, par l'intermédiaire de différents responsables gouvernementaux, que sa politique de pression maximale avait lamentablement échoué. Nous avons trouvé notre voie, indépendamment de tout accord, et nous continuerons d'avancer résolument sur cette voie.

En même temps, dans le cadre des négociations que nous avons menées avec le plus grand sérieux, nous avons montré que si les droits du peuple iranien étaient respectés, nous sommes déterminés à résoudre cette question équitablement. Nous pensons qu'il faut défaire le nœud de l'accord nucléaire à l'endroit même où il a été bloqué.

Je voudrais conclure mon intervention en parlant de l'impératif de justice dans le monde entier. Chaque être humain doit participer activement à la construction d'un monde nouveau. Si nous voulons que ce nouveau monde soit acceptable, juste, puissant et à même de résoudre les défis auxquels se heurte l'humanité, il doit être fondé sur l'équité et la justice à l'échelle mondiale. Pour cela, il faut suivre plusieurs principes.

Premièrement, il faut un sentiment de responsabilité partagée pour lutter contre l'oppression et l'injustice dans le monde.

Deuxièmement, nous devons respecter les désirs et la volonté des peuples et des nations et nous abstenir de nous ingérer dans leurs affaires intérieures.

Troisièmement, nous devons abolir le double standard, deux mesures.

Quatrièmement, nous devons nous opposer à la violence et à la guerre.

Cinquièmement, nous devons garantir l'indépendance et le fonctionnement équitable des organisations internationales.

Enfin, et c'est le plus important, nous devons veiller à ce que des personnes justes et dignes jouent un rôle dans la mise en place de ce nouveau système. Nous avons beaucoup d'espoir dans l'avenir. Nous croyons fermement que sur la base des promesses divines, telles que les prophètes nous les ont transmises, la justice

enveloppera le monde, et que ceux qui suivent fidèlement les commandements divins seront sauvés lors de la réapparition du dernier messie.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République islamique d'Iran de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Seyyed Ebrahim Raisi, Président de la République islamique d'Iran, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Ukhnaa Khurelsukh, Président de la Mongolie

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la Mongolie.

M. Ukhnaa Khurelsukh, Président de la Mongolie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Ukhnaa Khurelsukh, Président de la Mongolie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Khurelsukh (*parle en mongol ; texte anglais fourni par la délégation*) : J'adresse mes sincères félicitations à S. E. M. Csaba Kőrösi pour son élection unanime à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session, et lui souhaite plein succès dans ses travaux.

Nous ne doutons pas que la soixante-dix-septième session jouera un rôle important dans la relance sociale et économique des pays du monde dans l'ère post-pandémique, en mettant en œuvre les objectifs de développement durable, en luttant contre les changements climatiques et la désertification et en établissant les moyens de résoudre les crises et les conflits internationaux par le dialogue et les moyens pacifiques.

L'année dernière, nous avons célébré le soixantième anniversaire de l'admission de la Mongolie à l'Organisation des Nations Unies en tant que Membre à part entière. Cette année, nous célébrons le trentième anniversaire de la proclamation par la Mongolie de son territoire comme zone exempte d'armes nucléaires, et le vingtième anniversaire de la participation de la Mongolie aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Au nom de mon pays et de mon peuple, j'ai donc l'immense privilège de déclarer depuis cette tribune que

la Mongolie a été, tout au long de ces six décennies, un Membre responsable de l'ONU, qui a participé et coopéré activement aux initiatives multilatérales de la communauté internationale, contribué concrètement à la paix et à la sécurité mondiales, et favorisé le bien-être et le développement de l'humanité.

Le monde entier est aux prises avec des épreuves et des défis de taille, comme la pauvreté, les inégalités, les changements climatiques, la pandémie de coronavirus (COVID-19) et les obstacles que celle-ci pose aux douanes, au transport et à la logistique, ainsi que la hausse des prix, l'inflation, et les tensions géostratégiques et géopolitiques.

Selon un rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, malgré cette époque troublée, alors que les pays du monde fermaient leurs frontières et imposaient des restrictions et des quarantaines afin de protéger la vie et la santé de leurs citoyens face à la pandémie de COVID-19, ce qui a souvent provoqué des crises économiques, les dépenses militaires mondiales ont continué de croître en 2021, pour atteindre le record absolu de 2 100 milliards de dollars.

Si ces budgets et ces fonds colossaux alloués au secteur militaire et aux armements avaient été consacrés aux pays les moins développés et en développement, combien de millions d'enfants auraient pu avoir un avenir plus radieux ? Combien de millions d'enfants auraient été sortis de la pauvreté ? Combien de millions d'enfants auraient pu être libérés de la faim et de la maladie ? Combien de millions d'enfants auraient eu accès à l'alimentation, à un logement et à des possibilités d'éducation et d'emploi ? Il est grand temps pour nous tous de réfléchir aux progrès qui auraient pu être réalisés si ces montants faramineux avaient été consacrés aux questions urgentes que sont la lutte contre le réchauffement de la planète et le combat contre les changements climatiques.

Il est vraiment regrettable que la situation mondiale se détériore et que la méfiance et l'incompréhension sont en hausse, et ce alors que l'humanité a suffisamment souffert au XX^e siècle du fléau des deux Guerres mondiales, de la fracture de la guerre froide, des conflits interreligieux et du terrorisme, entre autres. C'est pourquoi, face à la réalité complexe d'aujourd'hui, nous devons toujours veiller à tirer les enseignements des erreurs du passé, à renforcer la confiance, la compréhension et le respect mutuels et à tout mettre en œuvre pour résoudre tout malentendu, conflit ou guerre par des moyens pacifiques et le dialogue.

Il y a huit siècles, notre ancêtre, le grand Gengis Khan, a uni tous les habitants de la Mongolie, fondé le grand État mongol sous la puissance du ciel bleu éternel, mis fin à des guerres et à des conflits séculaires, pacifié l'Ouest et l'Est par le règne de la justice et établi la *Pax Mongolica* sur le vaste territoire de l'Eurasie.

Des universitaires et chercheurs du monde entier considèrent l'instauration de la *Pax Mongolica* comme une contribution importante des Mongols à l'histoire mondiale et au progrès de l'humanité. Ils soulignent que la *Pax Mongolica* a joué un rôle important dans le développement du libre-échange entre les pays, jeté les bases de la diplomatie et de l'échange d'envoyés, et proclamé les notions de liberté religieuse et d'état de droit sans pour autant imposer à autrui sa culture et sa religion.

Dans sa résolution intitulée « Huit centième anniversaire de l'État mongol », adoptée en 2005, l'Assemblée générale salue la contribution des Mongols à l'histoire de l'humanité et reconnaît que

« la civilisation nomade a influencé, notamment, les sociétés d'Asie et d'Europe, puis a été à son tour influencée par l'Orient et l'Occident à la faveur d'un véritable échange de valeurs humaines » (*résolution 60/16, cinquième alinéa du préambule*).

Elle reconnaît a en outre

« le rôle important qu'une culture nomade forte et persistante a joué dans le développement des réseaux commerciaux et dans la création de grands centres administratifs, culturels, religieux et commerciaux » (*ibid., sixième alinéa du préambule*).

Enfin, elle se déclare consciente que

« dans le monde d'aujourd'hui, il est de plus en plus important et pertinent que les civilisations vivent en harmonie avec la nature – ce qui est inhérent à la civilisation nomade » (*ibid., septième alinéa du préambule*).

Cela montre que la *Pax Mongolica* était porteuse d'idées progressistes qui allaient former le socle des efforts collectifs de la communauté internationale pour maintenir la paix et la stabilité dans le monde moderne. Par conséquent, nous, les descendants des fondateurs de la *Pax Mongolica*, appelons les membres de la communauté internationale à la compréhension mutuelle, ainsi qu'à coopérer et à régler tous les conflits par un dialogue pacifique afin que notre planète bleue puisse être en paix et qu'une « *Pax Globalica* » puisse être

instaaurée. Nous appelons en outre les peuples du monde à unir leurs efforts afin de concrétiser ce noble objectif.

La Mongolie a toujours mené une politique étrangère pacifiste, ouverte, multipolaire et indépendante. Lors de sa visite officielle en Mongolie au mois d'août, le Secrétaire général António Guterres a employé la formule suivante : « un symbole de paix dans un monde troublé », ce qui est une reconnaissance claire de cette politique par la communauté internationale. La Mongolie participe activement à la promotion de la paix et de la sécurité internationales et aux initiatives de maintien de la paix, et elle a présenté plusieurs propositions et initiatives. La proclamation de son territoire comme zone exempte d'armes nucléaires en est un exemple notable.

Dans sa déclaration à l'ouverture de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui s'est tenue en août, le Secrétaire général a averti que l'humanité n'était qu'« à un malentendu, à une erreur d'appréciation de l'anéantissement nucléaire ». À ce propos, j'exhorte non seulement les États parties au Traité mais aussi tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies à faire preuve de volonté politique et de courage afin de construire un monde exempt d'armes nucléaires, et à s'unir pour œuvrer ensemble pleinement et sincèrement pour le bien de notre Terre nourricière, de la paix et des générations futures.

La Mongolie estime que le désarmement nucléaire, la non-prolifération, l'élimination complète des armes nucléaires et la création de zones exemptes d'armes nucléaires sont les meilleurs moyens, et les plus efficaces, de bâtir un monde exempt d'armes nucléaires. Nous considérons donc que la reconnaissance internationale du statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie, ce sont notre contribution concrète à cette cause et notre action en sa faveur .

Cette année marque le vingtième anniversaire de la participation de la Mongolie aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Pendant cette période, plus de 20 000 militaires mongols ont participé aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies et d'autres organisations internationales dans des zones de tension dans le monde entier.

La Mongolie a dépêché en 2006 sa première soldate de la paix dans une opération de maintien de la paix des Nations Unies. Aujourd'hui, sur 120 pays, nous nous classons parmi les 20 premiers en nombre de femmes participant à des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

La Mongolie est fermement attachée à la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité, et à l'appel lancé par le Département des opérations de paix des Nations Unies pour que soit porté à 15 % d'ici 2027 le nombre de femmes servant dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Dans le cadre de cet objectif, et à l'initiative de mon pays, nous avons accueilli en juin une conférence internationale sur le renforcement du rôle des femmes dans le maintien de la paix. Cette conférence, qui a rassemblé des soldates de la paix de plus de 30 pays et des représentants d'organisations internationales, a été une rencontre importante pour le partage et l'échange de connaissances, de données d'expérience et d'enseignements tirés. Nous avons également présenté une initiative tendant à ce que nous accueillions cette conférence tous les cinq ans, et nous espérons que les entités compétentes des Nations Unies et les pays fournisseurs de contingents soutiendront cette proposition.

Par ailleurs, il me plaît de souligner que l'ONU et ses responsables apprécient grandement les contributions authentiques de la Mongolie, pays épris de paix, aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies et à la cause sacrée du renforcement de la paix et de la sécurité internationales, et apportent un soutien sans réserve à nos propositions et initiatives.

La Mongolie a invariablement proposé de créer un mécanisme de dialogue en vue de contribuer à la paix et à la sécurité en Asie du Nord-Est et aux efforts que la communauté internationale déploie pour dénucléariser la péninsule coréenne. À ce propos, en 2013, la Mongolie a pris l'initiative d'organiser la conférence internationale « Dialogue d'Oulan-Bator sur la sécurité en Asie du Nord-Est ». En juin, nous avons organisé la septième session de la conférence internationale « Dialogue d'Oulan-Bator sur la sécurité en Asie du Nord-Est », au cours de laquelle nous avons abordé un large éventail de questions, notamment la sécurité régionale, le réseau électrique, le développement vert, les possibilités de coopération humanitaire et la reprise économique après la pandémie. Les résultats de cette conférence témoignent de l'importance accrue de l'initiative Dialogue d'Oulan-Bator, laquelle se transforme en un mécanisme ouvert et inclusif réunissant des responsables gouvernementaux et des universitaires des pays de la sous-région et d'ailleurs, ainsi que des représentants d'organisations internationales.

Face à la récurrence des catastrophes naturelles et des maladies transmissibles, la création d'une infrastructure régionale intégrée pour la réduction des risques de

catastrophe et l'aide humanitaire devient l'un des enjeux de sécurité les plus pressants en Asie du Nord-Est.

Dans cette optique, en 2018, la Mongolie a présenté une initiative tendant à la création d'une plateforme intégrée pour la réduction des risques de catastrophe pour la région de l'Asie du Nord-Est, et nous présentons maintenant une proposition pour la création d'un centre ou d'un entrepôt humanitaire régional dans les locaux affiliés à l'aéroport international d'Oulan-Bator. Je suis convaincu que ces initiatives seront appuyées et épaulées par les autres pays de la région, ainsi que par le système des Nations Unies et les organisations spécialisées.

Les restrictions et les sanctions économiques à grande échelle décidées en raison de la pandémie de COVID-19 et des conflits géopolitiques ont frappé de plein fouet les économies nationales. Les prix sur le marché mondial des denrées alimentaires, du carburant, des produits agricoles, de l'énergie et des matières premières augmentent énormément, comme jamais auparavant, ce qui fait fluctuer l'économie mondiale et les marchés financiers, et crée d'immenses risques.

Avec le soutien que l'ONU et les organisations de son système, ainsi que les partenaires de développement, ont immédiatement apporté à la Mongolie dans sa lutte contre la COVID-19, 70 % de la population est aujourd'hui entièrement vaccinée, les restrictions nationales ont été levées et les frontières ont été ouvertes.

Nous traversons certes une période difficile, mais le Gouvernement mongol met en œuvre la nouvelle politique de relance élaborée en harmonie avec les objectifs de développement durable. Cette politique est axée sur l'amélioration des infrastructures routières, ferroviaires et frontalières ; la multiplication des sources d'énergie ; le soutien à l'industrialisation ainsi que le développement urbain et rural ; et le renforcement des partenariats public-privé et de la productivité.

En outre, malgré les difficultés liées à la pandémie et à la nouvelle normalité, la Mongolie s'efforce d'accélérer la transition numérique et a adopté une série de nouvelles lois sur le développement numérique. Nous avons introduit la plateforme e-Mongolia afin de simplifier l'accès aux des citoyens et des entités aux services publics, de réduire la corruption et la bureaucratie, d'améliorer la sécurité de l'information et de promouvoir la bonne gouvernance. Nous travaillons en outre à élargir et à approfondir notre coopération multilatérale dans ces domaines aux niveaux régional et international.

La Mongolie soutient pleinement les grandes initiatives proposées par le Secrétaire général dans son rapport intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982), et elle ne ménage aucun effort pour les mettre en œuvre, parallèlement aux objectifs de développement durable, à sa politique nationale de développement à long terme « Vision 2050 » et à sa nouvelle politique de relance.

Nous ne devons pas oublier que les graves défis avec lesquels nous sommes aux prises, tels que les changements climatiques, la perte de biodiversité, la désertification, la dégradation des terres, la pénurie des ressources en eau et les sécheresses, attendent toujours des solutions.

La Mongolie est un des pays les plus touchés par les changements climatiques. C'est pourquoi, dans la lutte contre les changements climatiques, la désertification et les tempêtes de poussière et dans le but d'accroître les ressources forestières et hydriques, la Mongolie a lancé le mouvement national « Un milliard d'arbres » afin de planter, de faire grandir et de protéger des milliards d'arbres. Le peuple mongol, son Gouvernement et nos partenaires de développement ont salué cette initiative, et aujourd'hui, le mouvement « Un milliard d'arbres » est mis en œuvre dans tout le pays. J'ai le plaisir d'informer l'Assemblée que le Secrétaire général a personnellement rejoint et appuyé ce mouvement.

En outre, la Mongolie réaffirme sa détermination à coopérer activement et à contribuer véritablement à la réduction des effets négatifs des changements climatiques et à la protection de l'environnement aux niveaux régional et international. Dans ce cadre, j'ai le plaisir d'informer l'Assemblée que la Mongolie accueillera la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, en 2026.

Un autre problème qui doit être porté à l'attention de l'Assemblée générale, c'est la pénurie des pâturages, car les espaces disponibles au bétail nomade diminuent de jour en jour, et la civilisation nomade est menacée d'extinction.

Nous, les Mongols, sommes un peuple nomade et pastoral. La vie de plus de 200 millions de personnes qui élèvent du bétail et vivent en harmonie avec la nature comme nous le faisons est aujourd'hui menacée par les changements climatiques, la dégradation des terres, la désertification, la sécheresse et les phénomènes météorologiques extrêmes en hiver. Afin de protéger les intérêts de ces personnes, d'améliorer la gestion et l'utilisation des pâturages, de préserver l'équilibre des écosystèmes et de garantir la sécurité et

l'approvisionnement alimentaires sur toute la planète, la Mongolie a pris l'initiative d'une résolution de l'Assemblée générale proclamant l'année 2026 Année internationale du pastoralisme et des pâturages (résolution 76/253), qui a été adoptée le 15 mars 2022.

Nous avons lancé le mouvement national « Un milliard d'arbres » ainsi que les programmes nationaux « Approvisionnement et sécurité alimentaires » et « Mongolie saine » afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable et de créer un environnement sain permettant à chacun de vivre une vie saine et de consommer des aliments sains. Nous sommes très sensibles au soutien et à la coopération que les pays de la région et les organisations internationales ont apportés à ces efforts.

Compte tenu des changements radicaux intervenus dans l'ordre international et les normes établies après la Seconde Guerre mondiale, l'importance du multilatéralisme et le rôle de la communauté internationale ne cessent de croître de nos jours. C'est pourquoi il importe à nos yeux que chaque État Membre joue un rôle actif dans le processus de réforme de l'Organisation des Nations Unies et apporte sa pierre au renforcement du statut et du rôle de l'Organisation. La Mongolie estime que la clef de la réforme de l'Organisation des Nations Unies, c'est la réforme du Conseil de sécurité, auquel incombe la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Depuis 2009, la Mongolie participe régulièrement aux négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité, où nous exprimons notre position de principe.

Les faits nouveaux survenus ces dernières années ont montré que l'Assemblée générale est le plus important cadre de discussion sur les questions de paix, de sécurité, de droits de la personne et de développement au niveau mondial. C'est pourquoi nous estimons important de renforcer le rôle de l'Assemblée générale afin d'assurer l'équilibre des pouvoirs entre les pays et de mieux faire entendre la voix des petits pays et des pays en développement.

Pour finir, je tiens à inviter les États Membres à appuyer les cinq axes de changement, proposés par le Secrétaire général dans *Notre Programme commun*, pour transformer l'ONU en une ONU 2.0 plus efficace. Ensemble, mobilisons-nous pour assurer la paix, la sécurité, le développement et la prospérité dans le monde entier.

Que le ciel bleu éternel bénisse à jamais toute l'humanité.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la Mongolie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Ukhnaa Khurelsukh, Président de la Mongolie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Rwanda.

M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Kagame (*parle en anglais*) : Depuis sa présentation il y a un an, le rapport phare du Secrétaire général, *Notre Programme commun (A/75/982)*, n'a cessé de prendre de la valeur. Le monde est en proie à des turbulences, avec des crises croisées et croissantes en ampleur et en gravité, notamment les changements climatiques, l'inflation des prix alimentaires, les conflits et les migrations incontrôlées. Ces défis exigent tous une coopération et des efforts multilatéraux. Pourtant, le sentiment que le système international n'est plus à la hauteur de cette tâche n'a fait que croître, en particulier lorsque les intérêts de membres puissants sont en jeu.

Dans l'est de la République démocratique du Congo, les récents revers ont souligné que la situation en matière de sécurité n'est pas fondamentalement différente de ce qu'elle était il y a 20 ans, lorsque la mission de maintien de la paix des Nations Unies la plus vaste et la plus coûteuse y a été déployée pour la première fois. Cela a exposé les États voisins, notamment le Rwanda, à des attaques transfrontalières parfaitement évitables. Il est urgent de trouver la volonté politique de s'attaquer enfin aux causes profondes de l'instabilité dans l'est de la République démocratique du Congo. Jouer au jeu des accusations réciproques ne permet pas de régler les problèmes. Ces problèmes ne sont pas insurmontables, et des solutions peuvent être trouvées. Cela serait au final bien moins coûteux en termes d'argent et de vies humaines.

Malgré certaines défaillances, des exemples prouvent que la coopération internationale peut régler ces questions d'intérêt général. La santé mondiale en est

un bon exemple. Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a permis de sauver d'innombrables vies, en Afrique et ailleurs, et de renforcer les systèmes de santé. J'espère que tous les pays répondront massivement et maintiendront leurs engagements à la septième Conférence pour la reconstitution des ressources du Fonds mondial, qui sera présidée par le Président Biden dans le courant de la journée.

L'Afrique fait sa part, mais elle doit faire plus encore. Dans un souci de viabilité, les financements externes doivent aller de pair avec une hausse des financements nationaux alloués à la santé. Il s'agit d'une priorité, que l'Union africaine évalue sur une base annuelle, et que j'ai l'honneur de diriger au nom de l'organisation.

Nous coopérons aussi avec des partenaires pour permettre la fabrication intégrale de vaccins sur notre continent, notamment grâce à la collaboration avec BioNTech et au soutien solide de l'Union européenne. Cela est essentiel pour accroître la résilience de l'Afrique face aux futures pandémies.

Je félicite le Secrétaire général d'avoir convoqué le Sommet sur la transformation de l'éducation plus tôt cette semaine. L'avenir de milliards d'enfants et de jeunes dans le monde entier repose sur la capacité à relever les défis de l'inclusion et de la qualité de l'enseignement, en particulier à l'heure où nous sortons de la pandémie.

Sans faire les gros titres, l'ONU et d'autres institutions multilatérales restent capables de fixer des objectifs autour desquels nous pouvons tous nous rallier. À la récente Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Kigali, les dirigeants ont adopté un programme d'action ambitieux, assorti d'instruments spéciaux sur les terres habitables, l'urbanisation, et la protection et la réforme des soins accordés aux enfants. Nous sommes aussi convenus de donner la priorité aux partenariats public-privé afin de créer des emplois dans le numérique pour les jeunes du Commonwealth.

L'avenir sera numérique, et cette transformation est en marche, comme en témoignent les travaux en cours de la Commission « Le large bande au service du développement durable » et du secrétariat de Smart Africa. Des emplois de haute qualité dans le secteur du numérique sont une réponse concrète aux facteurs profonds des migrations irrégulières car ils comblent le fossé qui sépare les pays à haut revenu et ceux à faible revenu en matière d'investissement en capital humain. Pour que les avantages soient également partagés, nous devons continuer à investir équitablement dans les technologies émergentes, telles que l'intelligence artificielle.

Dans le domaine de la consolidation de la paix et de la lutte contre le terrorisme, les initiatives régionales peuvent compléter l'importante action de l'ONU.

Les initiatives régionales et bilatérales ont prouvé qu'elles pouvaient changer la donne. On l'a vu en République centrafricaine ou avec le succès rencontré par le Rwanda et la Communauté de développement de l'Afrique australe dans leurs efforts pour endiguer l'extrémisme violent dans le nord du Mozambique. Si cette approche était véritablement mise à l'essai en République démocratique du Congo, comme il est proposé dans le processus de Nairobi, cela ferait avancer les choses. La pérennité de ces efforts requiert toutefois un soutien financier constant de la part de la communauté internationale.

L'enjeu est de taille, et le temps ne joue pas en notre faveur. Nous ne pouvons pas anticiper ni prévenir toutes les crises, mais nous pouvons mieux nous préparer à y réagir rapidement et efficacement en cas de besoin, en particulier si nous œuvrons de concert.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Rwanda de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Šefik Džaferović, Président de la présidence de la Bosnie-Herzégovine

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la présidence de la Bosnie-Herzégovine.

M. Šefik Džaferović, Président de la présidence de la Bosnie-Herzégovine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Šefik Džaferović, Président de la présidence de la Bosnie-Herzégovine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Džaferović (*parle en bosniaque ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : En tant que Président de la présidence de la Bosnie-Herzégovine, j'ai l'honneur de prendre la parole devant cet organe.

Je félicite M. Shahid de sa présidence fructueuse de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session. Malgré les conditions de travail difficiles causées par

la pandémie, il a travaillé assidûment avec le Secrétaire général, M. Guterres, afin que cet organe de l'Organisation des Nations Unies puisse honorer son mandat. Je félicite également M. Kőrösi de son élection en tant que Président de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session. Il peut compter sur le soutien et la coopération de la Bosnie-Herzégovine afin que les travaux de cet organe soient productifs.

Lors des récentes sessions de l'Assemblée générale et au sein d'autres instances internationales, nous avons régulièrement constaté que l'ordre mondial était secoué par des transformations tectoniques. Aujourd'hui, cependant, nous pouvons dire que le monde a changé de manière irréversible. Les relations internationales sur lesquelles reposait l'architecture de sécurité de l'Europe, ainsi que le cadre international au sens large, appartiennent au passé.

À l'heure où les villes et les villages d'Ukraine subissent la terrible réalité de la guerre, le minimum que nous puissions faire, c'est de ne pas rester silencieux. Nous ne devons pas rester silencieux, en particulier dans cette enceinte, le cœur de l'Organisation des Nations Unies, fondée pour empêcher et arrêter ce qui se passe actuellement en Ukraine. Nous ne devons pas non plus rester silencieux en Bosnie-Herzégovine. C'est un devoir que nous imposent nos vifs souvenirs des horreurs de la guerre et de l'agression.

Le système des Nations Unies n'a pas été capable de prévenir ou d'arrêter la guerre dans mon pays entre 1992 et 1995. Malheureusement, cette situation s'est reproduite en Ukraine. Je parle ici avant tout du Conseil de sécurité, l'organe responsable de la préservation de la paix et de la sécurité internationales, à la lumière des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

À cause de relations et d'obstacles internes, le Conseil de sécurité est manifestement incapable de s'acquitter de ses obligations. Cependant, l'Assemblée générale a adopté à une majorité écrasante une résolution sur l'agression contre l'Ukraine (résolution ES-11/1). Cette résolution a affirmé les principes incontestés consacrés par la Charte des Nations Unies et d'autres instruments du droit international, qui interdisent l'emploi de la force armée. Elle ordonne aux États de régler les différends par des moyens pacifiques. La résolution exprime son appui à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Ukraine. Elle qualifie sans équivoque les actions de la Fédération de Russie d'agression. Elle demande que l'agression cesse. Enfin, elle rejette les manœuvres de sécession de certaines régions d'Ukraine visant à nuire à l'intégrité territoriale de ce pays.

La Bosnie-Herzégovine a appuyé cette résolution et s'est placée du bon côté de l'histoire, tout comme 140 autres pays. Cela concorde avec les obligations découlant de la Charte des Nations Unies, nos positions antérieures et l'obligation qui nous incombe en vertu de l'Accord de stabilisation et d'association de suivre la politique étrangère de l'Union européenne.

La résolution n'a certes pas le pouvoir d'arrêter la guerre, mais elle a le pouvoir d'arrêter les mensonges. Le libellé clair et sans ambiguïté employée par cette plus haute instance internationale diminue très fortement la place de ceux qui tentent de relativiser la vérité. La première étape de toute solution est de dire et de respecter la vérité.

J'espère que la paix sera rétablie le plus rapidement possible afin que la population ukrainienne puisse vivre normalement et que les personnes déplacées puissent regagner leurs foyers.

La guerre en Ukraine, comme les conséquences de la pandémie, a entraîné des changements radicaux dans toutes les sphères de la vie. On le voit bien actuellement avec la grave crise énergétique, l'inflation, la récession générale et la menace qui pèse sur les approvisionnements, notamment dans le secteur alimentaire. Nous sommes tous appelés à vivre un hiver très difficile et périlleux.

La mondialisation des marchés et le libre-échange international ont entraîné des progrès immenses sur toute la planète. L'élimination de la faim, la disponibilité des biens de consommation et la croissance économique soutenue dans toutes les régions du monde sont autant d'avantages incontestables de la libéralisation économique mondiale. La mondialisation a étroitement connecté les différentes régions du globe et nous a rendus interdépendants. De solides relations économiques, sécuritaires et politiques ont produit un cadre mondial de plus en plus intégré. Dans ce cadre, chacun dépend des autres sur différents plans, de l'économie à la sécurité.

Cependant, l'interdépendance du monde est la source de la vulnérabilité de notre communauté mondiale. C'est apparu très clairement pendant la pandémie, lorsque les moyens de transport et d'approvisionnement ont été interrompus. C'est tout aussi évident dans le contexte de la crise actuelle liée à la guerre en Ukraine. En raison du blocage des exportations de blé depuis les ports ukrainiens, les pays en développement d'Afrique et d'Asie sont exposés à la faim. Une grande partie du continent européen fait face à une crise énergétique à cause de sa dépendance au gaz russe.

En raison des difficultés suscitées par le processus d'intégration politique et économique, nous observons

souvent, ces dernières années, un fort plaidoyer en faveur de la souveraineté politique et du protectionnisme économique. Les conséquences de la transformation des pays développés qui, autrefois industriels, sont devenus post-industriels, les migrations et, plus récemment, la pandémie ont conduit maintes personnes à appeler à la construction de barrières économiques, voire de véritables murs et clôtures physiques.

Cette voie n'est pas la bonne. La réponse à ces problèmes ne réside pas dans la fermeture, mais dans l'ouverture. La solution n'est pas de réduire, mais bien de renforcer, la coopération. La réponse à la crise énergétique en Europe, provoquée par la dépendance à une seule source, est de ne pas compter uniquement sur ses propres forces. La réponse se trouve dans la diversification et dans la recherche de nouvelles filières plurielles d'approvisionnement en gaz et en autres sources d'énergie.

Dans le monde moderne, personne n'a suffisamment de ressources pour être autonome. Les crises passées montrent que la dépendance à l'égard de différentes sources externes n'est pas non plus suffisante. Nous ne pourrions surmonter ces difficultés qu'en renforçant la coopération internationale.

Nous traversons une époque instable, inédite dans l'histoire récente. Alors que nous nous préparons à un hiver extrêmement difficile, nous sommes conscients que la crise économique et énergétique actuelle peut être un facteur de déstabilisation.

Le vingtième siècle nous a fourni des enseignements très précieux sur la corrélation entre les crises économiques et le populisme de droite. Le mouvement nazi est arrivé au pouvoir sur fond de grave dépression économique. Cela a conduit au pire cataclysme de l'histoire humaine. Par la suite, l'ONU a été créée et la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et d'autres instruments des Nations Unies ont été adoptés.

Le principe fondamental sur lequel repose l'ONU est celui de l'égalité entre tous les individus, quelle que soit leur origine, leur couleur de peau, leur religion et leur appartenance, nationale ou autre. Tous les instruments du droit international que j'ai mentionnés reposent sur cette idée. La civilisation moderne a été construite sur cette idée.

Aujourd'hui, près de huit décennies plus tard, des voix s'élèvent pour rejeter ouvertement ou implicitement ces principes fondamentaux. Les populistes de droite affirment de plus en plus que les peuples et les nations

n'ont pas tous les mêmes droits, et que certains ont plus de valeur que d'autres. Ils défendent de plus en plus souvent et ouvertement les idées de suprématie ethnique et raciale et affirment que la domination et la force brute sont les seuls principes sur lesquels les relations interpersonnelles et internationales peuvent, et doivent, être structurées. De ces idées à la violence, il n'y a qu'un pas.

Du haut de cette tribune, depuis l'enceinte des Nations Unies, j'appelle à la prudence et à l'action. Nous allons être confrontés à d'immenses défis dans la période à venir. Nous devons nous acquitter de notre devoir et lutter pour ces idées sur lesquelles repose la civilisation. Nous devons défendre ces idées à tout prix.

Depuis des siècles, la Bosnie-Herzégovine accueille de nombreux peuples, cultures et religions. Notre longue tradition de multiculturalisme est un motif de fierté. Nous sommes fiers de nos communautés musulmane, chrétienne, juive, rom et autres, ainsi que de la culture de coexistence et de respect mutuel que nous avons développée au fil des siècles. Toutes ces communautés, individuellement et collectivement, composent la mosaïque de l'État de Bosnie-Herzégovine. Telle est la situation, et c'est ainsi qu'elle restera.

Dans le même temps, la Bosnie-Herzégovine, en tant que carrefour des cultures, a été un obstacle aux politiques fondées sur l'idée qu'il est impossible de vivre ensemble et sur la nécessité de la confrontation. Ces politiques ont conduit à la terrible guerre qui a fait rage en Bosnie-Herzégovine de 1992 à 1995, et dont le génocide de Srebrenica a été le point culminant.

Les résolutions adoptées à l'époque par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, ainsi que les rapports du Secrétaire général et les arrêts rendus par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, ont qualifié la guerre en Bosnie-Herzégovine de conflit armé international, auquel ont participé des pays voisins.

Les arrêts rendus par le Tribunal international de La Haye ont établi l'existence d'entreprises criminelles communes. L'objectif de ces entreprises était d'éliminer certains groupes ethniques de certaines parties du territoire de la Bosnie-Herzégovine, afin que ces territoires soient à terme annexés par des pays voisins. Il s'agit d'une très grave violation du droit international général et humanitaire.

Un processus laborieux de consolidation de la paix a été mis en œuvre en Bosnie-Herzégovine depuis la conclusion de l'Accord de paix de Dayton. Cependant, nous continuons de nous heurter à de nombreuses difficultés,

notamment certaines politiques en Bosnie-Herzégovine et dans la région qui n'ont jamais renoncé aux objectifs de diviser notre pays, qui datent de la période de guerre.

Certaines parties en Bosnie-Herzégovine adhèrent à la forte vague de populisme de droite en Europe. Ils affirment ouvertement que la Bosnie-Herzégovine n'est pas un pays viable, car, selon eux, il n'est pas possible que les musulmans et les chrétiens vivent ensemble. Les musulmans et les chrétiens peuvent vivre ensemble, et c'est ce qu'ils font. Ce mode de vie a de l'avenir. Ce qui n'a certainement aucun avenir, ce sont les politiques rétrogrades qui s'opposent à ce mode de vie.

La Bosnie-Herzégovine est riche d'une histoire pluriséculaire et offre un exemple vivant de l'idée civilisationnelle selon laquelle les personnes de différentes religions, nations et cultures peuvent coexister. Le fait est que la Bosnie-Herzégovine, malgré la guerre qui visait à la détruire, a bel et bien survécu. Cela montre l'exceptionnelle résilience de mon pays.

La majorité des habitants de Bosnie-Herzégovine veulent vivre en paix avec leurs différences. Ils sont suffisamment forts pour que cette Bosnie-Herzégovine persévère. Je suis persuadé que ce sera le cas.

L'expérience de la Bosnie-Herzégovine montre que l'état de droit est un facteur crucial de la consolidation de la paix. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, créé par les Nations Unies, a accordé aux victimes un minimum de justice. Il a fait comprendre aux criminels que leurs actes ne resteraient pas impunis, qu'ils seraient traduits en justice et qu'ils devraient assumer les conséquences de leurs actes.

D'autres organes de la communauté internationale ont aussi grandement contribué à la consolidation et à la préservation de la paix, principalement le Bureau du Haut-Représentant chargé d'assurer le suivi de l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine et le Conseil de mise en œuvre de la paix.

Ces deux organes ont été créés en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, qui prévoit l'intervention de la communauté internationale pour maintenir la paix. La création de ces organes a également été confirmée par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Par conséquent, la fermeture de ces organes n'est possible qu'à la suite d'une nouvelle décision du Conseil de sécurité. Ce n'est pas encore le moment.

Qu'il me soit permis de rappeler aux États Membres qu'il y avait une supervision internationale dans certains pays très développés, comme l'Allemagne, avec des compétences exécutives encore plus

importantes que le Bureau du Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine. Cette supervision n'a pris fin qu'après 45 ans d'existence, et seulement lorsque les conditions nécessaires ont été remplies.

Le Bureau du Haut-Représentant et le Conseil de mise en œuvre de la paix aident les acteurs politiques nationaux à mettre en œuvre des réformes depuis 27 ans. Grâce à des efforts conjoints, nous avons réussi à réunifier les trois armées autrefois ennemies au sein d'une seule force armée. Nous avons également pu unifier les trois services de renseignement, les systèmes fiscaux, les systèmes judiciaires, etc.

Grâce à ces réformes et à l'existence des forces armées et d'autres institutions de l'État de Bosnie-Herzégovine, même après le retrait progressif de Bosnie-Herzégovine de 60 000 soldats internationaux, la paix a été maintenue.

L'année écoulée a été émaillée d'attaques contre les 27 années de mise en œuvre de l'Accord de paix de Dayton. Plus particulièrement, il y a eu une tentative de démanteler les institutions étatiques établies sur la base des dispositions claires de l'Accord de paix de Dayton.

Grâce à l'action du Bureau du Haut-Représentant et du Conseil de mise en œuvre de la paix, les États Membres, sous la houlette des États-Unis d'Amérique, ont pu mettre fin à cette attaque contre les institutions de l'État et la paix a été une nouvelle fois préservée. C'est la preuve de la pertinence et de l'efficacité des institutions de la communauté internationale en Bosnie-Herzégovine.

Il y a eu des appels à la fermeture du Bureau du Haut-Représentant par le passé. Plus récemment, on a vu beaucoup de demandes visant à ce que le Haut Représentant prenne des mesures de nature à affaiblir l'unité de la Bosnie-Herzégovine et à créer de nouvelles divisions ethniques. Conformément à l'Accord de paix de Dayton et à la Charte des Nations Unies, le Haut-Représentant a l'obligation de protéger la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine, et non de contribuer à sa désintégration.

En plus de la présence internationale civile en Bosnie-Herzégovine, il y a également une présence militaire internationale dans le pays, plus précisément l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine (EUFOR Althea) et le quartier général de l'OTAN, avec au total 1 100 effectifs. À cet égard, la Bosnie-Herzégovine n'a rien de particulier. Beaucoup d'États souverains plus développés ont besoin de forces militaires internationales en bien plus grand nombre que la Bosnie-Herzégovine.

Cette présence militaire internationale a été établie par l'Accord de paix de Dayton. Le Conseil de sécurité reconduit le mandat de la mission EUFOR Althea chaque année. Le Conseil de sécurité se prononcera à nouveau sur le mandat de l'EUFOR Althea dans moins d'un mois. Il est très important pour la stabilité de la Bosnie-Herzégovine et de la région que ce projet de résolution soit adopté. Toutefois, il importe de souligner qu'en tout état de cause, conformément à l'Accord de paix de Dayton, l'OTAN a le droit et l'obligation de déployer ses forces en Bosnie-Herzégovine.

Qui plus est, par le passé, la Présidence de la Bosnie-Herzégovine a pris des décisions qui ont autorisé la présence des forces de l'EUFOR Althea et de l'OTAN sans aucune limite de temps. Ces décisions constituent une base juridique suffisante pour la présence d'une mission militaire internationale en Bosnie-Herzégovine tant que la Présidence de la Bosnie-Herzégovine n'aura pas adopté une position différente.

La politique étrangère de la Bosnie-Herzégovine a pour principal objectif l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN. La session de juin 2022 du Conseil européen a ouvert la voie à l'octroi à la Bosnie-Herzégovine du statut de pays candidat à l'Union européenne si certaines conditions sont remplies. Récemment, le pays a accompli des progrès concrets en ce qui concerne les 14 priorités énoncées dans l'avis de la Commission européenne sur la demande d'adhésion de la Bosnie-Herzégovine à l'Union européenne. Nous avons réalisé plusieurs de ces priorités, certaines dans leur intégralité, d'autres partiellement, y compris, je suis heureux de le dire, au cours des dernières semaines.

Je m'attends à ce que les progrès se poursuivent après les élections générales qui auront lieu le mois prochain, le 2 octobre. Je m'attends également à ce que la Bosnie-Herzégovine obtienne dès que possible le statut de pays candidat à l'Union européenne.

Le Président assume la présidence.

En ce qui concerne nos relations avec l'OTAN, la Bosnie-Herzégovine fait partie du Plan d'action pour l'adhésion. Afin d'entreprendre les réformes que l'OTAN attend de nous en tant que pays candidat potentiel, la présidence de la Bosnie-Herzégovine a adopté un programme de réforme, conformément à nos obligations annuelles.

La coopération régionale est un des objectifs de la politique étrangère de la Bosnie-Herzégovine. Nous voulons avoir de bonnes relations avec nos voisins, fondées sur l'entente et le respect mutuels, selon le

principe de réciprocité. Toute relation avec la Bosnie-Herzégovine ne saurait être bâtie autrement. Chacun doit comprendre, dans notre région, que la configuration géostratégique et géopolitique de celle-ci a été menée à bien. La voie de la sécurité et de la prospérité passe par la coopération mutuelle et le règlement des problèmes actuels, dans le respect des principes du droit international. Nous sommes tous égaux au sein de notre région. Nul ne peut prétendre dominer autrui. Nous avons tous besoin de paix et de stabilité.

Le monde entier a besoin de paix et de stabilité. Tous les différends actuels dans le monde devraient être résolus conformément aux principes du droit international et avec la participation des institutions judiciaires internationales. C'est pourquoi il est très important de renforcer les institutions et mécanismes multilatéraux. Je pense dès lors que la force et l'autorité de l'Organisation des Nations Unies en tant que mécanisme multilatéral clef doivent être consolidées.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la présidence de la Bosnie-Herzégovine de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Šefik Džaferović, Président de la présidence de la Bosnie-Herzégovine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Chandrikapersad Santokhi, Président de la République du Suriname

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Suriname.

M. Chandrikapersad Santokhi, Président de la République du Suriname, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Chandrikapersad Santokhi, Président de la République du Suriname, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Santokhi (*parle en anglais*) : Je vous félicite, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence de l'Assemblée à sa soixante-dix-septième session, et je vous assure du plein appui du Suriname durant votre mandat.

Lors du débat général de l'année dernière (voir A/76/PV.6), j'avais appelé les dirigeants à bâtir un monde

meilleur pour ceux qui vivent aujourd'hui, mais surtout pour les générations à venir. Aujourd'hui, je voudrais ramener tout le monde en 1992, lorsque Severn Cullis-Suzuki prit la parole au Sommet « Planète Terre », la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, organisée à Rio de Janeiro. Elle avait lancé un appel afin que chacun contribue à mettre fin à la destruction des ressources de notre planète. Nous sommes aujourd'hui en 2022 et le monde, dans son état actuel, n'a nul besoin d'un nouveau coup de semonce. L'heure est à l'action véritable. Même s'il y a eu des progrès, nous n'avons pas encore réussi à surmonter les défis qui se posent à nous.

Entre-temps, les menaces se sont accumulées. La reprise économique à la suite de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID 19) a ralenti ; la crise climatique s'aggrave et s'accompagne de phénomènes météorologiques extrêmes, de perte de biodiversité et de l'effondrement des écosystèmes ; la pauvreté et la faim sont en hausse ; et l'existence d'une crise humanitaire est incontestable. La communauté mondiale est confrontée à l'escalade des prix à la consommation et des carburants, qui ont considérablement augmenté, portant particulièrement atteinte au niveau de vie des personnes les plus vulnérables.

J'exhorte donc chacun ici à prendre le temps de se poser les questions suivantes. Avons-nous géré la Terre de manière durable ? Sommes-nous mieux préparés à la prochaine pandémie ? L'accès au financement de l'action climatique a-t-il été amélioré ? Avons-nous traité les causes profondes de la crise humanitaire et de la migration non réglementée ? Veillons-nous à ce que les plus vulnérables au sein de nos sociétés s'extirpent des griffes de la pauvreté et de la faim ? Avons-nous répondu à leurs besoins ? Sommes-nous suffisamment unis dans l'action ?

Nous pouvons tous conclure que nous ne sommes pas prêts et que nous n'avons pas pris toutes les mesures qui s'imposent. Et en tant que dirigeant du Suriname, petite nation et l'un des trois seuls pays au monde à avoir des émissions de carbone négatives, j'en appelle à toutes celles et à tous ceux ici présents afin que notre attachement aux principes internationaux et au droit international reste inébranlable au moment d'aborder les menaces et les défis mondiaux. Aujourd'hui, j'exhorte l'Organisation des Nations Unies à jouer son rôle important et à maintenir sa position essentielle pour défendre ces principes en ayant recours aux outils que sont le dialogue sincère et l'engagement constructif.

Cela nous rapprocherait de la réalisation de nos objectifs communs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de la concrétisation de notre promesse de ne laisser personne de côté.

Aucun pays n'est à l'abri de la crise climatique. Au cours des derniers mois, le Suriname a été touché par des pluies trop abondantes qui ont provoqué des inondations dans de nombreuses régions du pays. Des terres agricoles fertiles ont été altérées par l'intrusion d'eau salée, ce qui a entraîné des pertes économiques et eu un impact sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations rurales.

Le Secrétaire général, qui s'est rendu au Suriname en juillet, a pu constater par lui-même les effets des changements climatiques sur les États côtiers de faible élévation. Il a fait l'éloge de nos solutions fondées sur la nature, telles que la préservation des mangroves, de la forêt tropicale et d'autres écosystèmes essentiels, et a déclaré que les Caraïbes constituent l'épicentre de l'urgence climatique mondiale. C'est pourquoi le moment est venu d'agir. Nous devons impérativement tenir la promesse de consacrer 100 milliards de dollars au financement de l'action climatique à des fins d'adaptation.

À cet égard, nous appelons à soutenir la création d'un programme de recherche qui aidera la région à comprendre les coûts entraînés par les changements climatiques pour les différents secteurs et les économies. Et nous appelons aussi à accroître les moyens de mise en œuvre, notamment financiers, en particulier le financement aux fins de l'adaptation, le renforcement des capacités et le transfert de technologie, sans pour autant faire du « dumping technologique ».

Nous appelons à une augmentation du financement pour l'adaptation et pour faire face aux pertes et préjudices, en veillant à donner la priorité à l'accès des Caraïbes et des petits États insulaires en développement (PEID) aux subventions et aux prêts à des conditions favorables, en particulier par des voies bilatérales. Nous appelons également à la création d'un mécanisme de compensation des pertes et préjudices dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, qui permettrait aux PEID de disposer de ressources pour financer les pertes et dommages résultant des changements climatiques.

Je félicite à cet égard le Secrétaire général pour ses efforts visant à rendre le Fonds pour l'adaptation plus accessible aux pays touchés par les changements climatiques grâce à son initiative pour le financement de l'adaptation.

Le financement est la pierre angulaire du développement durable. Le moment est venu de procéder à une véritable réforme de l'architecture financière internationale, qui doit prendre en considération les vulnérabilités particulières et intrinsèques qui entravent la capacité des petites économies vulnérables à surmonter les chocs économiques, environnementaux et sociaux. Je me félicite donc de la nomination du Groupe de haut niveau sur l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle. Nous espérons bien trouver des solutions pour venir à bout des obstacles à la réalisation de l'indice, notamment le manque de données fiables.

La crise politique, économique et humanitaire en Haïti demeure une grave préoccupation pour la région et requiert l'attention de la communauté internationale. En ma qualité de Président en exercice de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), je m'engage à tout mettre en œuvre pour engager le dialogue avec toutes les parties prenantes en Haïti afin de préserver la paix et la sécurité. Il importe au plus haut point que tout appui en faveur du règlement de la situation en Haïti soit fondé sur une stratégie élaborée à l'initiative et sous la responsabilité des Haïtiens.

Les conflits et la violence ne cessent de gagner du terrain dans toutes les régions du monde, entraînant des hostilités et des déplacements, et se traduisant par des niveaux paralysants de pauvreté et d'insécurité alimentaire. En tant qu'États Membres de l'ONU, nous avons la responsabilité d'œuvrer au maintien de la paix et de la sécurité internationales. La réalisation du développement durable est inextricablement liée à la défense des valeurs démocratiques, à la bonne gouvernance et au respect des droits humains. Nous devons permettre aux pays de développer des économies durables, sans entrave.

Dans le monde d'aujourd'hui, les différends doivent être réglés par la voie du dialogue et de la coopération. C'est pourquoi nous considérons que le blocus de longue date imposé à Cuba et au peuple cubain doit être levé.

Je suis convaincu que les jeunes sont de précieux et incontournables partenaires dans tous les aspects du développement et dans la construction de l'avenir. À cet égard, je tiens à féliciter le Secrétariat pour la création du Bureau de l'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse.

En tant que chef du Conseil de la Communauté des Caraïbes chargé du développement des jeunes dans la région, j'ai été satisfait des échanges qui ont lieu entre les jeunes de la région au cours de la dernière réunion des chefs de gouvernement de la CARICOM, qui s'est

tenue au Suriname. Je félicite les jeunes de la région pour avoir assumé leurs responsabilités et incité leurs pairs à ne pas se contenter d'exiger de participer aux débats, mais à y participer avec assiduité. Pour ma part, j'ai promis de consacrer 10 hectares de terrain au Suriname à la création d'un campus innovant destiné à favoriser les études de recherche-développement menées par des étudiants et des jeunes entreprises de la région.

Depuis mon entrée en fonction il y a deux ans, mon gouvernement s'est employé à remettre l'économie sur les rails et à orienter le développement de notre pays d'une position particulièrement insoutenable vers une trajectoire saine. Bien que nous disposions d'un plan de relance national, d'un mécanisme de crédit élargi sur 36 mois du Fonds monétaire international (FMI) et d'un plan de développement national pluriannuel en cours de mise en œuvre, mon gouvernement reste aux prises avec des défis économiques et continue de souffrir d'un manque de moyens, en raison de chocs externes et imprévus. Les répercussions de plusieurs crises, auxquelles se sont ajoutées des mesures de réforme économique, ont entraîné de grandes difficultés pour la population. L'appui international est donc d'une importance cruciale.

Soucieux d'éviter de nouvelles difficultés et de soulager notre population, nous avons décidé de renouer le dialogue avec le FMI pour trouver un moyen d'ajuster la mise en œuvre de notre programme en fonction des réalités du monde d'aujourd'hui et de réduire au minimum son coût social. Nous savons gré à nos partenaires bilatéraux et multilatéraux, qui ont exprimé leur solidarité et apporté un appui précieux à mon pays et à mon peuple en ces temps difficiles. En outre, notre objectif est d'attirer les investissements et d'améliorer la productivité et l'affectation des capitaux, qui sont indispensables à la croissance et à la réduction de la pauvreté.

Pour terminer, je tiens à dire qu'un multilatéralisme efficace et fondé sur le consensus est le seul moyen de relever les défis intriqués auxquels est confronté notre monde d'aujourd'hui. L'approche consistant à résoudre des problèmes mondiaux par des solutions nationales s'est avérée à maintes reprises inefficace, et parfois dangereuse. Des solutions mondiales mises en œuvre de manière adaptée au niveau local ou national nous permettront d'atteindre l'avenir que nous voulons. Nous avons la possibilité, la volonté et le devoir de le faire ensemble. Ensemble, nous sommes plus forts. Que Dieu vous bénisse.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de

la République du Suriname de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Chandrikapersad Santokhi, Président de la République du Suriname, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Joseph R. Biden, Jr., Président des États-Unis d'Amérique

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis d'Amérique.

M. Joseph R. Biden, Jr., Président des États-Unis d'Amérique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Joseph R. Biden, Jr., Président des États-Unis d'Amérique, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Biden (*parle en anglais*) : Au cours de l'année écoulée, notre monde a connu de grands bouleversements : une crise croissante de l'insécurité alimentaire ; des records de chaleur, d'incendies, d'inondations et de sécheresses ; la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ; l'inflation ; et une guerre brutale, inutile. Une guerre qui est le choix d'un seul homme, pour dire les choses telles qu'elles sont.

Parlons clairement. Un membre permanent du Conseil de sécurité a envahi son voisin et tenté de rayer un État souverain de la carte. La Russie a violé sans vergogne les principes fondamentaux consacrés par la Charte des Nations Unies. Aucun n'est plus important que l'interdiction claire intimée aux pays de prendre de force le territoire de leur voisin. Une fois de plus, pas plus tard qu'aujourd'hui, le Président Poutine a ouvertement proféré des menaces nucléaires contre l'Europe, au mépris irresponsable des obligations qui découlent du régime de non-prolifération. Maintenant, la Russie appelle de nouveaux soldats à prendre part au combat, et le Kremlin organise des simulacres de référendum pour tenter d'annexer des parties de l'Ukraine, une violation extrêmement grave de la Charte des Nations Unies. Le monde doit voir ces actes scandaleux pour ce qu'ils sont.

Poutine prétend qu'il était forcé d'agir parce que la Russie était menacée, mais personne ne menaçait la Russie. Personne, sauf la Russie, ne recherchait un conflit. En fait, nous avons prévenu qu'il se profilait et, avec beaucoup d'entre ceux qui sont ici aujourd'hui,

nous avons cherché à l'éviter. Les paroles de Poutine ne laissent aucun doute sur son objectif véritable. Juste avant son invasion, il a affirmé que l'Ukraine avait été « créée par la Russie » et qu'elle n'avait jamais été « un véritable État ». Maintenant, nous voyons des attaques contre des écoles, des gares, des hôpitaux, contre des centres de l'histoire et de la culture ukrainiennes.

Au cours de la semaine écoulée, nous avons vu encore plus de preuves choquantes des atrocités et des crimes de guerre de la Russie : des fosses communes découvertes à Izioum ; des corps présentant des signes de torture, selon ceux qui ont excavé les dépouilles.

Cette guerre vise à supprimer le droit de l'Ukraine d'exister en tant qu'État, tout simplement, et le droit des Ukrainiens d'exister en tant que peuple. Qui qu'on soit, où qu'on vive, quelles que soient nos convictions, cela devrait nous glacer le sang. C'est pour cette raison que 141 pays, ici présents à l'Assemblée générale, se sont associés pour condamner sans équivoque la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Les États-Unis ont mobilisé des niveaux massifs d'assistance sécuritaire, d'aide humanitaire et de soutien économique direct à l'Ukraine, plus de 25 milliards de dollars à ce jour.

Nos alliés et partenaires à travers le monde se sont également mobilisés. À ce jour, plus de 40 pays représentés ici ont dépensé des milliards dans leur devise et fourni des équipements pour aider l'Ukraine à se défendre. Par ailleurs, les États-Unis travaillent étroitement avec leurs alliés et partenaires pour imposer des coûts à la Russie, la dissuader de lancer des attaques contre le territoire de l'OTAN et la tenir responsable des atrocités et des crimes de guerre qu'elle commet, parce que si les nations peuvent poursuivre leurs ambitions impériales sans qu'il y ait de conséquences, alors nous compromettons tout ce que cette institution représente. Tout.

Chaque victoire remportée sur le champ de bataille appartient aux courageux soldats ukrainiens. Toutefois, au cours de l'année écoulée, le monde a été mis à l'épreuve lui aussi. Et nous n'avons pas hésité. Nous avons choisi la liberté. Nous avons choisi la souveraineté. Nous avons choisi les principes que chaque signataire de la Charte des Nations Unies est tenu de respecter. Nous sommes restés solidaires de l'Ukraine.

Comme tout le monde ici, les États-Unis veulent que cette guerre se termine, dans des conditions justes, des conditions que nous avons tous acceptées, à savoir qu'on ne peut pas saisir le territoire de son voisin par la

force. Le seul pays qui s'oppose à cela, c'est la Russie. Par conséquent, nous tous, chacun d'entre nous à l'Assemblée qui est déterminé à respecter les principes et les convictions que nous nous sommes engagés à défendre en tant que Membres des Nations Unies, nous devons faire preuve d'une détermination claire, ferme et inébranlable. L'Ukraine a les mêmes droits que ceux qui appartiennent à toute nation souveraine. Nous resterons solidaires de l'Ukraine, et nous resterons solidaires face à l'agression de la Russie. Point final.

Ce n'est pas un secret : dans la rivalité entre la démocratie et l'autocratie, les États-Unis, et moi en tant que Président, nous défendons une vision pour notre monde qui est ancrée dans les valeurs de la démocratie. Les États-Unis sont déterminés à défendre et à renforcer la démocratie chez eux et dans le monde entier, parce que je suis convaincu que la démocratie demeure le plus bel instrument de l'humanité pour relever les défis de notre époque. Nous collaborons avec le Groupe des Sept et des pays de même sensibilité pour prouver que les démocraties sont porteuses de résultats, pour leurs citoyens et pour le monde.

Cependant, alors que nous sommes réunis aujourd'hui, la Charte des Nations Unies, la base même d'un ordre stable et juste, fondé sur des règles, est attaquée par ceux qui souhaitent la détruire ou la dénaturer pour servir leur intérêt politique. Les démocraties du monde ne sont pas les seules à avoir signé la Charte des Nations Unies. Ce document a été négocié par des dizaines de nations, au passé et à l'idéologie très variés, qui étaient unies par leur engagement à œuvrer pour la paix.

Comme l'a dit le Président Truman en 1945, la Charte des Nations Unies est

« la preuve que les nations, comme les hommes, peuvent exprimer leurs différences, les assumer et alors trouver un terrain d'entente qui sert de base à tous ».

Ce terrain d'entente était si simple, si élémentaire, qu'aujourd'hui 193 États Membres ont adhéré à ses principes de leur plein gré. Défendre ces principes, défendre la Charte des Nations Unies, est une tâche qui incombe à chaque État Membre responsable.

Je rejette le recours à la violence et à la guerre pour conquérir des nations ou étendre ses frontières en faisant couler le sang. Il faut s'opposer à une politique mondiale de peur et de coercition ; défendre les droits souverains des petites nations sur un pied d'égalité avec ceux des grandes ; faire siens les principes de base,

comme la liberté de navigation, le respect du droit international et la maîtrise des armements. Même si nous sommes en désaccord sur quoi que ce soit d'autre, c'est le terrain d'entente qui doit nous servir de base. Les États-Unis travailleront avec tous ceux qui sont encore fidèles à cette fondation solide, pour le bien de chaque nation à travers le monde.

Je crois aussi que le temps est venu pour cette institution de devenir plus inclusive afin de mieux répondre aux besoins du monde d'aujourd'hui. Les membres du Conseil de sécurité, les États-Unis y compris, doivent systématiquement soutenir et défendre la Charte des Nations Unies, et s'abstenir de faire usage de leur droit de veto, sauf dans des situations rares et extraordinaires, afin de garantir que le Conseil reste crédible et efficace. C'est aussi pourquoi les États-Unis soutiennent l'augmentation du nombre de représentants permanents et non permanents au Conseil. Cela implique des sièges permanents pour des nations que nous soutenons depuis longtemps et des sièges permanents pour des pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes.

Les États-Unis sont déterminés à accomplir ce travail vital. Dans chaque région, nous avons recherché des moyens nouveaux et constructifs de travailler avec des partenaires pour faire avancer nos intérêts communs, qu'il s'agisse du renforcement du dialogue quadrilatéral sur la sécurité dans l'espace indopacifique, de la signature de la déclaration de Los Angeles sur les migrations et la protection lors du Sommet des Amériques, de la participation à une réunion historique de neuf dirigeants arabes pour œuvrer à un Moyen-Orient plus pacifique et intégré, ou de l'organisation d'un sommet des dirigeants d'Afrique et des États-Unis, en décembre.

Comme je l'ai dit l'année dernière (voir A/76/PV.3), comme je l'ai dit l'année dernière, les États-Unis ouvrent une ère de diplomatie sans relâche pour faire face aux questions difficiles qui affectent le plus la vie des gens : s'attaquer à la crise climatique, comme l'a dit l'intervenant précédent ; renforcer la sécurité sanitaire mondiale ; nourrir le monde. Nous avons fait cette promesse et, un an plus tard, nous la tenons.

Depuis mon entrée en fonction, nous menons un programme climatique audacieux. Nous avons réintégré l'Accord de Paris, organisé de grands sommets sur le climat, contribué à la conclusion d'accords cruciaux lors de la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et, en partie grâce à nous, les pays qui représentent les deux tiers du produit intérieur brut mondial sont en bonne voie pour limiter le réchauffement à 1,5 °C.

À présent, j'ai signé un texte de loi historique, ici aux États-Unis, qui comprend l'engagement le plus ambitieux et le plus important jamais pris en matière de climat dans l'histoire de notre pays : 369 milliards de dollars pour lutter contre les changements climatiques. Cela comprend des dizaines de milliards de dollars de nouveaux investissements dans l'éolien offshore et le solaire, l'accroissement du nombre de véhicules à zéro émission, l'augmentation de l'efficacité énergétique et le soutien à la fabrication propre.

Notre département de l'Énergie estime que cette nouvelle loi permettra de réduire les émissions américaines d'une gigatonne par an d'ici à 2030, tout en déclenchant une nouvelle ère de croissance économique induite par les énergies propres. En outre, nos investissements contribueront à réduire le coût du développement de technologies énergétiques propres dans le monde entier, et pas seulement aux États-Unis. Il s'agit d'un changement de donne au niveau mondial, et ce n'est pas trop tôt. Nous n'avons pas beaucoup de temps.

Nous savons tous que nous vivons déjà une crise climatique. Personne ne semble en douter après l'année écoulée. À l'heure où nous nous réunissons, une grande partie du Pakistan est encore inondée, et le pays a besoin d'aide. Parallèlement, la Corne de l'Afrique est confrontée à une sécheresse sans précédent. Les familles doivent faire face à des choix impossibles, forcées de choisir lequel de leurs enfants nourrir tout en se demandant s'ils vont survivre. Tel est le coût humain des changements climatiques, qui, loin de diminuer, continue d'augmenter.

C'est pourquoi, comme je l'ai annoncé l'année dernière, dans le souci d'assumer la responsabilité mondiale qui est la nôtre, mon administration travaille avec le Congrès pour allouer plus de 11 milliards de dollars par an au financement international de l'action climatique, afin d'aider les pays à faible revenu à atteindre leurs objectifs climatiques et à assurer une transition énergétique équitable. L'élément clef de cette action sera le Plan présidentiel d'urgence pour l'adaptation et la résilience qui aidera un demi-milliard de personnes, en particulier dans les pays vulnérables, à s'adapter aux effets des changements climatiques et à renforcer leur résilience. Les besoins sont considérables. Il est donc temps de trouver en nous la volonté d'inverser le cours de la dévastation due au climat et de libérer une économie énergétique résiliente, durable et propre pour préserver notre planète.

En ce qui concerne la santé mondiale, nous avons fourni plus de 620 millions de doses de vaccin contre la COVID-19 à 116 pays dans le monde, et d'autres doses sont disponibles pour répondre aux besoins des pays, le tout gratuitement et sans condition. De plus, nous travaillons en étroite collaboration avec le Groupe des Vingt et d'autres pays. Et les États-Unis ont contribué à la mise en place d'un fonds d'intermédiation financière novateur de la Banque mondiale pour la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies.

Dans le même temps, nous continuons de pousser à la roue pour relever des défis persistants en matière de santé mondiale. Plus tard dans la journée, j'accueillerai la septième conférence sur la reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Avec l'appui bipartisan du Congrès, je me suis engagé à contribuer à cet effort à hauteur de 6 milliards de dollars. J'espère donc qu'il y aura une série historique d'annonces de contribution à cette conférence, qui aboutira à l'une des plus grandes collectes de fonds jamais organisées dans l'histoire de la santé mondiale. De même, nous nous attaquons de front à la crise alimentaire. Alors que 193 millions de personnes dans le monde sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, soit une augmentation de 40 millions en un an, j'annonce aujourd'hui que, rien que pour cette année, les États-Unis augmenteront de 2,9 milliards de dollars leur appui à l'aide humanitaire et à la sécurité alimentaire.

La Russie, quant à elle, multiplie les mensonges, essayant d'imputer la responsabilité de la crise alimentaire aux sanctions imposées par de nombreux pays dans le monde en réponse à son agression contre l'Ukraine. Je tiens à être parfaitement clair : nos sanctions permettent expressément à la Russie d'exporter des denrées alimentaires et des engrais. Rien ne l'en empêche. C'est la guerre de la Russie qui aggrave l'insécurité alimentaire, et seule la Russie peut y mettre fin. Je suis reconnaissant du travail accompli ici à l'ONU, notamment du leadership du Secrétaire général, en ce qui concerne la mise en place d'un mécanisme d'exportation de céréales à partir des ports de la mer Noire en Ukraine, que la Russie a bloqués pendant des mois. Nous devons veiller à ce que ce mécanisme soit prorogé.

Nous sommes fermement convaincus de la nécessité de nourrir le monde. C'est pourquoi les États-Unis sont le premier donateur au monde du Programme alimentaire mondial, avec une contribution qui s'élève à plus de 40% de son budget. Nous sommes le principal soutien des efforts déployés par le Fonds des Nations Unies pour

l'enfance pour nourrir les enfants dans le monde entier. Afin de relever le défi plus vaste de l'insécurité alimentaire, les États-Unis ont lancé un appel à l'action relatif à la feuille de route pour la sécurité alimentaire mondiale, que plus de 100 États Membres ont déjà appuyé, en vue d'éliminer l'insécurité alimentaire mondiale.

En juin, le Groupe des Sept a annoncé plus de 4,5 milliards de dollars pour renforcer la sécurité alimentaire dans le monde. Dans le cadre de l'initiative « Feed the Future » de l'Agence des États-Unis pour le développement international, les États-Unis mettent au point des méthodes innovantes pour fournir des semences résistantes à la sécheresse et à la chaleur aux agriculteurs qui en ont besoin. Ils distribuent aussi des engrais et en optimisent l'efficacité afin que les agriculteurs puissent produire plus en utilisant moins d'engrais. De plus, nous demandons à tous les pays de s'abstenir d'interdire les exportations de produits alimentaires ou de stocker des céréales alors que tant de personnes souffrent. Parce que dans tous les pays du monde, indépendamment de ce qui nous divise, si les parents ne peuvent pas nourrir leurs enfants, rien d'autre ne compte.

Le regard tourné vers l'avenir, nous collaborons avec nos partenaires à la mise à jour et à la création de règles de conduite pour relever les nouveaux défis auxquels nous sommes confrontés au XXI^e siècle. Nous avons lancé, en collaboration avec l'Union européenne, le Conseil du commerce et des technologies Union européenne-États-Unis, afin de garantir que les technologies essentielles sont développées et réglementées d'une manière qui profite à tous. Avec nos pays partenaires et par l'intermédiaire de l'ONU, nous soutenons et renforçons les normes de responsabilité visant à promouvoir un comportement responsable des États dans le cyberspace et nous nous employons à faire répondre de leurs actes celles et ceux qui utilisent les cyberattaques pour menacer la paix et la sécurité internationales.

Avec nos partenaires des Amériques, d'Afrique, d'Europe, du Moyen-Orient et de la région Indopacifique, nous nous efforçons de construire un nouvel écosystème économique dans lequel chaque pays bénéficie de possibilités équitables, et la croissance économique est résiliente, durable et partagée. C'est pourquoi les États-Unis se sont fait les défenseurs d'un impôt mondial minimum, et nous travaillerons à sa mise en œuvre, afin que les grandes entreprises, partout dans le monde, paient leur juste part.

C'est la même idée qui sous-tend le cadre économique indo-pacifique pour la prospérité, lancé cette année par les États-Unis et 13 autres économies de la

région Indopacifique. Nous collaborons avec nos partenaires de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et des États insulaires du Pacifique pour promouvoir la vision d'une région Indopacifique vitale, qui soit libre et ouverte, connectée et prospère, sûre et résiliente. Avec nos partenaires du monde entier, nous nous efforçons de mettre en place des chaînes d'approvisionnement résilientes qui protègent tout le monde de la coercition ou de la domination et qui garantissent qu'aucun pays ne puisse utiliser l'énergie comme une arme.

Et à l'heure où la guerre de la Russie ébranle l'économie mondiale, nous appelons également les principaux créanciers du monde, y compris les pays n'appartenant pas au Club de Paris, à négocier de manière transparente l'annulation de la dette des pays à faible revenu, afin de prévenir des crises économiques et politiques plus vastes dans le monde. Au lieu de lancer des projets d'infrastructure qui génèrent des dettes considérables sans apporter les avantages promis, répondons aux immenses besoins en infrastructures dans le monde à l'aide d'investissements transparents et de projets de haut niveau respectueux des droits des travailleurs et de l'environnement, et adaptés aux besoins, non pas du donateur, mais des populations qu'ils servent.

C'est pourquoi les États-Unis ont lancé, avec leurs partenaires du Groupe des Sept, le Partenariat pour les infrastructures mondiales et l'investissement. Nous avons l'intention de mobiliser collectivement 600 milliards de dollars d'investissements par le biais de ce partenariat d'ici 2027. Des dizaines de chantiers sont déjà en cours, dont la fabrication de vaccins à l'échelle industrielle au Sénégal, des projets solaires porteurs de transformation en Angola et une petite centrale nucléaire modulaire d'un nouveau genre en Roumanie. Ce sont des investissements qui seront rentables, non seulement pour ces pays, mais pour tout le monde. Les États-Unis travailleront avec tous les pays, y compris leurs concurrents, pour résoudre les problèmes mondiaux tels que les changements climatiques. La diplomatie climatique ne favorise ni les États-Unis ni aucun autre pays, et lui tourner le dos nuit au monde entier.

Qu'il me soit permis d'être franc en ce qui concerne la concurrence entre les États-Unis et la Chine. Face à l'évolution des tendances géopolitiques, les États-Unis se conduiront en chef de file responsable. Nous ne voulons pas de conflit. Nous ne voulons pas de guerre froide. Nous ne demandons à aucun pays de choisir entre les États-Unis et un autre partenaire. Mais les États-Unis n'hésiteront pas à promouvoir leur vision d'un monde libre, ouvert, sûr et prospère et ce qu'ils ont à offrir à la communauté des

nations, à savoir des investissements conçus non pas pour favoriser la dépendance, mais pour alléger les fardeaux et aider les pays à devenir autonomes, ainsi que des partenariats qui ne sont pas destinés à créer des obligations politiques, mais qui sont fondés sur la conviction que notre réussite, la réussite de chacun d'entre nous augmente quand d'autres pays réussissent également.

Quand chacun a la possibilité de vivre dans la dignité et de développer ses talents, tout le monde en profite. Ce qui est essentiel pour y arriver, c'est d'être à la hauteur des objectifs les plus élevés de cette institution, à savoir faire progresser la paix et la sécurité pour tous, partout. La détermination implacable des États-Unis à parer et déjouer les menaces terroristes qui continuent de peser sur notre monde ne faiblira pas. Et par la diplomatie, nous ferons tout notre possible pour parvenir au règlement pacifique des conflits.

Nous cherchons à maintenir la paix et la stabilité dans le détroit de Taiwan. Nous restons attachés à notre politique d'une seule Chine, qui contribue à éviter des conflits depuis 40 ans. Et nous continuons de nous opposer à tout changement unilatéral du statu quo par l'une ou l'autre des parties. Nous soutenons un processus de paix sous l'égide de l'Union africaine pour mettre fin aux combats en Éthiopie et rétablir la sécurité pour toute la population. Au Venezuela, où des années d'oppression politique ont conduit plus de 6 millions de personnes à quitter le pays, nous encourageons vivement un dialogue sous l'égide des Vénézuéliens et le retour à des élections libres et équitables. Nous continuons de soutenir Haïti, notre voisin, qui fait face à la violence des gangs alimentée par des facteurs politiques et à une immense crise humanitaire. Et nous appelons le monde à faire de même. Notre tâche n'est pas terminée. Nous continuerons d'appuyer la trêve au Yémen, négociée sous l'égide de l'ONU et porteuse de précieux mois de paix pour des populations qui ont subi des années de guerre.

Et nous continuerons de plaider en faveur d'une paix négociée et durable entre l'État juif et démocratique d'Israël et le peuple palestinien. Les États-Unis sont attachés à la sécurité d'Israël, point final. Et une solution à deux États négociée reste, d'après nous, le meilleur moyen de garantir la sécurité et la prospérité d'Israël pour l'avenir et de donner aux Palestiniens l'État auquel ils ont droit, les deux côtés respectant pleinement l'égalité des droits de leurs citoyens et les deux peuples jouissant d'un niveau comparable de liberté et de dignité.

Je tiens également à encourager expressément tous les pays à renouveler leur engagement à renforcer le régime de non-prolifération nucléaire par la diplomatie. Quoi qu'il se passe dans le monde, les États-Unis sont fin prêts à mettre en œuvre des mesures vitales pour la maîtrise des armements. Une guerre nucléaire ne peut pas être gagnée et ne doit jamais être menée. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité viennent de réaffirmer cet engagement en janvier.

Mais aujourd'hui, nous observons des tendances inquiétantes. La Russie a boudé les idéaux de non-prolifération adoptés par tous les autres pays à la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Et encore une fois, aujourd'hui, comme je l'ai dit, elle profère des menaces nucléaires irresponsables de recours aux armes nucléaires. La Chine procède à un développement nucléaire sans précédent et inquiétant, sans la moindre transparence. Malgré nos efforts pour entamer des pourparlers diplomatiques sérieux et soutenus, la République populaire démocratique de Corée continue d'enfreindre ouvertement les sanctions de l'ONU. Et bien que les États-Unis soient prêts à un retour mutuel au Plan d'action global commun si l'Iran respecte ses obligations, notre position est claire : nous ne laisserons pas l'Iran acquérir une arme nucléaire.

Je reste convaincu que la diplomatie est le meilleur moyen de parvenir à ce résultat. Le régime de non-prolifération est l'une des plus grandes réussites de cette institution. Nous ne pouvons pas laisser maintenant le monde revenir en arrière ni fermer les yeux sur l'érosion des droits humains. Parmi les réalisations de cet organe – c'est peut-être la plus singulière – figure la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui est la norme à laquelle nos prédécesseurs nous ont demandé de nous mesurer. Ils ont clairement établi en 1948 que les droits humains sont le fondement de tout ce que nous voulons réaliser.

Et pourtant, aujourd'hui, en 2022, les libertés fondamentales sont menacées dans toutes les parties du monde, que ce soit par les violations des droits humains au Xinjiang, décrites en détail dans les récents rapports du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, ou par les exactions du régime militaire birman à l'encontre des militants prodémocratie et des minorités ethniques, ou encore par la répression accrue des femmes et des filles par les Taliban en Afghanistan. Et aujourd'hui, nous sommes solidaires avec les courageux citoyens et les braves femmes d'Iran, qui

manifestent en ce moment même pour le respect de leurs droits fondamentaux.

Mais voici ce que je sais : l'avenir appartiendra aux pays qui débrident le plein potentiel de leur population, où les femmes et les filles peuvent exercer leurs droits de manière égale, notamment leurs droits reproductifs fondamentaux, et contribuer pleinement à la construction d'économies plus fortes et de sociétés plus résilientes ; où les minorités religieuses et ethniques peuvent vivre leur vie sans se faire harceler, et contribuer à la vie de leur collectivité ; où les membres de la communauté LGBTQ+ vivent et aiment librement sans être ciblés par la violence ; et où les citoyens peuvent interroger et critiquer leurs dirigeants sans crainte de représailles. Les États-Unis ne cesseront de promouvoir les droits humains et les valeurs inscrites dans la Charte des Nations Unies, dans leur pays et dans le monde.

Je terminerai par ceci : cette institution, guidée par la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, est fondamentalement un acte d'espoir audacieux. Je le répète : c'est un acte d'espoir audacieux. Pensons à la vision de ces premiers délégués qui ont entrepris une tâche paraissant impossible à l'heure où le monde était encore en braises. Pensons au sentiment de division qui devait animer les peuples du monde tout juste endeuillés par la mort de millions de personnes et découvrant les horreurs génocidaires de l'Holocauste. Douter profondément de l'humanité aurait été entièrement justifié. Mais au lieu de cela, ils se sont tournés vers ce qu'il y avait de mieux en chacun de nous, et ils se sont efforcés de construire quelque chose de meilleur : la paix durable, la courtoisie entre les pays, l'égalité des droits pour chaque membre de la famille humaine et la coopération pour le progrès de toute l'humanité.

Les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui sont grands, en effet, mais nos moyens d'action sont plus grands. Notre engagement doit être encore plus fort. Alors, unissons-nous pour déclarer à nouveau sans équivoque que les nations du monde sont toujours unies, que nous défendons les valeurs de la Charte des Nations Unies et que nous pensons toujours qu'en travaillant ensemble, nous pouvons infléchir le cours de l'histoire pour parvenir à un monde plus libre et plus juste pour tous nos enfants, bien qu'aucun d'entre nous ne l'ait encore pleinement réalisé. Nous ne sommes pas des témoins passifs de l'histoire ; nous sommes les auteurs de l'histoire. Nous pouvons le faire. Nous devons le faire, pour nous et pour notre avenir, pour l'humanité.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président des États-Unis d'Amérique de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Joseph R. Biden Jr., Président des États-Unis d'Amérique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

La séance, suspendue à 11 h 40, est reprise à 11 h 45.

En l'absence du Président, M. Jonibek Hikmat (Tadjikistan), Vice-Président, assume la présidence.

Allocution de M. Egils Levits, Président de la République de Lettonie

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Lettonie.

M. Egils Levits, Président de la République de Lettonie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Egils Levits, Président de la République de Lettonie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Levits (*parle en anglais*) : Je confirme la volonté de la Lettonie de coopérer avec le Président de l'Assemblée générale de manière constructive. Notre ordre du jour, déjà très chargé, continue de s'étoffer. Comme l'écrivit George Orwell, « contrairement à la croyance populaire, le passé n'était pas plus riche en événements que le présent ». Je voudrais me concentrer aujourd'hui sur quelques thèmes fondamentaux.

Le premier concerne le respect du droit international, fondement de la paix mondiale et de l'ordre établi par la Charte des Nations Unies. Au cœur de cet ordre se trouvent le respect de la souveraineté des États et l'interdiction du recours à la force. Déclencher une guerre d'agression représente la plus grave menace possible pour notre ordre mondial fondé sur paix. Néanmoins, cela fait sept mois que la Russie mène une guerre non provoquée et injustifiée contre un État Membre souverain de l'Organisation des Nations Unies, à savoir l'Ukraine. Je tiens à souligner qu'il ne s'agit pas seulement d'une question de sécurité régionale. L'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine constitue une menace pour la sécurité et la stabilité mondiales.

Au XXI^e siècle, la Russie perpétue une idéologie du XIX^e siècle faite d'impérialisme, de colonialisme et de racisme. La Russie a envahi la Géorgie en 2008. Elle a illégalement annexé le territoire ukrainien de Crimée en 2014. Elle a recours à une rhétorique de plus en plus agressive envers les autres pays voisins. Ce sont autant de manifestations de ses ambitions impérialistes et coloniales. Nier à une autre nation le droit d'exister et promouvoir l'idée de la suprématie des Russes et de leur mission singulière dans le monde sont autant d'expressions contemporaines du racisme, l'exacte antithèse de ce qu'incarne l'Organisation des Nations Unies.

La guerre de la Russie en Ukraine a provoqué une catastrophe humanitaire. Un tiers des Ukrainiennes et des Ukrainiens ont été contraints de quitter leurs foyers. La Russie empêche les denrées alimentaires produites en Ukraine d'atteindre le marché mondial. La Russie use également de sa position sur le marché de l'énergie pour exercer des pressions. La hausse des prix de l'énergie entretient des niveaux élevés d'inflation au niveau mondial, ce qui touche le plus sévèrement les populations les plus vulnérables de la planète. La Russie continue de diffuser de faux récits sur les causes des crises alimentaire, énergétique et financière mondiales. Ces mensonges doivent être réfutés. La Russie est la seule responsable de cette crise.

Nous, les États Membres de l'Organisation des Nations Unies respectueux du droit, avons la responsabilité de soutenir la légitime défense de l'Ukraine et de stopper l'agresseur. Il faut limiter la capacité de la Russie à financer sa guerre contre l'Ukraine. Il faut maintenir en place et renforcer les sanctions mondiales dans les domaines de la finance, du commerce, des transports et de l'énergie, ainsi que les mesures restrictives à l'encontre des personnes physiques et morales. Le Bélarus, tout aussi responsable pour avoir rendu possible l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine, fait également l'objet de sanctions. Depuis le début de la guerre, la Lettonie a dépensé plus de 0,8% de son produit intérieur brut en aide militaire, économique, financière et humanitaire à l'Ukraine. Nous sommes aux côtés du courageux peuple ukrainien, dont la défense héroïque remporte des victoires. Aujourd'hui, nous avons appris qu'une mobilisation partielle a été déclarée en Russie, car son armée, autrefois puissante, est désormais dépassée. La guerre éclair envisagée par le Président Poutine s'est transformée en un long cauchemar. Autre signe de désespoir, la Russie prévoit d'organiser dans les prochains jours des référendums illégaux portant sur l'annexion à la Fédération

de Russie des territoires occupés, ce qui constitue une violation flagrante à la fois du droit ukrainien et du droit international. La Lettonie ne reconnaîtra aucune légitimité à ces référendums ou leurs résultats et j'invite la communauté internationale à faire de même.

L'impunité est synonyme d'invitation à commettre davantage de crimes, raison pour laquelle l'agresseur doit répondre de ses actes. La Cour internationale de Justice et la Cour pénale internationale ont déjà entamé des procédures portant sur des aspects particuliers de la guerre russe contre l'Ukraine. La Cour européenne des droits de l'homme a elle aussi engagé une procédure. Cependant, un vide juridique subsiste. Le problème principal, à savoir le déclenchement d'une guerre d'agression, ne relève de la compétence d'aucun tribunal international, alors qu'il s'agit de la plus grave violation possible de la Charte des Nations Unies et du droit international. C'est pourquoi j'appelle à la création d'un tribunal spécial, dont la tâche principale serait d'enquêter sur la responsabilité de l'État russe dans la commission du crime d'agression. Après la guerre, la Russie devra payer des réparations à l'Ukraine pour les préjudices subis. Le tribunal pourrait faire partie d'un mécanisme international de réparation et être créé par l'adoption d'une résolution de l'Assemblée générale, ou par une autre organisation internationale ou encore par un groupe d'États animés du même esprit.

J'en viens maintenant aux questions du développement durable et des changements climatiques. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 constitue notre feuille de route commune pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés et élaborer des politiques durables, inclusives et tournées vers l'avenir. Cette année, la Lettonie a présenté à l'Organisation des Nations Unies son deuxième rapport d'étape sur les objectifs de développement durable, qui met l'accent sur l'éducation, l'égalité des genres, la participation des jeunes et la coopération internationale. La mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 est également un objectif majeur de la politique de coopération au développement de la Lettonie. Au cours des 30 dernières années, la Lettonie a accumulé une expertise en matière de processus démocratiques, de bonne gouvernance, de changements socioéconomiques et d'égalité des genres. La bonne gouvernance, en particulier le renforcement de l'état de droit et de la démocratie, représente plus de 40% de l'ensemble du soutien fourni par la Lettonie. En tant que membre de la Commission de consolidation de la paix, nous partageons notre expérience en matière

de résilience sociétale. Il faut aussi poursuivre les efforts collectifs visant à faire face aux conséquences des changements climatiques, notamment par le biais de la coopération au développement. À titre d'exemple, en Asie centrale, nous avons œuvré à la promotion des technologies propres en matière d'énergie. La question de la justice mondiale est intimement liée à celle de la protection du climat. La Lettonie estime elle aussi qu'une part plus importante de cette protection devrait être assumée par les plus gros pollueurs. Nous plaidons dès lors pour davantage de justice et de solidarité sur la scène internationale.

Nous sommes convaincus que la transition numérique est l'un des agents de changement les plus importants. La Lettonie soutient les solutions numériques innovantes et éprouvées qui contribuent à l'efficacité de l'administration publique, à la participation de la population à la prise de décisions ainsi qu'à la création de nouvelles possibilités économiques. À cet égard, je voudrais mettre en avant les domaines de la sécurité et des droits fondamentaux dans l'espace numérique, qui fait désormais partie intégrante de nos vies et qui pourrait potentiellement apporter une contribution considérable au développement durable des nations. C'est pourquoi nous devons résister aux tentatives de transformer l'espace numérique en un champ de bataille où le droit international est bafoué et les droits fondamentaux ignorés. Il faut empêcher que les données des personnes soient utilisées de manière incompatible avec leur dignité humaine, leurs droits et leur sécurité. Internet doit être ouvert, libre, fiable et sécurisé. Nous appuyons la proposition formulée par le Secrétaire général dans *Notre Programme commun* (A/75/982) de convenir d'un Pacte numérique mondial afin de réduire la fracture numérique entre les pays développés et les pays en développement. Tant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID 19) que les défis géopolitiques actuels soulignent la nécessité de renforcer la résilience de nos sociétés en luttant contre la désinformation, en promouvant l'éducation aux médias et en renforçant la liberté des médias. C'est pourquoi la Lettonie se prépare activement à la onzième Semaine mondiale de l'éducation aux médias et à l'information. Le développement de l'esprit critique renforce notre immunité face à la désinformation.

L'agression commise par un membre permanent du Conseil de sécurité contre un autre État Membre porte atteinte aux principes de base du système multilatéral que nous bâtissons depuis des décennies, situation qui confirme une fois de plus qu'une réforme véritable

du Conseil de sécurité est indispensable. La Lettonie, qui sera pour la première fois candidate à un siège au Conseil de sécurité lors des élections de 2025, prend très au sérieux les responsabilités que cela implique. Nous nous efforcerons de rendre le Conseil de sécurité plus efficace, responsable, cohérent et transparent. La Lettonie est en outre favorable à une représentation plus juste et plus équitable des États Membres, particulièrement les États d'Afrique.

Les États baltes ont beaucoup à apporter aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. Pour nous, le souvenir des horreurs de la guerre, de l'occupation et de la domination brutale par une puissance coloniale est encore vif, tout autant que celui de la lutte pour la liberté, du retour à l'indépendance et de la transition vers une économie prospère et durable ainsi que vers l'état de droit. Nous ne souhaitons ni dominer ni intimider qui que ce soit. Nous rejetons l'idée des sphères d'influence. En tant que petits États, un multilatéralisme efficace revêt un intérêt existentiel. La Lettonie continuera donc à contribuer à l'activité de l'Organisation des Nations Unies animée d'un esprit optimiste et résolu.

Le Président par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Lettonie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Egils Levits, Président de la République de Lettonie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Guillermo Lasso Mendoza, Président constitutionnel de la République de l'Équateur

Le Président par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président constitutionnel de la République de l'Équateur.

M. Guillermo Lasso Mendoza, Président constitutionnel de la République de l'Équateur, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Guillermo Lasso Mendoza, Président constitutionnel de la République de l'Équateur, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Lasso Mendoza (parle en espagnol) :
Au début de cette année, un jeune Colombien nommé Mateo vaquait à ses occupations quotidiennes

d'étudiant en Europe orientale. Comme bon nombre de migrants latino-américains, Mateo ne pensait qu'à atteindre son rêve, à savoir un diplôme de médecine de l'université nationale de Zaporijia. Un jour de février, cependant, ce rêve s'est transformé en cauchemar, tout cela à cause de la guerre insensée de la Russie contre l'Ukraine. Tandis que le monde entier, sidéré, assistait au déclenchement d'une guerre d'une ampleur inédite depuis des décennies, Mateo lui en faisait personnellement l'expérience. Il s'est même retrouvé très près d'opérations militaires dangereuses dont je préfère ne pas parler aujourd'hui, par respect pour lui et pour son expérience traumatisante. Faisant appel à son ingéniosité et à la solidarité d'autrui, il a utilisé divers moyens de transport, y compris des chevaux, pour gagner la frontière la plus proche.

Pendant ce temps, l'Équateur mettait en place un comité national de crise, qui a rempli son objectif, à savoir rapatrier 730 citoyennes et citoyens équatoriens par vols humanitaires. Mateo, dont la sœur est équatorienne, ce qui fait de lui un membre d'une famille transnationale, a pu prendre un de ces vols. Ses parents colombiens vivent désormais en Équateur, grâce à des visas de protection délivrés par notre gouvernement. Et Mateo n'était pas le seul. Des histoires similaires ont été vécues par des citoyennes et citoyens colombiens, péruviens, latino-américains et même ukrainiens qui ont réussi à échapper à la guerre grâce au gigantesque effort diplomatique mené par notre pays. Je raconte tout cela parce que si les personnes ici présentes ne retiennent qu'un seul message de ma part aujourd'hui, je voudrais que ce soit celui-ci : le monde peut compter sur l'Équateur et l'Équateur n'abandonnera personne. C'est pourquoi je suis convaincu que le monde n'abandonnera pas l'Équateur face aux défis auxquels il est confronté.

Lorsque je prépare des événements de ce type, je consulte généralement des experts renommés en relations internationales. Ceux-ci me citent alors les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, qui parlent de l'égalité souveraine des États ; de bonne foi ; de règlement pacifique des différends ; de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique ; du non-recours à la force ; du plein respect des droits humains et ainsi de suite. Ce sont autant de concepts admirables qui, pendant près de huit décennies, ont préservé une relative stabilité qui est aujourd'hui remise en question. Néanmoins, j'ai préféré commencer mon discours en parlant de Mateo, un étudiant latino-américain qui, comme des milliers d'autres, était en Ukraine à la poursuite d'un rêve. Ceux qui me connaissent savent que je

ne suis ni un savant, ni un universitaire, ni un orateur régulier des forums internationaux. La réalité est que, pendant la majeure partie de ma vie, j'ai cultivé une idée très simple, à savoir que la seule façon de créer de la valeur est de toujours donner la priorité aux gens, aux êtres humains, dans tout ce que nous faisons. C'est invariablement dans les êtres humains, dans les personnes, que je place ma confiance, et je tiens à préciser pourquoi c'est important.

Je veux expliquer pourquoi j'affirme qu'une approche axée sur les personnes est vitale, non seulement pour chaque pays, mais aussi pour bâtir un monde plus pacifique et plus stable. Je crois fermement que toute institution ou tout système politique, qu'il soit national ou international, tire sa légitimité du bien qu'il est capable de produire pour ses citoyens. Non seulement, sa légitimité se fonde sur ce principe, mais elle doit en outre être renouvelée quotidiennement avec le consentement de la population concernée. Ici, dans cette grande institution, nous sommes une famille de nations, et les nations sont des familles de citoyens. Le bien-être de notre grande famille élargie ainsi que sa stabilité et, en fin de compte, sa paix, dépendent de ce qui se passe au sein de chacune des petites familles qui la composent. Je dis cela en tant que dirigeant d'un pays où, par le passé, la marginalisation et la négligence ont servi de terreau aux formules magiques du populisme le plus prévisible qui soit.

Je parle de ce populisme qui ensuite tombe le masque et montre son vrai visage autoritaire ; le même populisme qui, lorsqu'il gouverne, flirte avec des acteurs dangereux qui échappent à la portée de nos institutions internationales pour soutenir certaines des menaces qui nous rassemblent aujourd'hui et qui nous poussent à nous demander ce qu'il convient de faire à leur sujet. Ce défi est protéiforme, mais j'insisterai toujours sur le fait que si nous voulons tenir ces menaces à distance, nous devons commencer par tourner le dos au visage hideux de l'autoritarisme. Pour ce faire, on en reviendra toujours à la nécessité de créer des perspectives d'avenir pour tous. Nous avons besoin d'un ordre mondial dans lequel tous les citoyens se sentent inclus, connectés et représentés ; un ordre interdépendant au sein duquel les possibilités circulent librement d'un coin à l'autre du monde. Nous devons trouver un équilibre afin qu'il soit chaque jour plus difficile pour les apprentis-seigneurs de guerre d'imputer leurs échecs aux prétendues asymétries de l'ordre mondial. Nous devons offrir plus de possibilités à davantage de citoyens et ne plus jamais limiter celles-ci sous couvert d'une notion erronée de

la souveraineté qui, en réalité, n'est que de l'arrogance. Nous devons comprendre que la sécurité internationale n'est pas un droit qu'il suffirait simplement d'exiger, mais un devoir qui nous incombe à tous.

Mon gouvernement s'est en fait trouvé dans une position étrange où il a dû entamer une lutte contre une menace qui, par le passé, avait été dissimulée au lieu d'être combattue. Je parle d'acteurs douteux qui, plutôt que d'être contrecarrés, ont été tolérés sans faire d'histoire dans l'espoir que personne ne les détecte. Aujourd'hui, l'Équateur s'est engagé de front dans une lutte sans précédent contre le trafic de drogue, comme en témoigne le dernier *Rapport mondial sur les drogues 2022*, qui confirme que l'Équateur est le troisième pays au monde en termes de saisies de cocaïne. Aujourd'hui plus que jamais, nous intensifions nos activités pour accroître au maximum les saisies de stupéfiants et démanteler les gangs transnationaux qui en assurent le trafic. Nous savons que nous ne sommes pas les seuls à combattre ce monstre, qui n'a d'ailleurs pas un mais plusieurs visages, notamment ceux de la traite des êtres humains, du blanchiment d'argent, du trafic d'armes et même de l'exploitation minière illégale. On estime que la criminalité transnationale brasse entre 1 600 et 2 200 milliards de dollars par an, un chiffre plusieurs dizaines de fois supérieur à la taille de l'économie d'un pays comme l'Équateur.

Mais il serait erroné de quantifier les conséquences de la criminalité transnationale uniquement en termes économiques. Il faut les mesurer avant tout en pertes irréparables, en vies détruites et en rêves brisés, en cris déchirants des familles touchées, mais aussi à l'aune du silence apeuré que cette criminalité impose au sein de certaines communautés. Il y a deux jours à peine, en plein centre-ville de Guayaquil, où je suis né, un procureur a été lâchement abattu par des assassins à la solde du crime organisé. Ce magistrat enquêtait notamment sur des affaires majeures impliquant des mafias transnationales. Son assassinat signifie non seulement que l'Équateur a perdu un serviteur de la loi, mais aussi que ses enfants grandiront sans père. Son meurtre nous enseigne une leçon supplémentaire, à savoir que la criminalité transnationale exige une solution transnationale. Nous avons deux options à cet égard : soit nous subissons séparément un ennemi qui agit de manière coordonnée dans divers pays pour se moquer de nos lois, soit nous nous unissons pour le vaincre. Les événements récents ont clairement démontré que nous devons davantage collaborer et je ne me laisserai jamais d'insister sur ce point. L'Équateur, par ses niveaux record de saisies de drogue mais aussi grâce aux sacrifices de ses

fonctionnaires, a prouvé qu'il mérite l'aide et le soutien de la communauté internationale dans sa lutte contre le trafic de drogue ainsi que pour renforcer les institutions au sein desquels nos agents travaillent.

Je voudrais également profiter de cette tribune pour lancer un appel à travailler ensemble dans la lutte contre la violence fondée sur le genre. La disparition d'une femme courageuse, d'une avocate, d'une mère et d'une fille, doit être pour notre pays le symbole d'un défi, celui de mettre fin à la violence faite aux femmes. L'Équateur a démontré que le monde pouvait compter sur lui, et je suis convaincu que le monde sera au côté de l'Équateur pour relever ces défis.

En matière de mobilité humaine, nous avons pris des décisions qui ont été saluées. En plus de perpétuer notre longue tradition de pays de transit, d'accueil et de refuge pour les migrants, nous figurons traditionnellement parmi les États qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés de toutes les Amériques. Au-delà de ce simple accueil, je voudrais souligner le traitement que nous réservons à ces réfugiés une fois qu'ils ont posé le pied sur le sol équatorien. Nous déployons des efforts particuliers pour garantir les droits et, surtout, l'intégration des migrants, d'autant plus lorsqu'il s'agit de familles dont les pays d'origine n'offrent d'autre choix de vie que la fuite. Un demi-million de Vénézuéliens vivent aujourd'hui en Équateur, ce qui fait de nous l'un des trois grands pays d'accueil des migrants en provenance de ce pays. Malgré nos difficultés budgétaires, nous leur fournissons des soins de santé, une éducation ainsi que d'autres services sociaux. Nous avons également entamé un vaste processus de régularisation. Je demande à chaque personne présente de réfléchir à ce que cela signifie pour un petit pays comme le nôtre, et ensuite à l'impact qu'une population de cette taille aurait sur son propre pays. C'est pourquoi je répète que le monde peut compter sur l'Équateur et que je sais que le monde soutiendra notre plan de régularisation de nos frères et sœurs vénézuéliens qui ont dû quitter leur pays. J'espère sincèrement qu'il en sera ainsi, mais ce n'est pas la seule question qui se pose. L'Équateur assume de plus en plus sa part dans la lutte contre la crise climatique. Mon pays représente à peine 0,8% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Néanmoins, sans hésiter ni attendre qu'on le lui suggère, mon gouvernement a pris la décision de faire de l'Équateur le premier pays d'Amérique latine, et le quatrième au monde seulement, à adopter une politique transversale de transition écologique, en créant même un ministère chargé de cette thématique.

La question n'est pas de savoir dans quelle mesure nous nous sommes industrialisés par le passé, mais dans quelle mesure nous pouvons contribuer à l'avenir. C'est pourquoi, il y a presque un an, lors de la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques à Glasgow, j'ai annoncé la création de la nouvelle réserve marine « Hermandad » dans les îles Galapagos, qui augmente de 60 000 kilomètres carrés la zone protégée de ce patrimoine naturel de l'humanité. Ce projet a été parachevé cette année par la déclaration pour la conservation et la gestion des écosystèmes du corridor marin du Pacifique tropical oriental, signée avec mes collègues les Présidents de la Colombie, du Costa Rica et du Panama pour donner une nouvelle dimension et insuffler un élan politique aux objectifs du corridor. Ce faisant nous ouvrons de nouvelles possibilités de coopération, de financement et d'assistance technique pour la conservation de la biodiversité en Équateur, dans la région et même dans le monde. Mais nous allons beaucoup plus loin. Au sein même de l'Organisation des Nations unies, nous avons plaidé afin que l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement soit mandatée pour négocier un futur traité sur la pollution plastique. En matière de protection de l'environnement aussi, le monde peut compter sur l'Équateur.

Pour chacune des questions que j'ai évoquées, pour chacun des défis et des scénarios inconnus que l'avenir nous réserve, l'Équateur croit fermement que nous trouverons les réponses en nous-mêmes, car nous savons qu'en tant qu'êtres humains partageant cette Terre, ce que nous avons en commun est bien plus important que ce qui nous divise. Il se peut même que nous n'ayons pas conscience de détenir entre nos mains les clefs pour résoudre les problèmes rencontrés par d'autres peuples ou individus. C'est d'ailleurs ce qui est arrivé avec Mateo, l'étudiant que nous avons pu faire sortir d'Ukraine. Si nous appliquons ce mode de pensée à chaque défi et si nous osons aborder chaque menace de manière conjointe, je sais que nous irons beaucoup plus loin.

Prenons en guise d'exemple la crise alimentaire, aujourd'hui aggravée par le conflit en Ukraine et qui a exacerbé la malnutrition dans de nombreux pays. Les chiffres au niveau international montrent que 52 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition, 17 millions de malnutrition sévère et 155 millions de retard de croissance. En Équateur, ce problème touche près de 30% des enfants de moins de 2 ans et, dans certains cas encore plus tragiques, certaines de nos provinces les plus pauvres enregistrent des taux de malnutrition de plus de 35%. Mon gouvernement a été un

pionnier dans la lutte contre ce phénomène. Nous avons créé un secrétariat technique, baptisé « L'Équateur grandit sans malnutrition infantile », et nous nous sommes fixé un objectif très clair : réduire la malnutrition infantile de six points de pourcentage au cours de mon mandat tout en institutionnalisant ce processus afin que les futurs gouvernements puissent poursuivre le travail. Pour y parvenir, nous avons encouragé la participation de la société civile, du monde universitaire, du secteur privé et des collectivités locales. Mais nous pourrions aller beaucoup plus loin si seulement nous osions réfléchir en tant que communauté mondiale.

Ce n'est un secret pour personne que les terres de l'Équateur peuvent être extraordinairement fertiles et productives lorsqu'elles sont ensemencées avec optimisme et dévouement. Nous sommes le pays du cacao, des bananes et des crevettes, mais aussi des fruits du dragon, des avocats et de nombreux autres produits agricoles. Il est insensé que nos enfants, ou que des enfants n'importe où ailleurs dans le monde, souffrent de la faim, quel que soit le contexte, et encore moins lorsque la terre est là, prête à offrir non seulement des récoltes alimentaires mais aussi d'autres possibilités. Le nouvel Équateur d'aujourd'hui offre des avantages qui peuvent servir non seulement à soulager la faim, mais aussi à créer un monde plus stable et plus pacifique, auquel les citoyens participent davantage chaque jour grâce à la création d'opportunités. Tel est le monde que j'envisage et le monde que l'Équateur propose.

Enfin, comme l'a dit l'ancien Secrétaire général Ban Ki-moon, la paix est une façon d'être, d'entrer en relation avec les autres et de vivre sur cette planète. Elle ne peut être décrétée uniquement par des traités. Elle doit être nourrie par la dignité, les droits et les capacités de chaque homme et de chaque femme. Ces quelques mots illustrent, je pense, l'essence de mon propos aujourd'hui. Je voudrais également saisir cette occasion pour exprimer le soutien de l'Équateur au leadership de l'actuel Secrétaire général, M. António Guterres.

Pour conclure, je tiens à remercier tous les États Membres pour avoir soutenu en nombre la candidature de mon pays lors de l'élection des membres du Conseil de sécurité pour la période 2023-2024. Nous entamerons notre mandat tandis que l'humanité traverse une période de grande incertitude et de défis exceptionnels. Mais je tiens à assurer l'Assemblée que, comme toujours, l'Équateur s'acquittera de son devoir envers le monde. Nous ferons preuve de cohérence et de transparence et nous mettrons l'accent sur le soutien à l'aide humanitaire, aux

opérations de paix, à la protection des civils dans les situations de conflit armé, aux priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité ainsi qu'à la lutte contre le trafic d'armes, tout en nous attaquant aux menaces émergentes dans le contexte de la pérennisation de la paix.

Les États Membres et leurs citoyens pourront, je puis l'assurer, compter sur l'Équateur dans le cadre de chaque décision, de chaque médiation ainsi qu'à chaque occasion de contribuer à la paix et à la stabilité de notre planète. Le monde pourra toujours compter sur l'Équateur.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président constitutionnel de la République de l'Équateur de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Guillermo Lasso Mendoza, Président constitutionnel de la République de l'Équateur, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Hakainde Hichilema, Président de la République de Zambie

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Zambie.

M. Hakainde Hichilema, Président de la République de Zambie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Hakainde Hichilema, Président de la République de Zambie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Hichilema (*parle en anglais*) : Tout d'abord, nous souhaitons féliciter M. Csaba Kőrösi pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session. Grâce à sa vaste expérience, nous sommes convaincus qu'il saura fournir le leadership requis pendant son mandat de Président de l'Assemblée générale. Nous rendons également hommage, bien sûr, à M. Abdulla Shahid, pour son dévouement sans faille et son excellente gestion de l'Assemblée générale à soixante-seizième session.

Nous nous réunissons à un moment très difficile. Les défis mondiaux, en plus de s'être multipliés, ont gagné en complexité. Ces défis comprennent notamment la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ; les changements climatiques ; la guerre en Ukraine et

les conséquences et perturbations qu'elle a entraînées en ce qui concerne les chaînes d'approvisionnement ; l'insécurité alimentaire dans le monde ; et les prix élevés des produits de base et de l'énergie, ainsi que le coût de la vie en général. Ces défis mettent en péril la réalisation des objectifs de développement durable sur notre continent et dans le monde entier. Le risque que les progrès accomplis au prix d'efforts considérables en matière de développement soient annulés est bien réel. La COVID-19 a mis en évidence des inégalités au niveau mondial, qui vont bien au-delà des différences de revenus et des frontières politiques, comme l'ont montré les disparités en termes d'accès aux vaccins. Les risques d'aggravation des inégalités sont également réels, en particulier pour nos pays en développement, dont la capacité à s'adapter aux effets des changements climatiques et à les atténuer est insuffisante, malgré notre empreinte carbone insignifiante. Il s'agit véritablement d'un moment décisif de notre époque, où nous devons joindre nos efforts pour relever les nombreux défis auxquels nous sommes confrontés.

C'est pourquoi la Zambie se réjouit à la perspective de faire fond sur *Notre Programme commun* (A/75/982) et appuie l'appel à convoquer un Sommet de l'avenir. Nous appelons à la conclusion d'un pacte pour l'avenir qui met en place une nouvelle forme de multilatéralisme dans le monde, sur la base duquel nous allons relever ensemble les grands défis, dans la solidarité, et dans le cadre d'un ordre international revitalisé, fondé sur des règles, équitable et inclusif, avec l'Organisation des Nations Unies en son centre. En tant que pays dont les deux tiers de la population sont âgés de moins de 25 ans, pour nous, les perspectives d'avenir et l'accent mis sur l'équité intergénérationnelle revêtent une grande importance. Notre gouvernement cherche à exploiter ce dividende démographique en investissant dans sa population, jeune et énergique, pour un avenir meilleur. Nous soutenons donc la création du Bureau des Nations Unies pour la jeunesse. Cela devrait contribuer à la participation effective des jeunes de diverses manières, par exemple en matière de représentation politique, d'accès à la formation et à l'éducation tout au long de la vie, de soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat des jeunes et, en définitive, en matière de prise de décision dans tous les domaines de la vie, y compris les changements climatiques et la protection de l'environnement.

Malgré les progrès soutenus qui ont été réalisés pour enrayer la pandémie de COVID-19, nous devons rester vigilants pour prévenir une résurgence éventuelle de la maladie. Nous avons tous été touchés par

les conséquences négatives de la pandémie, notamment la perte de millions de nos proches et les perturbations des activités socioéconomiques à travers le monde. Il est dès lors essentiel, tandis que le monde continue de se remettre de la pandémie, de trouver des solutions durables, notamment en investissant dans des systèmes de santé résilients pour faire face, entre autres, à de futures pandémies similaires à celle de la COVID-19. Cela implique la mise en place d'un régime international de santé publique polyvalent, qui permettrait d'éviter la thésaurisation des vaccins et des technologies connexes et garantirait le déploiement rapide des fournitures provenant d'un stock mondial pour faire face aux futures pandémies.

La réapparition de la polio dans le monde est très préoccupante. C'est pourquoi, avec un certain nombre de pays de notre région, la Zambie participe à des activités de vaccination supplémentaires afin de prévenir et de stopper la propagation du poliovirus sauvage de type 1. Cela s'ajoute aux autres activités que nous menons pour lutter contre d'autres maladies évitables par la vaccination, telles que la rougeole, ainsi que pour renforcer nos programmes de vaccination systématique et maintenir les services essentiels de santé de la mère et de l'enfant. En tant que champion mondial de la lutte anticholérique, et je remercie vivement l'Organisation mondiale de la Santé de nous avoir donné l'occasion d'assumer ce rôle, nous devons poursuivre avec vigueur notre combat contre le choléra. Nous devons également rester vigilants face aux éventuelles épidémies de variole simienne, du virus Ebola ou d'autres menaces de ce type. La communauté internationale doit en outre collaborer pour contrer la menace croissante que représente la résistance aux antimicrobiens, communément appelée pharmacorésistance, qu'il s'agisse de santé environnementale, humaine ou animale. Les infections bactériennes résistantes aux médicaments continuent de causer des millions de décès. L'Afrique subsaharienne, en particulier, connaît le plus grand nombre d'infections bactériennes résistantes, qui sont à l'origine d'un grand nombre de décès dans nos régions. Il faut donc améliorer les systèmes de contrôle de l'accès aux médicaments antimicrobiens, qu'ils soient destinés aux êtres humains ou aux animaux. Je voudrais maintenant passer à d'autres domaines d'intérêt.

En ce qui concerne la performance économique, la crise en Ukraine a entravé le relèvement qui s'amorçait lentement, en particulier dans le monde en développement, où de larges pans de la société restent aux prises avec une extrême pauvreté et où les inégalités se creusent de jour en jour. Les pays qui sont en

retard en matière de réalisation des objectifs de développement durable doivent accélérer leurs processus consultatifs nationaux, renforcer la participation des parties prenantes et renouveler les engagements en matière de réduction de la pauvreté, de lutte contre la pauvreté énergétique, de soutien à la restructuration de la dette et d'amélioration de l'accès aux financements à des conditions favorables, un élément essentiel pour nos propres programmes de développement nationaux.

Pour notre part, nous avons l'intention de présenter notre deuxième examen national volontaire en juillet 2023 afin de mettre en évidence les progrès accomplis par la Zambie vers la réalisation des objectifs de développement durable. Malgré un environnement international difficile, notre détermination à reconstruire l'économie zambienne est plus ferme que jamais. Notre reprise économique est en bonne voie, comme en témoignent les indicateurs de croissance positifs et la stabilisation des principales variables macroéconomiques, telles que les taux d'intérêt, les taux de change, la stabilité du marché ainsi que l'inflation, que nous avons pu ramener de 25 % à 9,8 % après seulement un an de notre mandat. La Zambie est en voie de connaître la croissance après la contraction économique qui a frappé notre pays, qui était de l'ordre de moins 2 %, en passant à un taux de croissance du produit intérieur brut qui est aujourd'hui estimé à environ 3 %. Cela signifie que nous avons connu une croissance économique d'environ 5 % au cours des 12 derniers mois, ce qui n'a pas été facile, mais qui a été possible grâce à un travail acharné. Néanmoins, nous voulons faire davantage.

En termes de retombées socioéconomiques, notre engagement à garantir l'égalité des chances, en particulier aux jeunes, a été démontré par l'introduction de l'enseignement primaire et secondaire gratuit. Nous sommes en effet convaincus que l'éducation est le meilleur facteur d'égalisation, le meilleur investissement et le meilleur héritage. Conformément à notre promesse d'investir dans le capital humain, rien qu'en 2022, nous avons recruté plus de 30 000 enseignants et 11 000 agents de santé. Nous sommes en train de décentraliser la prestation de services et avons augmenté de plus de 1 000 % le montant alloué à notre fonds de développement des collectivités dans notre premier budget depuis notre arrivée au pouvoir. Mais ce n'est que le début. Ces fonds qui sont dépensés au niveau local visent à assurer une croissance économique inclusive et durable, qui contribuera au développement des petites et moyennes entreprises et à la création d'emplois dans l'ensemble de nos 10 provinces et 156 circonscriptions.

Il me plaît d'annoncer que nous sommes parvenus à un accord de principe avec nos créanciers au titre du cadre commun de traitement de la dette en vue de la restructuration de la dette nationale dont nous avons hérité. Nous avons également conclu un accord avec le Fonds monétaire international sur la base de notre plan de transformation économique national. Nous sommes très reconnaissants au Fonds monétaire international, à la Banque mondiale, à l'ensemble du système des Nations Unies ainsi qu'aux autres partenaires de coopération pour leur soutien.

Les effets néfastes des changements climatiques continuent à ravager notre planète. Dans le cadre de la crise climatique mondiale émergente, j'aimerais évoquer une situation récente en Zambie, où, en une seule saison, la moitié du pays a connu de mauvaises récoltes en raison d'une sécheresse extrême, tandis que l'autre moitié était frappée d'inondations. Ce n'est évidemment pas normal. Telles sont les conséquences négatives des changements climatiques. Ces phénomènes météorologiques extrêmes sont un rappel opportun des graves conséquences de ces changements. Il ne fait aucun doute que nous avons besoin de solutions solides et de cohésion dans notre approche aux niveaux mondial et régional pour faire face aux effets de ces phénomènes. La Zambie, qui préside le Groupe africain de négociateurs sur les changements climatiques, appelle à une intensification des efforts mondiaux pour contrer ce problème, avec notamment un soutien financier revu à la hausse en faveur des pays disposant de ressources limitées pour atténuer les effets négatifs des changements climatiques et s'y adapter. La Zambie a intégré la croissance verte et la protection contre les risques climatiques à son plan national de développement actuel, qui définit des mesures politiques générales visant à faire de notre pays une économie verte inclusive et résiliente face aux changements climatiques.

Troisièmement, la Zambie a poursuivi ses efforts pour parvenir à l'égalité des genres et à l'inclusion dans divers secteurs de notre société. Selon des données empiriques, il existe une corrélation positive entre l'autonomisation des femmes et la réduction de la pauvreté. Nous devons donc impérativement déployer les efforts nécessaires à la réduction des disparités de genre à tous les niveaux. Dans le cadre de sa politique nationale en matière d'égalité des genres, la Zambie a mis en œuvre des actions positives en faveur des femmes et des filles afin de constamment garantir la réalisation de leur plein potentiel. En complément de ces mesures, la Zambie se fait la championne de la campagne pour mettre fin au mariage d'enfants en Afrique et, bien sûr, dans le monde entier. Dans le même ordre d'idées, nous sommes fiers d'informer

l'Assemblée que plus tôt dans la journée, la Zambie, le Canada et d'autres partenaires de coopération ont organisé un événement parallèle pour mobiliser le soutien et examiner l'engagement pris par la communauté internationale de mettre fin au mariage d'enfants, au mariage précoce et au mariage forcé. Grâce aux assurances données lors de cet événement, nous avons bon espoir de pouvoir atteindre, dans le cadre de nos programmes, la cible 5.3 des objectifs de développement durable, relatif à l'égalité entre les sexes, qui est d'éliminer cette pratique néfaste.

Au cours de l'année écoulée, le monde entier a connu une instabilité et une insécurité croissantes, dont les effets ont été ressentis par des millions de personnes aux quatre coins de la planète, avec partout des vies perdues et des moyens de subsistance anéantis. La Zambie est convaincue que sans la paix et la stabilité, notre action commune en faveur du développement sera vaine. Je répète, totalement vaine. Nous sommes donc déterminés à rester de fervents défenseurs de la paix et de la stabilité en Afrique australe, sur l'ensemble du continent africain et dans le monde. Notre principe cardinal est que toute instabilité, où qu'elle soit, est synonyme d'instabilité pour tous. Cela nous rappelle que mettre fin aux guerres et aux conflits ne relève pas seulement de la responsabilité de ceux qui sont directement impliqués dans le conflit, mais qu'il s'agit aussi d'une obligation qui incombe à chaque citoyen du monde et à chaque nation. À nous tous, sans exception. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser l'instabilité faire dérailler nos nobles programmes dont l'objectif est d'améliorer la vie de notre peuple. Nous prenons donc cette question au sérieux et continuerons à participer activement aux efforts de rétablissement de la paix dans toutes les régions troublées de notre village planétaire. En tant que future Présidente de l'Organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité de la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Zambie donnera la priorité au rétablissement de la paix et de la stabilité dans son propre pays, pour commencer, et dans la région. Comme le dit le dicton, charité bien ordonnée commence par soi-même.

Au niveau continental, la Zambie reste engagée dans les efforts de promotion de la paix de l'Union africaine et de l'Organisation des Nations Unies dans diverses zones de conflit dans le monde. Pour ce qui est de l'avenir, je dirais que le système des Nations Unies devrait consacrer davantage d'efforts à la prévention des conflits, qui est plus rentable et plus facilement acceptée. En tant que signataire de divers traités et conventions de désarmement, la Zambie reste déterminée à promouvoir la paix et la sécurité mondiales.

À l'instar d'autres gouvernements, nous sommes particulièrement préoccupés par la guerre qui se déroule en Ukraine. Nous sommes solidaires de tous ceux qui sont touchés, tant en Ukraine que dans les pays voisins, mais nous voulons aussi profiter de cette occasion pour souligner les immenses conséquences négatives de cette guerre dans le monde entier, notamment sur les prix des denrées alimentaires, du carburant, des engrais et d'autres produits de base essentiels. La guerre, où que ce soit dans le monde, nuit à l'activité économique, ce qui sape notre lutte collective contre la pauvreté et la faim. Quelques mois de guerre peuvent effacer des décennies de progrès. Je tiens à le souligner. Nous devons en prendre note. Nous condamnons donc catégoriquement la guerre, où que ce soit, et continuons d'exhorter toutes les parties concernées à rechercher des solutions diplomatiques pour régler le conflit. Je tiens à souligner que l'Organisation des Nations Unies doit poursuivre ses efforts de paix concernant ce conflit particulier. Il a été pris acte des efforts du Président et de nos efforts collectifs, ce dont je suis reconnaissant.

Nous tenons à souligner que les ambitions mondiales en matière de paix et de sécurité dépendent largement de l'efficacité du Conseil de sécurité. Cependant, les déficiences de la structure actuelle du Conseil sont de plus en plus évidentes. Des décisions sur des questions de paix et de sécurité, prérogative du Conseil en d'autres circonstances et qui auraient dû être tranchées par celui-ci, ont ainsi été cédées à l'Assemblée générale. Cette tâche a maintenant été transférée à l'Assemblée générale. Ce n'est pas normal, et cela met en évidence la nécessité d'une réforme du Conseil de sécurité, une réforme qui se fait attendre depuis trop longtemps. Nous saluons l'appel du Président Biden en faveur d'une plus grande inclusivité au sein du Conseil de sécurité. Nous continuons donc de défendre la Position africaine commune, telle que consacrée par le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte, afin de garantir l'efficacité, la crédibilité et la légitimité du Conseil de sécurité.

En guise de conclusion, nous souhaitons réaffirmer l'attachement de la Zambie aux principes fondamentaux sur lesquels l'Organisation des Nations Unies a été fondée, garants d'un avenir commun de paix et de prospérité pour toutes les nations, et pas seulement pour quelques-unes. Je tiens à insister sur ce point, sur ces principes qui garantissent un avenir commun de paix, de stabilité et de prospérité pour toutes les nations.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Zambie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Hakainde Hichilema, Président de la République de Zambie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Andry Nirina Rajoelina, Président de la République de Madagascar

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Madagascar.

M. Andry Nirina Rajoelina, Président de la République de Madagascar, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Andry Nirina Rajoelina, Président de la République de Madagascar, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Rajoelina : Qu'il me soit permis d'abord de m'adresser à M. Kőrösi, Directeur de la durabilité environnementale auprès de la Présidente de la Hongrie. Son élection à la présidence de cette soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale est un message clair sur la feuille de route tracée par ce rendez-vous annuel des Nations Unies. Qu'il reçoive mes sincères félicitations. J'adresse ma profonde reconnaissance au Secrétaire général pour ses engagements continus et son dévouement dans le leadership dont il fait preuve à diriger l'Organisation des Nations Unies.

Au nom du peuple malagasy, je profite également de cette auguste tribune pour réitérer nos condoléances les plus sincères au peuple britannique. La Reine Elizabeth II a inspiré de nombreuses générations dans son pays et dans le monde entier. J'adresse également mes félicitations et nos vœux d'un excellent règne empli de bonne santé et de bénédictions à S. M. le Roi Charles III.

Le rendez-vous annuel des Nations Unies à l'Assemblée générale est toujours l'occasion de porter haut nos aspirations, ce qui nous unit tous ici, c'est-à-dire la paix universelle. Maintenant que nous avons appris à cohabiter avec la maladie à coronavirus (COVID-19), dont nous avons longuement débattu au cours des deux dernières années, nous faisons malgré tout, face aux conséquences de cette crise. Cela nous a prouvé que c'est dans les moments difficiles que nous réalisons l'importance de la solidarité entre les nations. Le thème de cette session, « Un tournant décisif : des solutions

transformatrices face à des défis intriqués » prend ainsi tout son sens, nous donne à nouveau espoir, nous rassure et nous ouvre les perspectives pour avancer ensemble sur la voie du développement. Lorsque nous avons dû affronter la crise sanitaire, nous avons choisi de faire confiance à nos scientifiques et aux richesses naturelles de notre terre. La création de l'usine pharmaceutique « Pharmedagasy », en pleine crise sanitaire, nous a démontré que nous pouvons transformer les difficultés en opportunités afin d'exploiter notre biodiversité et ainsi protéger la population malagasy. Alors que l'on présageait l'hécatombe en Afrique, les taux d'infection et de mortalité à Madagascar figurent parmi les plus faibles au monde. Classé comme zone verte, parmi les pays à faible risque de contamination, actuellement, l'entrée à Madagascar ne nécessite ni test PCR, ni passe sanitaire. Nous avons déjoué toutes les statistiques et sommes ressortis plus forts mais surtout plus engagés encore sur la route de l'émergence de notre pays.

Le monde se relève à peine de la pandémie que de nouvelles crises ont fait surface. Aucun pays n'a été épargné par les conséquences de la COVID-19, et le conflit en Ukraine a davantage entraîné un déséquilibre creusant les inégalités. Cela va encore compliquer grandement nos efforts de résilience et de relance post-COVID. Comme tous les pays du monde, nous subissons pleinement les impacts inflationnistes de cette crise. Nous sommes convaincus que toute guerre se termine autour d'un table. Le dialogue est la seule voie pour instaurer la paix. C'est ainsi que Madagascar réitère son appel au dialogue pour résoudre le conflit, car les conséquences sont planétaires, elles s'alourdissent de jour en jour et les pays en développement comme le nôtre sentent et payent les répercussions de cette crise. Le rôle crucial de l'Organisation des Nations Unies doit favoriser le multilatéralisme afin de trouver des solutions équitables, tenant compte des forces et des vulnérabilités de chaque pays et de chaque population. Comment peut-on accepter qu'en cette période de crise, certains pays avec plus de 100 000 dollars de produit intérieur brut par habitant, et d'autres à moins de 600 dollars, achètent le baril de pétrole au même prix sur les mêmes places ? L'Organisation peut prendre des mesures pour accompagner les pays à faible revenu, afin qu'ils puissent en bénéficier et s'approvisionner en pétrole à des prix équitables parce que la situation mondiale actuelle est source de bouleversements majeurs dans de nombreux pays. Certains États se retrouvent actuellement déstabilisés, la vie sociale se désorganise et les économies se fragilisent. En effet, certains ont dû appliquer des

augmentations de 50 % du prix du carburant, entraînant dans certains pays des émeutes et des déséquilibres socioéconomiques considérables. La reconstruction est l'affaire de tous. Notre solidarité est la seule voie possible pour guérir nos sociétés, rétablir nos économies, soutenir la croissance et surtout instaurer la paix.

À l'heure actuelle, tous les pays ont dû revoir leur stratégie de développement et cela a renforcé la nécessité d'accélérer l'industrialisation et l'autonomisation de chaque pays. Nous restons convaincus que nous devons produire et transformer localement tout ce dont la population a besoin. Car il y a des armes plus puissantes que les bombes, les chars et les missiles. Ce sont nos terres, nos matières premières, nos ressources naturelles et notre peuple. L'industrialisation locale, l'innovation agricole et le leadership des dirigeants sont nos munitions pour consolider notre force et notre bouclier afin de protéger notre population.

À Madagascar, notre stratégie est précise et détaillée pour rattraper le retard de développement. Nous avons élaboré le « Plan Émergence Madagascar », dont la mise en œuvre a été lancée depuis le début de mon mandat présidentiel en 2019. Notre vision est claire et traduite par la volonté politique que nous démontrons à travers chacune de nos actions. Une approche par secteur et par projet a été priorisée afin de hisser Madagascar au rang des pays nouvellement émergents. Nous avons lancé un programme de réformes ambitieux pour moderniser l'administration, développer le capital humain et permettre une croissance économique forte, inclusive et durable, avec l'énergie comme pilier du développement. Madagascar est un pays béni, car nous avons des ressources en eau pour des barrages hydrauliques, un taux d'ensoleillement très élevé pour des centrales solaires et surtout, la puissance du vent pour des parcs éoliens. À l'heure actuelle, de nombreux pays font face à des problèmes énergétiques, nous nous devons donc d'accélérer la production d'énergie renouvelable pour atteindre l'autonomie d'ici cinq ans. Nous projetons de doubler, voire tripler notre capacité de production.

Nous sommes en 2022, et il est malheureux de constater que l'Afrique est encore le continent où la majorité des familles vivent dans le noir et dans l'obscurité. Plus de 600 millions d'Africains dont 85 % des ménages malagasy, utilisent encore des bougies et du pétrole lampant pour éclairer leurs foyers. Raison pour laquelle nous lançons une grande opération visant à équiper la majorité des foyers malagasy de kits solaires d'ici la fin de l'année prochaine, dont une partie sera bien évidemment subventionnée par l'État. Une fois cet objectif atteint, Madagascar ambitionne d'être parmi les

premiers pays du continent à avoir apporté la lumière à la totalité de sa population.

Le changement climatique est l'un des plus grands défis de notre époque et nous devons tous l'affronter. Il est important et urgent de travailler et de se mobiliser pour protéger notre planète. Du haut de cette tribune, je tire la sonnette d'alarme. Des engagements ont été pris lors de la vingt-et-unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 21) et réaffirmés lors de la COP 26 concernant la création du Fonds vert pour le climat, qui ont été fixés à hauteur de 100 milliards de dollars par an. Dans ce sens, Madagascar a été le cinquième pays africain à avoir finalisé son plan national d'adaptation. Mon pays devrait ainsi faire partie des bénéficiaires de ce fonds vert. Cependant, l'accès au financement tourne au ralenti et actuellement, aucun engagement n'a été respecté. Il est injuste que les pays les moins pollueurs paient le plus lourd tribut des impacts des changements climatiques.

Madagascar fait partie des pays insulaires et est donc vulnérables aux aléas climatiques. Rien qu'en 2002, c'est-à-dire cette année, cinq cyclones ont frappé la Grande Île en l'espace de deux mois seulement. Quelque 178 000 hectares de terres agricoles ont été inondés et ravagés. Notre île est le premier pays à subir une famine d'origine climatique, les ressources en eau se tarissent dans le sud et la population de cette région est de plus en plus vulnérable. Les conséquences des changements climatiques s'aggravent et la situation mondiale nous interpelle. Combien de réunions de haut niveau, de sommets et de conférences internationales avons-nous déjà eues ? Combien de déclarations et engagements avons-nous déjà prononcés ? Maintenant il faut transformer les discours en actions concrètes. Aujourd'hui, je porte les cris et la voix du continent africain, en général, et de Madagascar, en particulier. La jeunesse africaine et le continent tout entier attendent la concrétisation des accords de la part des pays émetteurs. Tenir ces engagements, c'est protéger notre planète. Nos populations l'exigent, les générations futures nous demanderont des comptes plus tard.

Les problématiques de la protection de l'environnement me tiennent particulièrement à cœur. Nous savons tous que la forêt est le poumon de la terre. Et pourtant, l'utilisation du charbon de bois et du bois de chauffe reste une pratique courante sur l'ensemble du continent africain, et c'est le cas de 92 % de la population de mon pays. Une famille utilisant le charbon ou le bois pour la cuisson détruit environ un hectare de

forêt par an, ce qui est dévastateur. Nous devons changer la pratique et les mentalités. C'est pourquoi, l'État malagasy va équiper 250 000 familles en réchauds à bioéthanol afin de préserver 250 000 hectares de nos surfaces forestières chaque année.

Nous avons lancé les grands travaux pour transformer le pays car tout est à faire et tout est à refaire. Tout est urgent et tout est prioritaire. Cela fait presque quatre ans que nous n'avons cessé de construire et réhabiliter des routes, de bâtir des écoles, des centres de santé, des hôpitaux, des barrages agricoles, des tribunaux, des prisons aux normes, des infrastructures sportives et culturelles et bien d'autres. Madagascar évolue continuellement, malgré les crises en cascade à l'échelle mondiale. Le pays est tellement vaste, de nombreux efforts ont été déployés pour le désenclaver. Toutefois, le chemin reste encore long et sinueux, mais nous avons la foi et nous continuons d'avancer avec détermination. Le « Plan Émergence Madagascar » trace d'ailleurs littéralement les voies vers l'avenir.

Du nord au sud, de l'est à l'ouest, tout Madagascar est en chantier. Pas plus tard que la semaine dernière, nous avons inauguré la route nationale 5A dans le nord de mon pays, qui jusque-là et pendant des décennies, était une route en terre battue, que l'on parcourait en une semaine en période de pluie. Actuellement, deux heures suffisent pour le trajet, permettant immédiatement la révision à la baisse des prix du transport des biens et personnes, améliorant considérablement la vie de la population locale et contribuant ainsi au développement socioéconomique des régions du nord de mon pays. Par ailleurs, dans le sud, nous commençons les travaux de la route nationale 13, et bientôt la route nationale 10, tout comme ceux de la route nationale 44 dans l'est qui se poursuivent, désenclavant le principal grenier à riz de Madagascar. Dans le nord-ouest, la route nationale 31, également en piste, sera entièrement réhabilitée, permettant d'accéder à notre deuxième grenier rizicole. La première autoroute du pays, qui reliera la capitale au grand port débutera dans quelques semaines. Un trajet qui nécessite actuellement plus de 10 heures sera fait en deux heures et demie seulement une fois les travaux terminés.

Le dividende démographique est aujourd'hui une variable qui doit rentrer dans l'équation. Nous devons changer la structure de la population. La croissance démographique actuelle n'est pas proportionnelle à la croissance économique. Dans certaines régions, des jeunes filles de moins de 18 ans sont déjà mères de famille et se retrouvent en moyenne avec cinq à huit

enfants à leur charge. Par conséquent, elles ont plus de difficultés à les nourrir, les élever, les soigner et les éduquer correctement. Le programme de planning familial déjà initié est ainsi primordial dans notre stratégie d'action pour maîtriser les naissances et transformer la population actuelle, dépendante, en une population active et économiquement productive. La démographie deviendra pour Madagascar un atout et non un frein au développement.

Dans le volet éducation, nous avons fait un pas de géant. L'État malagasy a construit plus d'un millier de salles de classe et a énormément investi dans les outils et matériels pédagogiques. Nous avons mis en place des cantines scolaires, nous avons conçu des livres et des manuels, distribué des tablettes numériques, afin d'améliorer considérablement la qualité de l'éducation de nos enfants et de nos jeunes. Le taux d'accès à l'éducation de base a augmenté de 146 % et le taux d'abandon scolaire a été réduit de manière palpable. Nous avons fait de l'éducation une priorité nationale. Et nous renouvelons notre engagement à transformer et à redynamiser la vie scolaire et universitaire.

L'année dernière, j'ai également eu l'opportunité d'évoquer le souhait de mon pays de voir enfin appliquées les résolutions prises par l'Assemblée générale en 1979 (résolution 34/91) et en 1980 (résolution 35/123) sur la restitution et la gestion des Îles Éparses ou Nosy Malagasy dans l'océan Indien à Madagascar (A/76/PV.6, p.7 et 8). Nous nous réjouissons de la tenue très prochaine de la deuxième rencontre de la Commission mixte franco-malagasy sur le sujet, et forts de ces deux résolutions, qui confirment la légitimité de notre revendication, nous espérons pouvoir compter sur le soutien de l'Organisation des Nations Unies pour parvenir enfin à une solution concertée, juste et apaisée.

Pendant la pandémie, les malades avaient besoin d'oxygène pour survivre. Actuellement, de nombreux pays sont asphyxiés par les séquelles des crises successives. Ces pays ont besoin de soutien, d'aide et d'accompagnement, qui leur serviront de bouffées d'oxygène pour faire face aux défis de la relance économique et atteindre les objectifs du développement durable. Il est nécessaire d'accélérer la mise en place de nouveaux mécanismes de financement tels que le Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité et d'en activer ainsi le décaissement. Je saisis cette occasion pour remercier le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les autres pays amis de Madagascar qui ont toujours été à notre côté dans les moments difficiles.

L'Afrique de demain doit être autonome, indépendante et prospère. Nous avons le devoir de changer l'histoire du continent et d'écrire une nouvelle page pour que chacun de nos pays puisse changer et se transformer. L'Organisation des Nations Unies a besoin de renforcer cette solidarité pour apporter des solutions communes à nos problèmes communs.

Hotahian'Andriamanitra anie ny firenentsika tsirairay avy. Que Dieu bénisse chacune de nos nations.

Masina ny Tanindrazana ! La patrie est sacrée !

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Madagascar de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Andry Nirina Rajoelina, Président de la République de Madagascar, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Mohamed Younis Menfi, Président du Conseil de la présidence de l'État de Libye

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président du Conseil de la présidence de l'État de Libye.

M. Mohamed Younis Menfi, Président du Conseil de la présidence de l'État de Libye est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Mohamed Younis Menfi, Président du Conseil de la présidence de l'État de Libye, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Menfi (parle en arabe) : Tout d'abord, j'ai le plaisir, au nom de la délégation de mon pays et en mon nom propre, de féliciter M. Csaba Kőrösi pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session. Je lui souhaite plein succès. J'exprime également mes sincères remerciements et ma reconnaissance à M. Abdulla Shahid pour son action et son travail inestimables pendant sa présidence de l'Assemblée générale à sa précédente session. Je salue également les efforts constants de M. António Guterres, qui dirige l'Organisation des Nations Unies avec sagesse et impartialité en des temps difficiles partout dans le monde.

Mon pays, la Libye, que j'ai l'honneur de servir et de représenter, a traversé une décennie de souffrance et d'espoir, alors qu'il s'efforce de bâtir ses institutions

et d'instaurer la démocratie. Le peuple libyen a démontré au monde entier qu'il était fait d'une seule étoffe, tissée avec la même cohésion que sa terre et son avenir commun. En dépit de tous les défis auxquels il s'est heurté, ce peuple a continué de travailler à l'édification d'un pays uni grâce à sa prévenance, à sa tolérance et à son patriotisme. C'est grâce aux Libyennes et aux Libyens que nous avons la détermination et l'espoir dont nous avons besoin pour continuer à travailler à la réalisation de leurs aspirations, à savoir construire notre État et ouvrir la voie à la paix, à la stabilité et à la prospérité.

Les événements actuels nous rappellent constamment le passé. L'armée de libération libyenne, qui a été constituée avant même la création de l'État libyen, a combattu aux côtés des armées du monde libre. Après la chute du nazisme et du fascisme, la Libye a acquis sa pleine indépendance, née de notre lutte nationale et d'un accord régional et international qui a permis à nos pères fondateurs de bâtir notre État, d'unir notre patrie et de s'engager sur la voie du développement et de la prospérité qui firent de la Libye un exemple de développement en un temps record.

Aujourd'hui, les politiques internationales concernant la Libye sont encore éloignées de la réalité dont nous avons besoin. Les intérêts individuels des pays impliqués dans les affaires libyennes, conjugués aux conflits par adversaires interposés et aux désaccords sur la manière de résoudre la situation en Libye, ne nous ont pas donné la possibilité de définir nos propres choix nationaux. Des interventions internationales néfastes ont donné lieu à des solutions contradictoires qui entraînent mon pays vers des affrontements armés qui n'épargnent pas les innocents. Ces solutions ont abouti à des positions politiques intransigeantes qui empêchent tout terrain d'entente permettant d'aplanir les différends et de créer des partenariats nationaux.

Le Conseil de la présidence reste attaché au rôle que lui confère l'Accord politique libyen. En tant qu'autorité politique suprême, le Conseil de la présidence représente l'unité du pays, aux niveaux local et international, tout en assumant la fonction de commandant en chef de l'armée libyenne. Il est également chargé de la noble tâche de mener des efforts de réconciliation nationale sans exclusive afin d'ouvrir la voie à une transition démocratique et pacifique du pouvoir par le biais d'élections présidentielle et parlementaires tenues simultanément. Je voudrais saisir cette occasion pour remercier l'Union africaine de son concours au lancement du projet de réconciliation nationale, pilier essentiel qui étaye toutes les activités en

faveur de la stabilité et de la paix auxquelles nous aspirons. Ces responsabilités nous obligent à contribuer à un effort national impartial et équilibré, malgré les tentatives de certains partis politiques de nous pousser à l'affrontement, que nous nous efforçons à tout prix d'éviter. Notre souhait est de résoudre les différends politiques, pas d'y participer. À cet égard, le Conseil de la présidence a également suivi de près les cycles de dialogue entre le Parlement et le Haut Conseil d'État. Ce dialogue n'a pas encore abouti à un accord sur la norme constitutionnelle relative à la tenue des élections législatives et présidentielle. Le Conseil de la présidence réaffirme que ce dialogue ne doit pas se poursuivre indéfiniment, et qu'il est disposé à intervenir pour permettre une sortie de l'impasse politique, si nécessaire.

En ce qui concerne l'économie, le Conseil de la présidence soutient tous les efforts qui ont permis de rétablir la production de gaz et de pétrole dans toutes les régions de la Libye. Cela sert indubitablement les intérêts nationaux et contribue à préserver la stabilité des marchés internationaux, qui ont été soumis à de fortes pressions, en particulier dans les pays qui sont de grands consommateurs d'énergie. En outre, conformément à sa position nationale équilibrée, le Conseil de la présidence s'engage à gérer de manière transparente et équitable les revenus pétroliers, qui constituent une richesse appartenant à toutes les Libyennes et à tous les Libyens. L'objectif est de veiller à ce que les fonds publics ne soient pas une cause de conflit politique, mais soient utilisés au profit de toute la population libyenne dans l'ensemble du pays, sans discrimination de nature politique ou géographique. Si nous parvenons à atteindre cet objectif, cela apaisera la lutte actuelle pour le pouvoir et créera un environnement plus stable et propice à la transition que nous appelons de nos vœux.

Mon pays voit d'un bon œil l'action menée par l'Organisation des Nations Unies en Libye, malgré la récente lenteur des interventions. Nous continuons d'espérer qu'elle jouera un rôle actif à travers la nouvelle direction de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye. Nous appelons l'ONU à déployer des efforts sérieux en faveur de solutions nationales inclusives pouvant contribuer à sortir de l'impasse politique. La paralysie actuelle a ouvert la voie à des entreprises et des initiatives individuelles qui risquent de saper tous les progrès politiques engrangés grâce au dialogue libyen sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

J'appelle également à insuffler un nouvel élan à notre processus économique. Il s'agit d'un des trois

volets de la Conférence de Berlin sur la Libye, qui a négligé les questions relatives à la transparence et à la justice dans la gestion des ressources pétrolières, aux dépenses publiques et à la lutte contre la corruption.

Alors que nous aurions pu croire que les erreurs du passé ne se répéteraient jamais, le monde d'aujourd'hui est à l'aube d'un nouvel ordre international qui nous rappelle les souffrances endurées par l'humanité au début du XX^e siècle. Il est grand temps que la conscience humaine s'exprime en faveur de la paix et que le monde entier soutienne les valeurs internationales adoptées par l'Organisation des Nations Unies afin de faire respecter les principes de préservation de la souveraineté des États, de règlement des conflits par des moyens pacifiques, de respect des relations de bon voisinage et de non-recours à la déstabilisation de la sécurité des pays.

J'appelle également au respect du droit des peuples à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, conformément aux critères définis par l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Mon pays est également en première ligne de la lutte contre le terrorisme. J'appelle à une unité renouvelée en la matière, car le terrorisme reste une menace pour tous les pays et n'épargne aucune race, religion ou civilisation. Mon pays a assumé toutes ses responsabilités au niveau international pour mettre fin au financement et à la propagation du terrorisme.

Du haut de cette tribune, je réaffirme l'engagement indéfectible de mon pays à soutenir le droit du peuple palestinien à créer son propre État, à mettre fin à la colonisation et aux actes d'agression d'Israël et à faire respecter les résolutions internationales sur la question.

Ce mois-ci, le peuple libyen a observé une minute de silence pour marquer le Jour des martyrs. Il s'agissait aussi d'un hommage au martyr de notre héros national, Omar Al-Mukhtar, qui a résisté aux colonisateurs.

Le peuple libyen s'inspire du combat de ses ancêtres pour apprendre la patience et renforcer sa détermination à défendre ses droits. Il tire également son inspiration des pères fondateurs de sa nation pour devenir plus tolérant. La période en cours restera dans la mémoire nationale. Les générations futures reconnaîtront ceux qui nous ont soutenus et ceux qui ont ébranlé notre sécurité et pillé nos richesses.

M. Araba (Bénin), Vice-Président, assume la présidence.

Avec son voisinage arabe, sa dimension africaine et son ancrage européen, la Libye redeviendra un pont entre civilisations et un pôle économique où convergent les intérêts du monde. C'est alors que le monde comprendra l'ampleur des dommages que nous avons subis et qui ont porté atteinte non seulement au peuple libyen, mais aussi aux intérêts de la région et du monde.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Conseil de la présidence de l'État de Libye de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Mohamed Younis Menfi, Président du Conseil de la présidence de l'État de Libye, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M^{me} Maia Sandu, Présidente de la République de Moldova

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République de Moldova.

M^{me} Maia Sandu, Présidente de la République de Moldova, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Maia Sandu, Présidente de la République de Moldova, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Sandu (parle en anglais) : Je me tiens aujourd'hui devant l'Assemblée générale pour représenter avec fierté la République de Moldova, futur membre de l'Union européenne. Je suis reconnaissante du soutien unanime que nous ont apporté les 27 États membres de l'Union. Je les remercie d'avoir pris acte de notre amour de la liberté, de notre démocratie dynamique et de notre attachement à l'état de droit et d'avoir montré leur confiance par leur vote.

Projet de paix réussi, l'Union européenne a été forgée par la coopération et l'intégration afin de mettre fin aux guerres récurrentes qui ont tourmenté notre continent pendant des siècles. Nous sommes à un nouveau tournant décisif de notre histoire et l'Union européenne se doit de récidiver. En demandant à adhérer à l'Union européenne, nous voulons que le monde sache que nous choisissons la démocratie plutôt que l'autocratie, la liberté plutôt que l'oppression, la paix plutôt que la guerre et la prospérité plutôt que la pauvreté. Le statut de pays candidat à l'adhésion à l'Union nous donne de

l'espoir, une idée claire de la direction à suivre, un objectif rassembleur, un point d'ancrage et un fort sentiment d'appartenance au monde libre.

Il y a un an, aucun d'entre nous ici n'aurait imaginé une guerre de grande envergure en Europe. La guerre non provoquée de la Russie contre un autre État souverain, l'Ukraine, a ébranlé le monde entier, mis à l'épreuve les principes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies, fait voler en éclats la sécurité mondiale et déclenché une crise énergétique en Europe, des pénuries alimentaires planétaires et un ralentissement économique. Sept mois de bombardements ont coûté la vie à des milliers d'innocents et poussé des millions d'Ukrainiens à fuir leurs foyers.

Cette guerre n'est pas seulement une attaque contre notre voisin et ami, l'Ukraine. C'est une attaque contre l'ordre international fondé sur des règles. C'est une attaque contre la sûreté nucléaire. C'est une attaque contre l'approvisionnement en denrées alimentaires des pays du Moyen-Orient et d'Afrique. C'est une attaque contre l'institution même dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

Nous condamnons fermement la guerre contre l'Ukraine, ainsi que la mobilisation de soldats supplémentaires annoncée récemment par la Russie. Nous restons résolument aux côtés de l'Ukraine dont nous appuyons l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

Je tiens à dire à quel point j'admire toutes les Ukrainiennes et tous les Ukrainiens pour le courage, la résilience et la force intérieure dont ils font preuve pour poursuivre ce combat pour la survie, la justice et la liberté.

Il est de notre devoir moral, en tant que communauté internationale, de continuer à soutenir l'Ukraine. Elle se bat aujourd'hui pour notre sécurité à tous, pour la sécurité de l'Europe. Elle a besoin de notre soutien. Nous tous, en Europe, devons aider l'Ukraine.

Je représente à cette tribune un pays qui veut la paix. Je représente les citoyens de la République de Moldova. Quelle que soit la langue que nous parlons – qu'il s'agisse du roumain, de l'ukrainien, du russe, du gagaouze ou du bulgare –, quelle que soit notre appartenance ethnique ou nos préférences politiques, que nous vivions sur la rive droite du Dniestr ou dans la région séparatiste de Transnistrie, nous voulons tous la paix.

Nous sommes un pays de moins de 3 millions d'habitants, mais nous avons accueilli plus d'un demi-million de réfugiés fuyant la guerre. Au plus fort de l'afflux, notre population a augmenté de 4%. Quelque 80 000 réfugiés ont choisi de rester parmi nous. Je saisis cette occasion pour rendre hommage, depuis cette tribune, à toutes les familles moldoves qui ont fait preuve d'une solidarité sans précédent envers les réfugiés en ouvrant leurs portes et leurs cœurs à ceux dans le besoin. Je suis fière de mes concitoyens.

Je suis également reconnaissante à nos partenaires internationaux, notamment l'ONU, qui nous ont aidés à gérer la crise humanitaire. Je remercie en outre le Secrétaire général et les autres hauts responsables qui se sont rendus dans notre pays en ces temps difficiles afin de manifester leur soutien et leur solidarité. Ma profonde gratitude va à la France, l'Allemagne et la Roumanie, entre autres, pour la mise en place de la plateforme de soutien à la République de Moldova, qui accompagne notre pays en ces heures difficiles.

La République de Moldova sait ce que signifie être un pays divisé par un conflit. En 1992, nous avons connu une guerre brève, mais tragique, dans notre région de Transnistrie. Trois décennies plus tard, nous nous efforçons toujours de surmonter les conséquences de ce conflit et de recomposer notre pays. Le seul moyen d'y parvenir est un dialogue pacifique et le respect de notre souveraineté et de notre intégrité territoriale.

Tandis que la Russie livre sa guerre contre l'Ukraine, nous œuvrons plus dur que jamais pour maintenir la paix sur les deux rives du Dniestr. Nous faisons de notre mieux pour que tous les citoyens de la République de Moldova, y compris ceux qui résident dans la région séparatiste, continuent de jouir de la paix. La présence illégale de soldats russes dans la région de Transnistrie viole notre neutralité et augmente les risques pour la sécurité de notre pays.

Nous demandons le retrait complet et inconditionnel des troupes russes. Nous appelons notamment à la destruction des munitions des stocks d'armes de Cobasna car elles constituent une menace pour la sécurité et l'environnement de l'ensemble de la région.

Alors que nous nous efforçons de maintenir la paix, notre économie et notre société paient un lourd tribut à la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Nos ressources sont mises à rude épreuve, nos investissements ralentissent, les échanges commerciaux et les voies de transport ont été perturbés et l'inflation

avoisine les 35%. En outre, nous sommes confrontés à un large éventail de menaces hybrides, allant de la désinformation et de la propagande aux cyberattaques et aux pressions énergétiques.

Les prix anormalement élevés du gaz naturel et le fait que la Russie tente de se servir de l'approvisionnement de l'Europe en gaz et en pétrole comme d'une arme ont déclenché une crise énergétique sans précédent. Nous sommes l'un des pays les plus vulnérables face à cette crise. Mais cela ne fait que renforcer notre détermination à diversifier nos sources d'énergie et à réduire notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles. Nous prévoyons de faire passer la part des énergies renouvelables dans l'approvisionnement électrique de 3% à 30% au cours des trois prochaines années. Notre pays n'en sera que plus fort et notre environnement n'en sera que plus sain et plus sûr.

Nous savons tous que le seul moyen de sauver la planète est de mener une action commune au niveau mondial contre les changements climatiques. Il en va de même pour la lutte contre la corruption. Ce phénomène affaiblit les États et érode les démocraties. Plus que jamais, nous devrions prendre ce problème plus au sérieux. Nous avons besoin de mécanismes internationaux qui fonctionnent dans la transparence pour arrêter les flux d'argent sale. Nous avons besoin de meilleurs instruments pour le recouvrement et la restitution des avoirs. Nous devons améliorer les échanges d'informations entre les forces de l'ordre et les autorités chargées de la lutte contre la fraude d'autres pays. Et nous devons mettre en place des régimes internationaux de sanctions contre la corruption. Malgré tous ces défis, la République de Moldova poursuit son programme de réforme. Nous construisons un État plus fort et plus démocratique. L'année dernière, la République de Moldova a progressé de 49 places dans le classement mondial en matière de liberté de la presse et occupe aujourd'hui le quarantième rang dans le monde. La réforme de la justice et la lutte contre la corruption sont au cœur de notre transformation.

Nous mettons tout en œuvre pour que notre pays devienne plus attrayant pour les investisseurs afin de créer des emplois, de stimuler l'économie et d'apporter plus de prospérité à notre population. Nous investissons dans la connectivité avec l'Europe et nous nous efforçons de rapprocher notre pays des normes européennes. Nous construisons des routes, des ponts, des hôpitaux et mettons sur pied un système d'éducation plus moderne. Nous mettons en place des institutions plus solides qui

bénéficieront aux citoyens moldaves. Nous sommes déterminés, persévérants et résolus. Nous sommes déterminés à faire entrer la République de Moldova dans l'Union européenne pour que chaque Moldave connaisse un meilleur niveau de vie et ait accès à plus de possibilités économiques dans son pays. En ces temps difficiles, c'est la seule manière pour la République de Moldova de se développer en tant que démocratie consolidée dans notre région du monde.

Aujourd'hui, je me tiens devant l'Assemblée générale en provenance d'une région affaiblie par la guerre, une crise énergétique, la sécheresse et une inflation galopante, et je voudrais laisser aux participants le message suivant. Face aux souffrances causées par l'homme et aux difficultés économiques, les pays du monde doivent à nouveau se serrer les coudes. Nous devons le faire pour réaffirmer la valeur de la paix et l'inviolabilité de la vie humaine, pour défendre la démocratie et la liberté et pour faire respecter le droit de chaque pays de décider de son propre destin.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République de Moldova de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Maia Sandu, Présidente de la République de Moldova, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Hage Geingob, Président de la République de Namibie

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Namibie.

M. Hage Geingob, Président de la République de Namibie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Hage Geingob, Président de la République de Namibie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Geingob (parle en anglais) : La Namibie félicite M. Csaba Kőrösi pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session. Il peut compter sur le plein appui de la Namibie au cours de son mandat. Je souhaite également remercier son prédécesseur M. Abdulla Shahid pour la compétence avec laquelle il a dirigé les travaux de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session.

Trente-deux ans après avoir obtenu notre indépendance politique, nous sommes fiers du travail que nous avons entrepris pour la deuxième phase de notre lutte, notre indépendance économique. Au cours de cette période, nous avons jeté des bases solides pour notre architecture de gouvernance en mettant l'accent sur le renforcement des processus, des systèmes et des institutions. Compte tenu de ces progrès en matière de gouvernance efficace, nous sommes optimistes quant à nos efforts pour relever le triple défi des inégalités, du chômage et de la pauvreté. Notre plan de prospérité Harambee II, qui passe par l'accélération de la mise en œuvre de nos plans nationaux de développement, nous permet d'avancer rapidement sur la voie de la réalisation de notre Vision 2030.

Étant donné que ma présidence prendra fin le 20 mars 2025 et que la Constitution namibienne limite à deux le nombre de mandats du chef de l'État, nous avons entamé un processus de succession sans heurt afin de poursuivre notre développement pacifique. Le parti au pouvoir, la South West Africa People's Organization (SWAPO), que je dirige, organise actuellement des élections primaires. Il existe une réelle possibilité que le prochain candidat du parti SWAPO à l'élection présidentielle soit une femme ou un jeune homme issu de la génération qui n'a pas connu l'exil. La présence de femmes dans la ligne de succession témoigne des progrès que nous avons réalisés en matière d'égalité des genres. Les femmes représentent d'ailleurs 40 % des élus à l'Assemblée nationale. En outre, 90 % de nos banques sont dirigées par des femmes. La Namibie est un enfant de la solidarité internationale, mis au monde par l'Organisation des Nations Unies. C'est pourquoi nous sommes fermement convaincus que la solidarité et les partenariats sont des éléments essentiels pour nos aspirations en matière de développement.

À ce stade, je voudrais remercier le Secrétaire général de son rapport complet intitulé *Notre Programme commun (A/75/982)*, qui contient des recommandations claires pour faire progresser les objectifs de développement durable et tous les accords mondiaux existants par le multilatéralisme, en plaçant l'Organisation des Nations Unies au centre de notre action. Je félicite le Secrétaire général pour la clairvoyance dont il a fait preuve en proposant la tenue d'un Sommet de l'avenir pour réfléchir aux défis et aux possibilités qui attendent les générations actuelles et futures. La Namibie soutient la convocation de cet important sommet dans les plus brefs délais.

Ces derniers mois, nous avons constaté avec satisfaction que des efforts concertés ont été déployés pour mettre l'accent sur la transformation de l'éducation et la réalisation de l'objectif de développement durable no 4.

L'éducation est un secteur auquel la Namibie a toujours accordé la priorité en y allouant des ressources, tant humaines que financières, et en donnant systématiquement la priorité à l'élaboration de politiques dans ce domaine. Dans le cadre du Sommet sur la transformation de l'éducation qui vient de s'achever, la Namibie s'est engagée en faveur d'un leadership porteur de changement, ainsi qu'à garantir l'accès aux technologies numériques inclusives et à élaborer une stratégie pour des modes de financement novateurs et la mobilisation des ressources. Mon pays consacre la plus grande part de son budget au secteur de l'éducation, soit 8% du produit intérieur brut (PIB) et près d'un quart du budget national total. Le Gouvernement namibien propose un enseignement primaire et secondaire gratuit, ce qui démontre son engagement à améliorer l'accès à l'éducation pour tous et à en faire une priorité. En outre, nous sommes fiers de l'installation récente du câble sous-marin Equiano de Google, qui contribuera largement à façonner la transformation numérique de la Namibie et à réduire la fracture numérique dans le pays, conformément à notre engagement à tirer parti de la quatrième révolution industrielle.

En Namibie, nous avons mis en place un groupe de travail sur la quatrième révolution industrielle, qui a récemment formulé des recommandations sur la manière dont la Namibie peut renforcer ses capacités nationales pour tirer le meilleur parti de la quatrième révolution industrielle. Conformément aux recommandations du groupe de travail, le Gouvernement élabore actuellement une stratégie nationale unifiée concernant la quatrième révolution industrielle afin de fournir une ligne directrice d'ensemble et une planification pluri-sectorielle. La stratégie donnera la priorité à la réforme de l'éducation afin de combler le déficit de compétences face à la quatrième révolution industrielle, ainsi qu'à la cybersécurité et au développement des infrastructures et des services en matière de technologies de l'information et de la communication.

La dette mondiale atteint un niveau sans précédent et les taux d'intérêt augmentent. Cette réalité réduit notre marge de manoeuvre budgétaire. Alors que nous parlons de nos aspirations collectives, nous devons avoir pleinement conscience de la vulnérabilité des pays en développement. La classification de la Namibie comme pays à revenu moyen supérieur rend difficile la mobilisation de ressources pour financer nos objectifs de développement.

Comme je l'ai déjà dit, le fait de diviser le montant de notre PIB par le faible chiffre de notre population, ce qui a pour résultat un revenu par habitant élevé, est

sans aucun doute une formule défectueuse qui nécessite une réflexion urgente. Cette formule ne tient en effet pas compte des grandes disparités de revenus entre les Blancs riches et les Noirs pauvres, qui sont la conséquence de 100 années de colonialisme et d'occupation accompagnée d'apartheid. Toutefois, il me plaît d'entendre qu'un certain nombre de pays en développement et de pays développés s'accordent sur le caractère injuste de cette classification, qui prive des pays comme la Namibie de l'accès aux prêts à des conditions favorables et aux subventions dont elle a besoin pour lutter contre les inégalités et sortir un grand nombre de personnes de la pauvreté.

La devise de la soixante-dix-septième session, « Des solutions fondées sur la solidarité, la durabilité et la science », nous invite à traiter les questions qui nous concernent tous. Je suis donc convaincu que la classification injuste de pays comme la Namibie dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire supérieur fera l'objet d'une attention prioritaire.

Au cours des derniers mois, nous avons été témoins de vives tensions géopolitiques, qui nous ont rappelé la fragilité de notre ordre mondial. Les menaces à la paix et à la sécurité ont un coût élevé pour les hommes, les femmes et les enfants pris au piège de ces situations. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine en est maintenant à son septième mois, avec de graves conséquences pour les chaînes d'approvisionnement alimentaire et énergétique. La Namibie estime que le dialogue est la condition *sine qua non* de la résolution pacifique de tout conflit. L'Organisation des Nations Unies a été créée pour assurer le maintien de la paix et de la sécurité et devrait pousser à un règlement pacifique du conflit entre la Russie et l'Ukraine.

La Namibie, en tant que membre du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et que présidente de l'Organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), continue de faire la preuve de son engagement en faveur de la stabilité régionale et continentale en préconisant le développement des infrastructures pour la paix, la démocratie et la protection des droits humains.

À cet égard, en tant que nouveau Président de l'Organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité de la SADC, j'appelle à la tenue d'élections générales pacifiques au Royaume du Lesotho le 7 octobre. La SADC est également saisie de l'évolution de la situation au Royaume d'Eswatini et en République

du Mozambique. Dans cet esprit, j'ai entamé un processus de dialogue avec les dirigeants de l'Eswatini, du Lesotho et du Mozambique afin d'assurer la bonne mise en œuvre des décisions de la SADC, de sorte que la paix et la stabilité puissent régner dans notre région.

Je dis toujours que l'inclusion est synonyme d'harmonie et que l'exclusion est synonyme de conflit. L'Afrique est un continent qui compte 1,2 milliard de citoyens, et l'exclusion de l'Afrique du Conseil de sécurité est une injustice. Tant que le Conseil ne reflétera pas les réalités mondiales actuelles dans sa stature et sa composition, il ne sera pas en mesure de répondre de manière adéquate aux préoccupations mondiales. Nous réitérons donc notre appel en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité, conformément à la Position commune africaine.

L'autodétermination est un droit humain. Les injustices persistantes dont est victime le peuple palestinien nous rappellent qu'il est urgent de commencer à mettre en œuvre la solution des deux États, seule option viable pour mettre fin aux inégalités et apporter la paix aux peuples de Palestine et d'Israël ainsi qu'à l'ensemble de la région.

Dans le même ordre d'idées, nous devrions tous avoir honte, collectivement, du manque de progrès dans la mise en œuvre des résolutions de l'ONU visant à régler la question du Sahara occidental.

La Namibie s'engage à faire preuve d'une solidarité sans faille à l'égard des nations qui continuent de supporter le lourd fardeau des sanctions. La Namibie réitère son appel de longue date en faveur de la levée de l'embargo injuste contre Cuba. J'ai rencontré un Cubain de 50 ans qui n'a rien connu d'autre que les sanctions. Depuis qu'il est né, des sanctions sont en place. Combien de temps cela va-t-il durer ? Si nous parlons de construire la paix dans le monde, comment est-il possible qu'un pays fasse l'objet de sanctions pendant aussi longtemps ? Les enfants qui y naissent ne connaissent pas d'autre réalité que celle des sanctions. Il est temps que les fils et les filles de Cuba se voient accorder le droit à une vie décente et soient libérés d'un embargo qui les prive de leur droit de développer leur propre pays. Les sanctions devraient être levées sans plus attendre.

Nous demandons également la levée des sanctions contre la République du Zimbabwe. Pourquoi des sanctions sont-elles en place contre un pays qui fait des progrès à tous les niveaux ? Le Président Emmerson Dambudzo Mnangagwa et le peuple zimbabwéen ont réalisé des

avancées et des réformes louables, qui doivent avoir une chance de réussir sans avoir à subir le poids des sanctions.

La santé de notre planète est gravement menacée. Notre maison est en feu. Nous subissons les effets sans précédent des changements climatiques, notamment de graves sécheresses et des incendies de champs ravageurs. Le temps est un luxe que nous n'avons pas. Nous devons agir de manière décisive pour réduire les émissions de carbone afin de contribuer à la préservation de notre planète et de ses habitants.

La Namibie, comme de nombreux pays en développement, reste exposée aux conséquences asymétriques des changements climatiques. C'est pourquoi la Namibie prévoit d'annoncer, à la vingt-septième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, des avancées majeures dans ses ambitions de décarbonisation des secteurs mondiaux difficiles à maîtriser par la production d'hydrogène vert. En outre, le premier projet de conversion de l'hydrogène en électricité en Afrique devrait être opérationnel d'ici à 2024 dans la ville de Swakopmund, en Namibie. C'est un exemple de ce qui est possible lorsque nous avançons ensemble dans la même direction.

Il est nécessaire de réaliser nos ambitions non seulement pour atténuer les effets ravageurs des changements climatiques, mais aussi parce qu'elles sont un élément essentiel de notre reprise économique post-pandémie. En conséquence, la Namibie reste prête à travailler avec la communauté internationale pour assurer l'utilisation optimale de ses ressources naturelles afin de lutter contre les changements climatiques.

Une transition énergétique juste consiste à offrir aux pays en développement des possibilités équitables d'accéder durablement aux ressources naturelles dont ils disposent. La Namibie a récemment découvert des gisements prometteurs d'hydrocarbures et explore d'importants gisements de terres rares. Dans le cadre de notre objectif visant à assurer l'utilisation durable de nos ressources naturelles, j'ai récemment lancé le Welwitschia Fund, le fonds souverain de notre nation. Le fonds témoigne de notre engagement en faveur de la prudence budgétaire et de notre gestion durable des ressources pour les générations actuelles et futures.

Pour conclure, en ce jour du 21 septembre, nous sommes réunis dans cette salle à l'occasion de la Journée internationale de la paix, dont le thème est « Mettre fin au racisme. Bâtir la paix ». La paix est certes un cadeau merveilleux, mais c'est un cadeau fragile s'il n'est pas

manipulé avec soin. La paix n'est pas seulement l'absence de guerre ; elle est le fondement de l'inclusion et du développement de toutes les nations. L'ONU, en tant que premier garant du multilatéralisme, est notre meilleur atout pour garantir la paix et la prospérité de l'humanité.

La Namibie continuera d'attacher une grande importance aux nobles aspirations de l'Organisation des Nations Unies en tant que source d'espoir et d'égalité pour toutes les nations. Ayant bénéficié d'efforts multilatéraux fructueux, nous tenons en grande estime le pouvoir de mobilisation de l'Assemblée générale et nous nous engageons à nouveau à travailler avec les autres États Membres en vue de construire un monde meilleur.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Namibie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Hage Geingob, Président de la République de Namibie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Borut Pahor, Président de la République de Slovénie

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Slovénie.

M. Borut Pahor, Président de la République de Slovénie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Borut Pahor, Président de la République de Slovénie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Pahor (*parle en anglais*) : Je suis né après la Seconde Guerre mondiale. Toute ma vie, le cri « Plus jamais ça ! » a résonné dans le monde entier, particulièrement en Europe. Exception faite de la guerre dans les Balkans, les grands changements géopolitiques qui se sont produits en Europe depuis la chute du mur de Berlin ont été pacifiques. Ce fait a fortement contribué à renforcer l'espoir d'une paix durable.

Cet espoir a toutefois été sérieusement ébranlé par l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Devons-nous pour autant cesser de croire en la possibilité d'une paix durable ? Je ne crois pas. Nous ne devons pas laisser nos enfants vivre dans la crainte de la guerre. Si nous voulons préserver leur sécurité future, nous devons faire

tout ce qui est en notre pouvoir pour que l'espoir d'une paix durable revienne dans nos cœurs. Après tout, c'est avec cet espoir et notre sens des responsabilités partagées que l'Organisation des Nations Unies a été fondée.

L'Organisation des Nations Unies a fixé des règles de comportement très claires que tous les États Membres se sont engagés à respecter, qui comprennent le règlement pacifique des différends, la coopération et le respect de la dignité humaine fondamentale.

Aujourd'hui, je voudrais parler de la paix, des changements climatiques et du multilatéralisme.

Premièrement, en ce qui concerne la paix et la sécurité, la décision de la Fédération de Russie de lancer une attaque militaire contre l'Ukraine a ébranlé ces règles, comme l'ont fait d'autres conflits armés ailleurs dans le monde. L'agression russe a mis en danger la sécurité internationale.

L'annonce faite hier par le Président Poutine qu'un référendum aura lieu dans certaines parties de l'Ukraine est une prolongement de l'agression et constitue une violation du droit international. Je condamne tout particulièrement ses propos relatifs à un recours possible à l'arme nucléaire.

La guerre menace l'équilibre déjà fragile des Balkans occidentaux. Elle menace également la sécurité alimentaire et énergétique dans le monde. Je remercie le Secrétaire général de l'ONU pour sa mobilisation, et la Türkiye pour sa contribution à la mise en place de l'Initiative sur l'exportation de céréales par la Mer noire.

La paix, comme je viens de le dire, n'est pas seulement l'absence de guerre. En période de paix, les dirigeants doivent renforcer et entretenir de bonnes relations avec les autres pays. Nous avons l'obligation de régler les différends dans un esprit de compromis et de compréhension mutuelle. Ce n'est que de cette manière que nous réduirons les risques de voir ressurgir les vieux griefs et les traumatismes historiques.

Je suis reconnaissant à de nombreuses personnes ici présentes de nous donner l'occasion de construire ensemble de bonnes relations dans l'intérêt et pour le bien-être de nos pays et de la communauté internationale dans son ensemble. Le moyen le plus efficace de prévenir les conflits armés est d'entretenir de bonnes relations et d'instaurer la confiance entre les sociétés et en leur sein.

Deuxièmement, nous avons besoin de davantage de coopération pour construire un avenir meilleur. Il est aussi nécessaire d'entretenir et de renforcer de bonnes

relations entre les pays si l'on veut relever les défis de notre temps, dont les changements climatiques sont l'un des plus pressants. Notre tâche commune est de préserver la planète pour les générations futures. Nous avons besoin de mesures plus efficaces et de davantage de solidarité.

La Slovénie s'engage à apporter un soutien particulier à l'Afrique et aux pays des Caraïbes et du Pacifique pour les aider dans leurs efforts visant à combattre la perte de biodiversité, le stress hydrique et les dommages climatiques.

Nous contribuons au Fonds pour les pays les moins avancés du Fonds pour l'environnement mondial.

Ayant été à l'initiative du Groupe vert, la Slovénie travaille à la promotion de politiques vertes avec des pays partageant les mêmes idées.

Nous sommes profondément reconnaissants à l'Assemblée générale d'avoir adopté la résolution historique reconnaissant le droit universel à un environnement sain, propre et durable. La Slovénie a été l'un de ses premiers promoteurs, avec le Costa Rica, les Maldives, le Maroc et la Suisse. Il s'agissait d'un coup de pouce bien nécessaire pour le multilatéralisme, mais nous pouvons et devons faire davantage.

Les conférences internationales à venir sur les changements climatiques, la diversité biologique et l'eau sont une excellente occasion de nous engager à faire plus et mieux.

Je tiens à remercier le Secrétaire général pour la publication de son rapport intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982). Nous appuyons la proposition de tenir un deuxième Sommet social mondial en 2025 et nous espérons bien qu'il s'attaquera au problème des inégalités structurelles.

La sécurité et le développement ne peuvent exister si la dignité humaine n'est pas respectée. Nous devons adopter une approche fondée sur les droits de l'homme dans tous les efforts que nous menons. Nous devons être attentifs à tous les signes de régression des droits humains et agir en conséquence.

Enfin troisièmement, en ce qui concerne le renforcement du multilatéralisme et les candidatures au Conseil de sécurité, nous soulignons que la Charte des Nations Unies est le fondement de notre système international. Un ordre fondé sur des règles est une condition *sine qua non* du maintien de la paix et de la sécurité, et d'un système international juste et équilibré. La Slovénie s'est révélée un membre fiable et digne de confiance de la famille des Nations Unies ainsi qu'un honnête médiateur. Nous

sommes engagés dans un véritable dialogue et dans une recherche constante de solutions créatives et efficaces à nos problèmes communs. Nous participons aux efforts de rétablissement et de stabilisation de la paix, notamment au déminage humanitaire, au relèvement et à la protection de la vie des civils dans le monde entier. Nous prenons une part active aux initiatives visant à renforcer le cadre juridique et le respect du droit international, notamment les efforts pour mettre fin à l'impunité. Nous instaurons des relations de confiance pour assurer un avenir meilleur. La Slovénie n'a pas d'ennemis, elle n'a que des amis dans le monde entier.

Mon pays est donc bien placé pour devenir un membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2024-2025. Nous lutterons sans relâche en faveur de la paix, de la justice, de la compréhension mutuelle et de la réconciliation, tant au sein des sociétés qu'entre elles, ainsi que du respect de la diversité ethnique, nationale et religieuse et de la promotion du développement durable et de la solidarité. C'est la tâche de la Slovénie, et c'est notre tâche commune.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Slovénie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Borut Pahor, Président de la République de Slovénie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. William Samoei Ruto, Président et commandant en chef des Forces de défense de la République du Kenya

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président et commandant en chef des Forces de défense de la République du Kenya.

M. William Samoei Ruto, Président et commandant en chef des Forces de défense de la République du Kenya, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. William Samoei Ruto, Président et commandant en chef des Forces de défense de la République du Kenya, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Ruto (*parle en anglais*) : Je suis reconnaissant de l'immense privilège qui m'est donné de me joindre à tous ici à l'Assemblée générale – un

privilège rendu possible par la transition démocratique pacifique qui a suivi les élections libres et régulières tenues au Kenya le 9 août. Ces élections témoignent du pouvoir universel de la démocratie, ainsi que de la capacité manifeste des peuples africains d'investir dans des nations plus fortes et un avenir sûr grâce à des institutions solides, des constitutions efficaces et l'administration impartiale de l'état de droit pour garantir la réalisation de nos objectifs communs.

La soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale intervient à un moment inédit, alors que le monde entier fait face à de multiples et graves défis, notamment des conflits régionaux, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la triple crise planétaire, l'insécurité alimentaire et l'augmentation du coût de la vie.

Je saisis cette occasion pour féliciter le Président pour son élection et pour exprimer ma confiance dans le fait que sa riche expérience nous donne la ferme assurance qu'il saura diriger efficacement les débats. La devise de sa présidence, « Des solutions fondées sur la solidarité, la durabilité et la science », résume particulièrement bien les impératifs pressants de notre époque. J'assure le Président du ferme soutien et de l'étroite collaboration du Kenya pendant son mandat.

Je saisis également cette occasion pour féliciter son prédécesseur, S. E. M. Abdulla Shahid, pour les mesures audacieuses qu'il a prises afin de diriger la communauté des Nations Unies et d'assurer la continuité de ses activités dans les circonstances sans précédent engendrées par les multiples menaces mondiales telles que la pandémie de COVID-19.

Le bien-être de l'humanité est gravement menacé. La santé de la planète requiert une attention urgente. La pression considérable exercée par les menaces classiques, comme les changements climatiques, la crise alimentaire mondiale, le terrorisme, la cybercriminalité et les conflits armés, a été accentuée par les perturbations dévastatrices sans précédent causées par la pandémie de COVID-19. Je souscris au thème choisi par le Président pour la session de cette année, « Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués », car il indique de façon audacieuse l'occasion qui s'offre à nous de passer d'un consensus ferme à une action énergique.

À bien des égards, la pandémie de COVID-19 nous a fait perdre de nombreuses illusions et a mis en évidence le manque criant de justice et de solidarité face à une crise existentielle. Elle a mis en lumière la route à deux

vités de l'économie mondiale, traversée de manière punitive par une vague montante de nationalisme protectionniste – une menace qui sape les perspectives d'action collective et affaiblit considérablement la détermination de la communauté internationale à garantir les droits fondamentaux, notamment les droits à la sécurité et à la dignité de la majorité vulnérable du monde.

C'est également pour cette raison que de nombreuses nations, en particulier dans le Sud, plaident aujourd'hui pour une démocratisation de la gouvernance mondiale et un multilatéralisme repensé qui soit inclusif et fonctionne pour le bien de tous. Le Kenya est prêt à travailler avec d'autres nations pour parvenir à la panafricanisation du multilatéralisme et à un système de gouvernance mondiale plus juste et plus inclusif.

Il est important de réfléchir à ces questions alors que nous faisons de notre mieux pour remettre nos populations, nos entreprises et nos industries sur pied de sorte que le moteur du développement puisse propulser nos sociétés vers une prospérité qui ne laisse personne de côté. « Reconstruire en mieux » est l'appel à l'action universel qui vise à intégrer les enseignements tirés de l'expérience afin de faire plus et mieux pour se relever des chocs. Je considère que nous avons une occasion en or d'adhérer fidèlement à cette devise en l'enrichissant, en paroles et en actes, d'un « b » supplémentaire pour qu'elle devienne « Reconstruire en mieux en partant du bas ».

Reconstruire en mieux en partant du bas vers le haut consiste essentiellement à inclure la majorité des travailleurs marginalisés dans le système économique général. Les millions de personnes qui se trouvent au bas de l'échelle mènent un combat quotidien acharné pour survivre dans un environnement surpeuplé, qui se caractérise par le manque de perspectives et une existence généralement précaire. L'ingéniosité, l'optimisme, la résilience et l'énergie dont font preuve ceux qui se trouvent dans ce segment inférieur en perpétuelle effervescence sont parfois qualifiés d'acharnement.

Invisibles pour les décideurs politiques et restant à l'écart de nombreux services publics, ces obstinés ne tiennent rien pour acquis, survivent à des obstacles écrasants et remportent souvent de grands succès. Comme l'a dit Abraham Lincoln, les choses peuvent venir à ceux qui attendent, mais seulement celles qu'ont laissés derrière eux ceux qui se sont démenés. Il est temps de renforcer la capacité de nos nations d'intégrer ces millions de personnes au moyen de stratégies et d'efforts délibérés visant à promouvoir l'inclusion économique en reconstruisant mieux à partir de la base.

Les défis intriqués que représentent les conflits, la triple crise planétaire et la crise alimentaire mondiale ont freiné notre élan et nous ont empêchés de nous concentrer sur les transformations fondamentales à opérer pour réaliser le développement durable. Dans la région de la Corne de l'Afrique, une grave sécheresse et la perturbation des chaînes d'approvisionnement, due à la pandémie de COVID-19 ainsi qu'au conflit entre la Russie et l'Ukraine, nous ont plongés dans l'insécurité alimentaire. De ce fait, nous avons été contraints de réorienter nos stratégies afin de donner la priorité aux secours en cas de sécheresse et de famine, de protéger les systèmes d'éducation contre les perturbations et d'améliorer les systèmes de protection sociale et de soins de santé afin de garantir le bien-être des populations.

De nombreux pays sont aujourd'hui témoins du phénomène inquiétant qu'est l'assèchement des rivières, des canaux et des réservoirs d'eau en raison des sécheresses et des vagues de chaleur provoquées par les changements climatiques. Le Kenya ne fait pas exception. Les terres de parcours arides et semi-arides du nord de notre pays ont été gravement touchées par une sécheresse d'une intensité que le pays n'avait pas connue depuis 40 ans. La rareté des précipitations pendant trois saisons consécutives s'est soldée par de mauvaises récoltes et des pâturages de piètre qualité, laissant quelque 3,1 millions d'habitants de ces zones en situation d'insécurité alimentaire grave. Cette concorde sans précédent d'événements excessivement défavorables a exacerbé la pénurie d'eau et de nourriture, qui est encore aggravée par la hausse des prix des denrées alimentaires, compliquant ainsi le plan d'action du Kenya visant à offrir une bonne qualité de vie à ses citoyens et entravant nos progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 6 et 2.

La grave sécheresse n'a pas seulement touché la Corne de l'Afrique et les régions du Sahel ; elle continue également à en dévaster beaucoup d'autres, y compris en Asie, en Europe et dans les Amériques. Ne serait-ce que pour cette raison, le fait que nous soyons tous concernés plaide en faveur d'efforts concertés entre les continents. C'est dans cet esprit que j'appelle les États Membres et toutes les parties concernées à faire preuve d'une ferme volonté politique et à mettre en avant une coopération efficace en soutenant les pays les plus touchés, tant sur le plan financier qu'en partageant les technologies de restauration des terres et d'adaptation au climat. En travaillant ensemble pour plus d'inclusion, nous pouvons inaugurer un nouveau modèle de multilatéralisme.

Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat nous rappelle que nous ne pouvons pas nous permettre de perdre un instant de plus à débattre des avantages de l'action ou de l'inaction. Il sera bientôt trop tard pour inverser le cours des événements, et alors, même les meilleures interventions possibles ne suffiront pas. Chaque jour est une occasion pour nous, dirigeants, d'accélérer nos efforts pour faire face à la triple crise planétaire.

Il convient de rappeler que, lors de la réunion Stockholm+50, que le Kenya a eu l'honneur de coorganiser avec la Suède, les États se sont accordés sur la nécessité d'agir de toute urgence pour régler le problème des impacts environnementaux. Compte tenu de ce consensus, il est très préoccupant de constater que peu de progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'action à mener. Il est temps d'examiner collectivement les mesures que nous devons prendre d'urgence pour mener les actions hautement prioritaires destinées à contenir les perturbations en cours, ainsi que les démarches à entreprendre pour leur mise en œuvre à plus long terme. Je souscris pleinement à la déclaration mémorable du Secrétaire général, selon laquelle « nous allons au-devant de la catastrophe climatique » (*A/77/PV.4, p. 4*). J'ajoute que nous ne devons pas nous laisser prendre par surprise. S'il est vrai qu'un homme averti en vaut deux, c'est l'occasion de nous mobiliser de toute urgence et d'agir immédiatement.

Le secteur agricole a un rôle important à jouer en ce qu'il peut réduire la gravité des changements climatiques. Un certain nombre de pratiques ont une incidence, positive ou négative, sur divers aspects de l'environnement. Investir dans les technologies agricoles modernes est donc un moyen important de remédier aux problèmes environnementaux actuels. Le Kenya réagit en investissant massivement dans une agriculture résiliente aux changements climatiques. Neuf programmes phares sont au cœur de notre stratégie décennale de croissance et de transformation du secteur agricole. Je citerai notamment l'inscription des agriculteurs parmi les bénéficiaires de mesures d'incitation directes, l'amélioration des techniques agricoles grâce à des services de vulgarisation personnalisés, le suivi des stocks de réserve alimentaire d'urgence à l'aide d'un bilan alimentaire numérique et l'utilisation d'un système d'alerte précoce pour surveiller les approvisionnements alimentaires et les prix du marché.

L'agriculture reste le fondement du développement de nombreuses nations et demeurera donc la clef pour assurer une croissance équitable et durable pour nos populations. Aucun pays, petit ou grand, n'a jamais

atteint une croissance notable sans moderniser son secteur agricole. Et alors que nous nous consacrons à nouveau à ces objectifs, nous devons, dans l'immédiat, trouver des réponses au grave déficit de disponibilité, de flux et d'accessibilité des engrais pour nos agriculteurs dans le monde entier. Je suis on ne peut plus d'accord avec l'avertissement lancé par le Secrétaire général Guterres dans cette salle hier, à savoir que

« Si nous n'agissons pas maintenant, la pénurie mondiale d'engrais se muera très vite en une pénurie alimentaire mondiale » (*Ibid.*, p. 2).

Il est encourageant de constater que l'éducation, la santé, l'agriculture et de nombreux autres services publics peuvent de plus en plus compter sur l'accès numérique. Le monde a besoin d'investissements plus importants dans le développement des infrastructures informatiques, accompagnés de politiques qui soutiennent l'innovation et l'acquisition et le déploiement accrus des technologies. Ce faisant, nous devrions être animés par la conviction que ces mesures constituent un raccourci viable pour réduire la pauvreté et promouvoir un développement inclusif. J'appelle à des partenariats mondiaux plus solides pour améliorer l'infrastructure informatique dans les pays en développement et combler la fracture numérique abyssale entre le Sud et le reste du monde.

La soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale suit la commémoration du cinquantième anniversaire du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), UNEP@50, ainsi que Stockholm+50 et la Conférence sur les océans tenue à Lisbonne. Les textes issus de ces conférences demandent un engagement réel à répondre d'urgence aux préoccupations environnementales mondiales et une transition équitable vers des économies durables qui profitent à tous.

L'adoption par la cinquième Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, à Nairobi, de la résolution historique de mars 2022 visant à mettre fin à la pollution plastique signale indiscutablement que le monde est prêt et résolu à agir pour lutter contre cette menace. Le Kenya s'est engagé à travailler en étroite collaboration avec d'autres pays afin d'élaborer des instruments juridiquement contraignants visant à mettre un terme à la pollution plastique. En tant que pays hôte du PNUE et du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, le Kenya affirme que ces importantes institutions des Nations Unies jouent un rôle indispensable dans la promotion de la durabilité environnementale au niveau mondial, ainsi que dans

le développement de villes durables sur le plan social et environnemental.

Conformément à son ferme engagement envers les institutions multilatérales, le Kenya a mis de nouveaux terrains à la disposition de l'Office des Nations Unies à Nairobi afin de permettre la modernisation de son complexe. Je saisis cette occasion pour appeler les États Membres à compléter cette contribution par un financement accru en vue de moderniser de manière adéquate les installations de l'ONU à Nairobi.

Le Kenya reste un ardent défenseur de l'utilisation durable des ressources océaniques et de l'économie bleue en tant que priorité de développement, car il est fermement convaincu qu'une augmentation sensible des investissements dans ce secteur essentiel peut éliminer la faim, réduire la pauvreté, créer des emplois et stimuler la croissance économique. Je demande instamment au Secrétaire général de continuer à appeler l'attention sur le besoin urgent de développer ce secteur vital. J'appelle en particulier les pays développés à investir dans la pêche durable, à protéger les écosystèmes marins et à partager avec les pays en développement les solutions climatiques basées sur les océans.

Pour notre part, j'ai le plaisir d'annoncer que, suite à la Conférence historique de 2018 sur l'économie bleue durable, qui s'est tenue à Nairobi, le Kenya revoit actuellement sa stratégie nationale en matière d'économie bleue afin de renforcer les structures communautaires dans la gestion participative des ressources et des écosystèmes d'eau douce, côtiers et marins. La stratégie devrait contribuer à notre développement économique par la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le développement côtier et rural et l'augmentation des revenus le long des chaînes de valeur de l'aquaculture.

Elle contribuera également au renforcement du transport maritime et du tourisme. Nous invitons les partenaires de développement à investir en Afrique pour renforcer les capacités d'utilisation durable des ressources marines. Nous devons nous unir pour utiliser au mieux les vastes ressources bleues de l'Afrique afin de développer nos économies tout en atteignant nos objectifs climatiques.

Dans l'attente de la vingt-septième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Charm el-Cheikh en Égypte, il est logique de penser que les États Membres porteront leur attention sur l'élaboration et la mise en œuvre de cadres pour l'atténuation des

changements climatiques. Les États Membres doivent mener à bien les actions engagées afin de pouvoir se consacrer au travail de mise en œuvre qui les attend. J'appelle donc chacun d'entre nous à respecter d'urgence tous les engagements pris en matière de financement de la lutte contre les changements climatiques. Il est essentiel de souligner que le temps presse en la matière.

Au cours de la dernière décennie, le Kenya a poursuivi sa quête agressive d'une transformation socioéconomique rapide par le biais de trois principaux plans d'action. Le premier est la « Kenya National Vision 2030 », plan directeur officiel à long terme qui vise à transformer le Kenya en un pays nouvellement industrialisé, à revenu moyen supérieur, offrant une qualité de vie élevée à tous ses citoyens dans un environnement propre et sûr d'ici à 2030. Le deuxième est l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Les objectifs de développement durable constituent le troisième. Le Kenya cherche à exploiter toute une gamme de ressources pour favoriser la réalisation de ces objectifs interdépendants qui se renforcent mutuellement.

Les perturbations causées par la pandémie de COVID-19 et la crise qui s'en est suivie nous ont obligés à diversifier notre champ d'action vers de nouvelles interventions, notamment un programme de stimulation économique, une stratégie de relance économique COVID-19 et une stratégie de restructuration socioéconomique COVID-19, toutes destinées à atténuer les effets négatifs de la pandémie. Je confirme que nous avons fait tout notre possible étant donné les circonstances. Toutefois, cela n'est pas suffisant. Le Kenya et le reste de l'Afrique, comme d'autres pays en développement, ont besoin de davantage de partenariats internationaux et d'une coopération internationale accrue pour éviter une crise économique suite à la pandémie.

Les pays en développement, qui croulent sous le poids du service de la dette extérieure, risquent de perdre les acquis du développement en raison des chocs infligés par la pandémie et les perturbations qui en découlent. J'appelle les institutions financières mondiales et la communauté internationale à prendre des mesures urgentes pour débloquer tous les instruments financiers existants afin de fournir des liquidités supplémentaires indispensables et d'assurer une meilleure marge de manoeuvre budgétaire aux pays en développement tels que le Kenya, afin de leur permettre de renforcer l'investissement social, de soutenir l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, de répondre aux besoins en matière de

sécurité et de résoudre les problèmes de financement du développement.

Au nom du Kenya, je me joins donc à d'autres dirigeants pour demander à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international et à d'autres prêteurs multilatéraux d'étendre les mesures d'allègement de la dette liées à la pandémie aux pays les plus touchés, notamment ceux qui subissent la conjonction dévastatrice des conflits, des changements climatiques et de la pandémie de COVID-19. Je demande également instamment au Groupe des 20 d'étendre et d'élargir le champ d'application du cadre commun afin de suspendre ou de rééchelonner les remboursements de la dette des pays à revenu intermédiaire pendant la période de relèvement après la pandémie.

J'aimerais que l'Assemblée prenne un moment pour examiner la situation de la paix et de la sécurité – une situation qui est actuellement bloquée en raison de multiples problèmes mais qui recèle également de grandes possibilités. Notre région, l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique, en particulier, est accablée par des conflits et des problèmes importants qui ont des répercussions sur le développement de la région. Nous avons aujourd'hui une grande occasion de mobiliser des mesures de confiance permettant de créer et de maintenir une dynamique vers une paix durable.

Compte tenu de son ancrage dans la région, le Kenya a soutenu son investissement dans les efforts diplomatiques visant à trouver une paix durable dans de multiples situations, à l'intérieur et en dehors de la région. Bien que certains processus aient produit des succès indéniables, des problèmes subsistent. Je réitère donc avec force notre appel à un partenariat en faveur de mesures de confiance et je demande instamment que des efforts plus concertés soient déployés pour parvenir à une paix et à une stabilité durables.

Le Kenya siège actuellement au Conseil de sécurité. Je suis fier de confirmer que notre engagement au cours des deux dernières années a donné la priorité à la paix et à la sécurité régionales, à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, aux opérations d'appui à la paix ainsi qu'au climat et à la sécurité en tant que contributions essentielles aux efforts collectifs pour construire un monde plus sûr, plus prospère et plus pacifique. Je suis également fier d'affirmer que le Kenya a continué de défendre une coopération plus étroite entre les mécanismes régionaux et le Conseil de sécurité comme moyen efficace de parvenir à la paix et à la sécurité internationales.

Le Kenya continue de plaider en faveur du renouvellement de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, qui tire sa force comparative de la complémentarité très productive entre l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine et les communautés économiques régionales. En étroite collaboration avec les deux autres membres africains élus du Conseil de sécurité, nous sommes déterminés à faire entendre la voix de l'Afrique au Conseil et à mettre en place un système multilatéral fondé sur le consensus et les règles. Notre intention délibérée est d'obtenir une panafricanisation accrue de l'agenda mondial afin que le multilatéralisme bénéficie aux peuples du monde dans leur diversité. Il est temps que le multilatéralisme reflète les voix des agriculteurs, représente les espoirs des villageois, défende les aspirations des pasteurs, fasse valoir les droits des pêcheurs, exprime les rêves des commerçants, respecte les souhaits des travailleurs et protège le bien-être de tous les peuples du Sud.

Qu'il me soit permis d'exprimer la ferme conviction collective de mon pays selon laquelle la pertinence, la légitimité et l'autorité morale de l'ONU resteront à jamais déficientes et érodées tant qu'il n'y aura pas de réforme complète du Conseil de sécurité. Nous restons donc résolument déterminés à réformer le Conseil de sécurité pour en faire une institution mondiale plus efficace, plus représentative et plus démocratique.

Compte tenu de l'ampleur et de la diversité des défis auxquels le monde continue de devoir faire face, il est urgent de mettre en place une Organisation des Nations Unies mieux adaptée, qui possède la légitimité et l'efficacité requises pour affronter les menaces pesant sur la paix et la sécurité internationales. Un ordre mondial juste et inclusif ne peut pas être instauré par un Conseil de sécurité qui bafoue constamment et injustement le critère d'inclusivité. De même, les menaces à la démocratie ne seront pas résolues de manière crédible par un Conseil de sécurité non démocratique et non représentatif. Il est d'une importance vitale que cette institution essentielle reflète les valeurs qu'elle est chargée de protéger, de défendre et de faire respecter au nom de l'humanité. Nous saluons l'appel lancé ce matin par le Président Biden en faveur de l'élargissement du nombre de membres du Conseil de sécurité, qui constitue un pas important dans la bonne direction, et nous sommes impatients de parvenir à un consensus pour le concrétiser.

La pandémie de COVID-19 a gravement perturbé les systèmes de santé, remettant ainsi en cause la mise en œuvre de programmes essentiels à la réalisation des objectifs de développement durable liés à la santé. Pour nous remettre résolument sur la voie et accélérer notre

progression vers les cibles des objectifs de développement durable, il est impératif de favoriser des partenariats durables entre les gouvernements, les autres acteurs étatiques, la société civile et le secteur privé. Cette modalité d'action collective est particulièrement fondamentale pour la mise en place de systèmes de santé résilients, lesquels, cela est désormais indéniable, seront essentiels pour nous permettre de résister aux futures pandémies et autres crises sanitaires.

C'est pourquoi le Kenya continuera à soutenir fermement l'élaboration d'instruments internationaux juridiquement contraignants au sein de l'Organisation mondiale de la Santé afin d'ancrer la solidarité mondiale et de promouvoir l'équité. Le fait est que la pandémie de COVID-19 a révélé, aux yeux du monde entier, le déficit sévère de ces valeurs essentielles au sein du système multilatéral actuel.

Les chaînes d'approvisionnement mondiales ont ignoré les demandes du Sud en général et de l'Afrique en particulier. L'accès inégal aux vaccins a mis en évidence cette situation injuste et inéquitable de manière claire et définitive. Chaque fois que la vie, la sécurité et le bien-être des personnes sont menacés, il est immoral d'intervenir par le biais de systèmes fondamentalement inégaux. Nous avons tous été témoins d'admirables démonstrations de solidarité efficace en réponse à des crises dans diverses parties du monde. Le fait de savoir qu'une solidarité mondiale spontanée, mais néanmoins déterminée, est possible ne fait que renforcer le caractère particulièrement abject de l'exception africaine.

Des génocides aux conflits civils, en passant par les famines et les pandémies, le continent africain est systématiquement laissé pour compte et fait les frais d'une solidarité déficiente et de l'échec calamiteux du multilatéralisme. L'histoire nous enseigne que la dernière fois que l'Afrique a été au centre d'un consensus multilatéral fort et efficace, c'était à la Conférence de Berlin de 1884-1885, et les interventions qui suivirent, de par leur nature, continuent à se faire ressentir à ce jour.

Sans vouloir trop m'attarder sur le sujet, la défaillance du multilatéralisme en période de crise, qui écarte de toute considération morale les populations africaines et normalise les négligences humanitaires et autres injustices occasionnelles, constitue un échec de l'humanité. Rien de ce qui concerne l'Afrique – je répète, rien de ce qui concerne l'Afrique ou ses peuples – ne rend acceptable la persistance de ce type d'échec à notre époque. Nous avons le devoir moral et urgent de faire mieux et de redresser ce tort.

Depuis des décennies, l'Afrique subit le poids de trois épidémies : le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), la tuberculose et le paludisme. Je salue les partenariats novateurs, tels que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, pour les progrès réalisés dans la lutte contre ces trois menaces. Je me félicite également des objectifs ambitieux fixés pour le septième cycle de reconstitution des ressources. Le Kenya s'engage à soutenir le Fonds mondial et à atteindre les cibles convenus afin de concrétiser la promesse faite à la Conférence de reconstitution des ressources. Le Kenya appelle tous les pays qui mettent en œuvre les programmes du Fonds mondial, en particulier les autres États africains, à rester à l'avant-garde des efforts de plaidoyer pour garantir le succès de la reconstitution des ressources du Fonds. De cette manière, la mobilisation de ressources indispensables sera intensifiée, ce qui nous rapprochera de l'élimination de ces maladies dangereuses.

En guise de conclusion, je tiens à dire que le Kenya se joint à l'appel du Secrétaire général en faveur du renforcement du multilatéralisme, seule voie durable vers un monde pacifique, stable et prospère pour tous. Telle est la nécessité impérieuse de notre époque. C'est à cela que nous appelons ce moment. Il est temps de remédier au déficit de confiance en réaffirmant qu'aucun d'entre nous ne sera vraiment en sécurité tant que nous ne le serons pas toutes et tous.

Le thème de la soixante-dix-septième session, « Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués », exige que nous reconnaissons que les crises auxquelles nous sommes confrontés sont interdépendantes, de manière complexe. Elles ne peuvent être surmontées efficacement que grâce à des stratégies plus créatives et des formules novatrices. Une population de 8 milliards de personnes, dans un monde largement interconnecté, attend de plus en plus du système multilatéral qu'il contribue à ses aspirations individuelles, à la fois directement et indirectement, par le biais de cadres nationaux robustes. C'est pourquoi chacun attend d'autant plus du système des Nations Unies qu'il réponde à ses propres besoins et que les débats dans les instances telles que l'Assemblée générale s'adressent aux gens ordinaires dans les régions les plus éloignées du monde incroyablement divers qu'est le nôtre.

Il est inimaginable de répondre directement à tous leurs besoins individuels, mais il est en revanche possible de répondre à tous en parlant avec conviction des valeurs universelles d'égalité, d'inclusion, de justice, de solidarité et d'action collective, tout en veillant à ce que toutes nos interventions les reflètent réellement, de manière

claire. L'intégrité de l'ordre international doit se mesurer à l'écart qui sépare nos résolutions, consensus et accords des actions déterminantes, des interventions engagées et des solutions efficaces. Ce tournant décisif exige que nous réduisions cet écart de façon radicale et rapide.

Le Kenya poursuit de nombreux programmes nationaux essentiels à travers le cadre multilatéral. Nous sommes fortement investis dans la solidité, l'efficacité et le succès final de toutes les interventions formulées par l'Organisation des Nations Unies. Il importe que les résultats de cet organe et d'autres instances similaires trouvent un écho immédiat dans les esprits et les vies de nos jeunes, qui cherchent toujours à s'exprimer et à s'épanouir ; de nos agriculteurs, qui travaillent pour nourrir nos nations ; de nos entrepreneurs « *jua kali* », qui s'efforcent de réussir dans l'économie parallèle ; et de nos administrateurs, qui formulent des politiques, mettent en œuvre des stratégies et contrôlent les prestations de services dans les secteurs public et privé.

L'Afrique accorde une immense valeur à la communauté internationale et aux formidables possibilités qu'elle peut apporter au moyen d'une action inclusive, durable et efficace pour transformer la vie de nos peuples et établir une paix durable, la sécurité et une prospérité partagée. Ce tournant décisif est l'occasion pour nous d'accéder à ces opportunités. Nous pouvons enregistrer des progrès dans la lutte contre les trois menaces mondiales et nous affranchir de la honte des échecs passés du multilatéralisme. En ce moment déterminant, nous devons non seulement faire des choix mais aussi agir de manière décisive pour léguer à nos enfants et à leurs enfants une Terre plus verte, plus sûre, plus saine et plus abondante. C'est ensemble, de manière inclusive et multilatérale, que nous devons y parvenir.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président et commandant en chef des Forces de défense de la République du Kenya de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. William Samoei Ruto, Président et commandant en chef des Forces de défense de la République du Kenya, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Ali Bongo Ondimba, Président de la République gabonaise

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République gabonaise.

M. Ali Bongo Ondimba, Président de la République gabonaise, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Ali Bongo Ondimba, Président de la République gabonaise, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Ondimba : J'adresse mes vives félicitations au Président de l'Assemblée générale pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session et mes vœux les plus ardents de succès. Je salue son prédécesseur, M. Abdulla Shahid, et lui adresse mes félicitations pour l'engagement qu'il a démontré tout au long de la soixante-seizième session. Au Secrétaire général, António Guterres, je réitère le plein soutien de mon pays dans ses efforts au service de l'Organisation.

Je me réjouis de prendre à nouveau la parole avec gravité, parce que la situation l'exige. En effet, nous sommes à une période charnière du système international, alors que le monde se relève difficilement d'une pandémie et se trouve en proie à une crise multidimensionnelle. L'émergence de nouveaux pôles d'influence entraîne une cristallisation et commande que nous privilégions un dialogue permanent en vue d'un consensus global, plutôt qu'un rapport de force, dans l'approche des questions antagonistes au sein du système multilatéral.

Face aux rivalités entre puissances et aux défis multiformes qui nous concernent tous, il serait dangereusement naïf de continuer à miser sur les rapports de force ou les positions unilatérales. L'interdépendance des enjeux globaux et l'interconnexion des économies nationales nous exigent de dialoguer, afin de répondre de manière appropriée, et surtout collective, aux menaces les plus graves à la paix et à la sécurité internationales.

Nous sommes dans le dernier quart d'une année qui a vu les défis mondiaux s'amplifier, mettant à mal les efforts communs et individuels visant à mettre en œuvre les objectifs de développement durable à l'horizon 2030. À moins de huit ans de l'échéance, il est crucial d'évaluer le parcours à l'aune de la menace que continue de faire peser la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) sur nos économies.

Une menace tout aussi insidieuse plane désormais sur nos économies. Cette menace, c'est l'inflation. Partout dans le monde, l'inflation atteint de tristes records. Personne n'est épargné, les entreprises comme

les ménages, le Nord comme le Sud. Ses effets sont dévastateurs. Il nous faut donc agir. Individuellement, certes. C'est ce que le Gabon fait en subventionnant certains produits de première nécessité et en contrôlant les prix d'autres. Mais ici aussi, nous ne parviendrons à vaincre efficacement ce phénomène que si nous agissons collectivement, de manière coordonnée, en toute solidarité. C'est un défi de plus lancé à la face du monde. Nous devons ensemble, tous ensemble, le relever.

(l'orateur poursuit en anglais)

Alors que nous sortons de la tragédie et de l'inertie forcée de la pandémie de COVID-19 et que nous nous rouvrons au monde, cette année marque de nombreux nouveaux départs pour le Gabon. À ce jour, nous sommes le plus jeune membre du Commonwealth siégeant à l'ONU, une famille qui abrite environ 2,5 milliards d'individus, soit un tiers de la population mondiale, avec des valeurs partagées de respect de la démocratie, des droits de l'homme et du principe de l'état de droit. Mon pays élargit les horizons de nos citoyens et saisit la chance pour notre jeunesse de tirer profit des possibilités d'études, de voyages et d'établissement de relations d'affaires bien au-delà de nos propres frontières.

Dans le même temps, le Gabon prend sa place sur la scène mondiale, non de manière solitaire, mais en tant que nation africaine fière. Cependant, les problèmes auxquels notre monde est confronté aujourd'hui sont à l'échelle globale, tout comme les solutions y affèrent. Nous devons tous être tournés vers l'extérieur, et non vers l'intérieur, alors que nous affrontons les difficultés d'un monde où les ressources sont limitées et les populations en croissance.

Le mois courant, notre famille du Commonwealth a été profondément endeuillée par la perte de sa plus haute figure, S. M. la Reine Elizabeth II. Grâce au principe d'unité qu'elle chérissait si profondément, la Reine a su offrir respect, amitié et conseils avisés à de nombreuses nations indépendantes du monde entier, petites ou grandes. Au cours de son règne, elle a promu la paix, la liberté et les valeurs communes, tout en encourageant l'esprit de coopération.

En tant que nouveau Chef du Commonwealth, S. M. le Roi Charles III peut être assuré de mon plein soutien et de celui du peuple gabonais. Ami cher du Gabon depuis de nombreuses années, le Roi Charles III partage mon enthousiasme pour la protection de notre environnement naturel et de la biodiversité, ainsi que les préoccupations relatives aux questions climatiques mondiales dans un contexte durable.

Cinquante ans après la Conférence de Stockholm, l'humanité fait face à une crise environnementale sans précédent dont la dimension est triple : les changements climatiques, la crise d'extinction de la biodiversité et la pollution, notamment par les matières plastiques.

Pour ce qui est du climat, avec 88 % de couverture forestière sur l'ensemble du territoire et une déforestation bien inférieure à 0,1 %, le Gabon est par excellence un pays à haut potentiel et à faible déforestation. Depuis la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Copenhague, le Gabon a absorbé plus d'un milliard de tonnes de dioxyde de carbone en net. Nous absorbons chaque année plus de 100 millions de tonnes de dioxyde de carbone de l'atmosphère. Autrement dit, nous avons déjà atteint, voire dépassé, l'objectif de neutralité carbone fixé dans l'Accord de Paris. Nous comptons sur la création d'un marché de stockage du carbone pour nous permettre de maintenir cette performance jusqu'en 2050 et bien au-delà.

Ensuite, je dois dire que je trouve la crise de la biodiversité extrêmement alarmante. La quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui se tiendra à Montréal, sera un moment décisif pour l'humanité, et il est essentiel que nous adoptions un cadre mondial ambitieux pour la biodiversité. L'heure est venue de passer des milliards aux trillions en mobilisant 1 % du produit intérieur brut mondial pour la nature.

Enfin, la pollution est devenue un problème chronique dans nos villes, nos rivières et nos océans. Nous devons adopter sans plus tarder un accord international contraignant sur la pollution plastique, ainsi qu'un traité sur la haute mer. Afin d'atteindre les objectifs de développement durable, nos accords internationaux et nos politiques nationales doivent tenir compte de l'interdépendance de ces crises.

Les menaces à la paix et à la sécurité internationales continuent d'augmenter de façon exponentielle. Face à la prolifération des groupes armés, restreindre leur accès aux armes sera au cœur des priorités de mon pays lors de notre présidence du Conseil de sécurité de l'ONU en octobre. À cet égard, je voudrais réitérer l'appel de mon pays à un partenariat solide pour assurer une plus grande sécurité dans le golfe de Guinée.

De nombreux pays sont confrontés à des crises humanitaires, exacerbées par des conflits armés. C'est le cas en Ukraine, avec une guerre qui a entraîné une

aggravation de la situation dans des pays et des régions qui connaissaient déjà des pénuries alimentaires. C'est pourquoi mon pays a clairement exprimé son opposition non seulement à cette guerre sanglante, mais aussi à toute forme de guerre. Le Gabon, qui n'a jamais connu de conflit armé, continuera de prôner et de privilégier le dialogue et la négociation plutôt que l'affrontement.

L'accès à l'éducation pour les enfants doit être considéré comme sacré. Je voudrais donc exprimer le soutien résolu de mon pays à la sanctuarisation des écoles et des lieux d'enseignement, notamment lors des conflits armés. Compromettre l'éducation signifie hypothéquer les générations futures. C'est dans cette optique que j'ai fait de la promotion des femmes et des jeunes une priorité essentielle. En 2015, j'ai lancé la Décennie de la femme gabonaise, qui vise à réserver une place de choix aux femmes et aux enfants dans tous les aspects de la gouvernance au Gabon.

L'internationalisme est à un tournant. Nous devons réformer l'ONU pour assurer une meilleure prise en compte des aspirations de l'Afrique. Cela vaut particulièrement pour le Conseil de sécurité, où le rôle de l'Afrique doit être consolidé. L'Afrique a fait preuve de patience, et nous pensons qu'il est temps.

À la lumière de la forte interdépendance des nations, il est crucial que nous mettions fin au recours aux sanctions et que nous travaillions plutôt à construire des ponts de prospérité. À ce titre, je demande une fois de plus la levée totale de l'embargo qui frappe le Gouvernement et le peuple cubains depuis plusieurs décennies. Les principales victimes de tout embargo sont inévitablement les faibles et les vulnérables.

Au Moyen-Orient, le Gabon a toujours cru que la solution des deux États demeurerait le seul moyen de parvenir à la paix et à la sécurité. Il est de la responsabilité de notre génération de régler ce problème.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer l'attachement du Gabon aux principes et valeurs de solidarité qui sont au cœur de la Charte des Nations Unies. Dans cet esprit, je réitère l'appel solennel de mon pays à tous les membres de la communauté internationale pour qu'ils respectent leurs engagements communs afin d'assurer la paix, la sécurité et la dignité des peuples du monde.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République gabonaise de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Ali Bongo Ondimba, Président de la République gabonaise, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Mohamed Irfaan Ali, Président de la République coopérative du Guyana

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République coopérative du Guyana.

M. Mohamed Irfaan Ali, Président de la République coopérative du Guyana, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Mohamed Irfaan Ali, Président de la République coopérative du Guyana, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Ali (*parle en anglais*) : J'adresse mes sincères félicitations au Président de l'Assemblée générale pour son élection. Je suis persuadé que sa direction des travaux donnera encore plus de poids au rôle important du multilatéralisme dans le règlement des problèmes mondiaux.

Je remercie son prédécesseur, M. Abdulla Shahid, de sa direction avisée au cours de l'année écoulée. J'ai eu l'insigne privilège de l'accueillir récemment au Guyana et de bénéficier de son expérience dans la défense d'un avenir inclusif pour nos jeunes. Je lui adresse mes félicitations, ainsi qu'au Secrétaire général et à l'Assemblée générale, pour la résolution récemment adoptée, sur la création d'un Bureau des Nations Unies pour la jeunesse (résolution 76/306). Il y a un mois, au Guyana, j'ai lancé le Conseil consultatif de la jeunesse dans le cadre de l'engagement de mon gouvernement à garantir la participation des jeunes à la prise de décisions et au développement tandis qu'il œuvre à la construction de l'avenir du Guyana. Nous vivons dans un monde tourmenté qui a perdu son équilibre. À n'en point douter, les actions collectives que nous menons aujourd'hui en tant que dirigeants enverront à la prochaine génération le message selon lequel il vaut la peine de se battre pour ses aspirations et pour son avenir et celui de la planète.

La communauté internationale est confrontée à une série de problèmes interdépendants : une pandémie mondiale, des défis climatiques, des crises énergétique et alimentaire et des conflits interétatiques. En raison de la pandémie, quelque 97 millions de personnes

supplémentaires vivent avec moins de 1,90 dollar par jour, ce qui accroît considérablement le taux de pauvreté et les inégalités dans le monde. Le monde en développement a perdu des recettes et des revenus qui étaient destinés à la réalisation de nombreux objectifs de développement durable, ce qui nous éloigne davantage des objectifs fixés pour 2030.

Un rapport de l'ONU publié en mars dernier a évoqué très clairement la distribution inégale des vaccins contre la maladie à coronavirus (COVID-19) et ses conséquences sur l'aggravation des disparités économiques entre les riches et les pauvres. L'étude a révélé que les pays à faible revenu auraient pu augmenter leur produit intérieur brut de 16,7 milliards de dollars en 2021 s'ils avaient eu un taux de vaccination similaire à celui des pays développés à revenu élevé. Comment allons-nous remédier à cette inégalité ? Comment allons-nous remédier à cette injustice ?

Le Guyana est d'avis qu'il faut réexaminer immédiatement le déficit de financement et le portefeuille de la dette des pays en développement afin de permettre une marge de manœuvre budgétaire et de faire en sorte qu'il soit possible de se relever, de combler les écarts et d'atteindre les objectifs de développement durable. Le Guyana se félicite des initiatives mondiales en matière de préparation aux pandémies. Il est impératif que nous discutions collectivement de la manière de faire face à toute pandémie éventuelle et aux menaces sanitaires afin d'être mieux à même, à l'avenir, d'éviter les inégalités existantes.

Le problème de la sécurité alimentaire mondiale nous touche de manière disproportionnée. La prévalence des formes modérée et grave de l'insécurité alimentaire a tendance à augmenter depuis 2014, et, selon les estimations, en 2020, l'augmentation équivalait à celle constatée sur l'ensemble des cinq années précédentes. En 2020, 2,37 milliards de personnes dans le monde souffraient d'insécurité alimentaire. En outre, le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont averti que l'insécurité alimentaire aiguë s'aggraverait dans 20 foyers de famine entre juin et septembre 2022. Depuis le début de la pandémie, les prix alimentaires mondiaux ont augmenté de 65 % et ils devraient se maintenir à un niveau élevé à moyen terme, en raison des contraintes qui pèsent sur les chaînes d'approvisionnement, de la hausse des coûts de l'énergie et des frais de transport, des problèmes climatiques, de la guerre en Ukraine et de la crise des engrais.

De plus, à la suite du déclenchement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, les prix mondiaux des denrées alimentaires ont fortement augmenté, pour atteindre un niveau record en février 2022. Selon les prévisions de la FAO, la production de céréales, culture dont le monde entier est largement tributaire, diminuera de 40 millions de tonnes, soit 1,4 %, en 2022 par rapport à 2021. La facture mondiale des importations de produits alimentaires atteindra la somme astronomique de 1 800 milliards de dollars cette année, un record. Elle devrait augmenter de 51 milliards de dollars par rapport à 2021, dont 49 milliards de dollars sont imputables à la hausse des prix.

La question est de savoir ce que nous allons faire à ce sujet. La levée des interdictions d'exportation de riz et de blé et le déblocage des céréales peuvent-ils améliorer la situation ? La réponse est un « oui » catégorique. Par exemple, les interdictions d'exporter du riz depuis l'Inde et du blé depuis la Russie ont provoqué une augmentation des prix de 12,3 % et de 9 % pour le riz et le blé, respectivement.

Le Président assume de nouveau la présidence.

Nous, dirigeants mondiaux, devons trouver le juste équilibre sans attendre. Pour honorer notre engagement à promouvoir la paix, la stabilité, le respect de l'intégrité territoriale et de la démocratie, ainsi que les droits humains de chacun et de chacune, nous devons œuvrer collectivement pour prévenir les situations susceptibles de creuser les inégalités et de causer des ravages sociaux et économiques. Le moment est venu pour nous de décider si une nouvelle approche est nécessaire pour garantir la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique, la sécurité climatique, l'accès aux soins de santé et à une éducation de qualité, et la sécurité face aux conflits et aux guerres.

Selon la Banque mondiale et Global Trade Alert, entre janvier et juin 2022, 135 mesures politiques annoncées ou mises en œuvre ont eu une incidence sur le commerce des denrées alimentaires et des engrais. Au cours de la même période, 34 nations ont imposé des mesures restrictives à l'exportation de denrées alimentaires et d'engrais. La question est donc de savoir si la mondialisation n'est applicable que dans des conditions normales ou si elle est appliquée de manière opportuniste. Lorsqu'une crise survient, nous replions-nous sur nous-mêmes et oublions-nous le multilatéralisme et la mondialisation ? Les preuves sont indéniables : il y a d'abord eu les vaccins contre la COVID-19 et, désormais, l'accès à la nourriture et aux engrais.

Le mécanisme mondial de financement des importations alimentaires de la FAO est une initiative bienvenue qui vise à faire face à la flambée des

coûts des importations alimentaires et à répondre aux besoins des personnes les plus exposées. Cependant, il y a lieu de réviser les critères d'éligibilité pour ne pas inclure uniquement les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur. Ces regroupements restreints augmentent le risque d'exclure de nombreux pays à risque et vulnérables sur le plan économique, notamment ceux des Caraïbes qui présentent des besoins importants en matière d'alimentation et d'importation de denrées alimentaires.

Nous sommes tous conscients de l'existence d'une crise climatique. Nous devons revoir certaines des décisions qui ont été prises. Par exemple, à la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26), nous avons convenu de ne plus construire de nouvelles centrales électriques à charbon. Qu'en est-il en réalité ?

Selon le Rapport 2021 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation aux changements climatiques (*Adaptation Gap Report 2021 : The Gathering Storm*) du Programme des Nations Unies pour l'environnement, si les politiques et la planification en matière d'adaptation aux changements climatiques se développent, le financement et la mise en œuvre sont encore loin d'être à la hauteur. Cette analyse montre que les coûts des mesures d'adaptation seront très probablement plus élevés que les fourchettes prévues, de 140 à 300 milliards de dollars par an d'ici à 2030 et de 280 à 500 milliards de dollars par an d'ici à 2050, pour les pays en développement.

En 2019, 79,6 milliards de dollars ont été alloués aux nations en développement pour la planification et la mise en œuvre de mesures d'atténuation et d'adaptation. Globalement, les coûts prévus des mesures d'adaptation sont cinq à 10 fois supérieurs aux financements publics existants pour ces mesures, et l'écart s'accroît. La dérisoire contribution de 100 milliards de dollars annoncée – et l'incapacité à l'honorer – doit être replacée dans le contexte des coûts probables de l'action climatique en matière d'atténuation, d'adaptation et de réparation des pertes et dommages : ce n'est pas suffisant.

L'adoption, à Glasgow, d'une réglementation générale sur les marchés de droits d'émission de carbone a le potentiel de débloquent des ressources essentielles pour les pays riches en ressources forestières. Les pays forestiers comme le Guyana pourraient gagner des milliards de dollars grâce aux marchés volontaires de droits d'émission de carbone. Cependant, le prix

approximatif actuel est de 10 dollars par tonne sur le marché volontaire alors que, selon un rapport du Fonds monétaire international, le prix devrait être plus proche de 70 dollars par tonne. À la COP 27, nous devons réussir à affiner les règles d'application de l'article 6 de l'Accord de Paris sur les changements climatiques et prendre des décisions qui augmenteront le prix du carbone échangé sur les marchés volontaires de droits d'émission de carbone.

Le monde est également confronté à une crise énergétique. En 2019, près de 10 % de la population mondiale n'avait pas accès à l'électricité. Le volume d'électricité produit à partir de combustibles fossiles a augmenté de 178 % entre 2000 et 2021 ; plus particulièrement, le volume d'électricité produit à partir du charbon a augmenté de 173 % entre 2000 et 2021. Selon un récent rapport sur les perspectives énergétiques publié par la United States Energy Information Administration (Service d'information sur l'énergie des États-Unis), le charbon devrait être une composante clef du mix énergétique, en raison de plusieurs facteurs, notamment le recul du gaz naturel et la hausse des prix du pétrole.

Parallèlement, la demande énergétique à l'échelle mondiale devrait augmenter de 47 % au cours des 30 prochaines années. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la demande mondiale d'électricité a progressé de 6 % en 2021 et elle devrait croître de 2,4 % en 2022 ; et 50 % seulement de cette demande devrait être satisfaite à partir de sources d'énergie renouvelables. Les 50 % restants devront donc être couverts par des sources d'énergie non renouvelables. De plus, d'après une analyse de l'Agence internationale de l'énergie, pour parvenir à zéro émission nette à l'horizon 2050, il faudrait multiplier par trois le niveau actuel des investissements dans la transition vers une énergie propre, pour atteindre environ 4 000 milliards de dollars d'ici à 2030.

La question est donc de savoir comment, en étant réalistes, nous pouvons atteindre cet équilibre. Le débat doit être concret, exhaustif et fondé sur des faits. Nous savons tous qu'il faut procéder à des ajustements pour sauver notre planète. Mais comment allons-nous les concevoir, sachant que les crises énergétique et alimentaire auxquelles nous sommes confrontés sont également graves, et comment allons-nous faire pour que les inégalités et les problèmes d'accès ne s'aggravent pas ? Dans cette transition énergétique, les combustibles fossiles demeurent nécessaires. Dans ce contexte, nous estimons que les nouvelles parties,

comme le Guyana, doivent être prises en compte dans cette approche équilibrée. Même le Guyana, qui n'a entamé ce processus que récemment, a proposé, à la COP 26, de mettre un terme aux subventions accordées à la production de combustibles fossiles et a défendu la nécessité de fixer un prix élevé pour le carbone au niveau mondial. Cependant, nous ne pensons pas que ceux qui viennent de commencer ce processus doivent être pénalisés en supprimant l'accès au financement et en augmentant les coûts de financement. Concrètement, cette mesure ne fera que protéger un monopole existant, augmenter les coûts d'investissement et aboutir à des résultats plus coûteux.

Nous sommes déterminés à bâtir un Guyana qui s'attaque aux problèmes de la sécurité alimentaire, des changements climatiques, de la sécurité énergétique et des inégalités dans notre pays et dans la région. Dans le cadre de l'initiative « One Guyana », mon Gouvernement a lancé de nombreuses initiatives visant à réduire les inégalités et les difficultés d'accès. Nous sommes en bonne voie de réduire la facture des importations alimentaires du Guyana et d'accroître la sécurité alimentaire grâce à l'extension des cultures et à des investissements dans les nouvelles technologies et l'agriculture intelligente face au climat, autant d'éléments qui visent à faire du Guyana un producteur de denrées alimentaires de premier plan dans la Communauté des Caraïbes. Nous nous employons à mettre à la disposition des jeunes et des femmes des mesures incitatives, des capitaux, des terres et des possibilités, afin qu'ils puissent participer à notre transformation agricole. À cette fin, nous avons décidé que 35 % de toutes les nouvelles entreprises agroalimentaires seront dirigées par des femmes, et nous avons augmenté de plus de 40 % la participation des jeunes à l'agriculture grâce à l'utilisation de la technologie.

Nous mettons en œuvre une stratégie de développement à faible émission de carbone, dans le but de créer un modèle de valorisation des services écosystémiques et de développer et de gérer durablement l'économie bleue, d'investir dans les énergies propres et de favoriser une croissance à faible émission de carbone, de nous protéger contre les changements climatiques et la perte de biodiversité, tout en nous alignant sur les objectifs mondiaux en matière de climat et de biodiversité. Nos forêts, dont la superficie équivaut à celle de l'Angleterre, stockent 19,5 gigatonnes de carbone, avec un taux de déforestation inférieur à 0,05 %. Nous avons l'intention de poursuivre la gestion durable de nos forêts en tant que bien national et mondial essentiel.

Étant donné que nous sommes déjà parvenus à l'objectif de zéro émission nette, nous travaillons sans relâche pour passer d'une dépendance de 95 % à l'égard du fuel oil lourd et du diesel, comme c'était le cas en 2020, à un bouquet énergétique comprenant l'hydroélectricité, l'énergie solaire, l'énergie éolienne et le gaz naturel, ce qui nous permettra de disposer de plus de 500 mégawatts de capacité supplémentaire de production. Sur cette énergie produite, 87 % proviendront de sources propres et renouvelables.

La transformation des ressources humaines par l'éducation est un moteur essentiel de notre développement. Un enseignement de qualité inclusif et équitable et la promotion de possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous sont inextricablement liés à la réalisation de nos objectifs de développement durable, notamment le plein emploi, l'élimination de la pauvreté et l'égalité des genres. L'accès à un enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité sera bientôt suivi par la gratuité de l'enseignement supérieur. Le Gouvernement guyanien a investi dans nos communautés autochtones en termes d'infrastructures, d'éducation, de formation, de soins de santé et de capacités d'accès à Internet. Nous avons également commencé à former notre main-d'œuvre pour 2030 et au-delà. Nous proposerons bientôt des cours de codage aux niveaux primaire et secondaire.

L'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles dans tous les domaines de la vie sont des priorités nationales. Nous sommes déterminés à garantir l'égalité d'accès à l'éducation pour les filles et les garçons. En effet, les filles sont plus nombreuses à fréquenter l'école au Guyana et à obtenir un diplôme universitaire, et nous devons désormais veiller à ce que nos garçons ne soient pas laissés de côté. Nous avons lancé plusieurs programmes destinés à créer des possibilités d'emploi et génératrices de revenus pour les femmes et à promouvoir leur indépendance financière, en reconnaissant que leur autonomisation est inextricablement liée à la lutte contre les causes profondes de la discrimination et de la violence fondée sur le genre et à leur élimination.

Pour parvenir à une croissance équilibrée et à un développement durable et résilient qui profite au Guyana, nos stratégies doivent se concentrer sur la création d'une base économique diversifiée, sur le renforcement de nos systèmes de production agricole et alimentaire, sur la transformation de nos ressources humaines, sur les investissements dans le secteur social

afin d'offrir d'excellents services de santé, d'éducation et de logement à l'ensemble de notre population, sur l'édification d'une société inclusive et équitable dans laquelle chacun jouit de la prospérité, et sur la construction de notre avenir par le renforcement de nos valeurs démocratiques et du respect de l'état de droit.

En tant que membre de la famille mondiale, le Guyana souscrit à l'ordre international fondé sur des règles et à la nécessité de revitaliser la volonté et l'engagement politiques pour protéger l'architecture multilatérale. Nous sommes vivement préoccupés par le nombre de personnes qui vivent dans des situations de conflit. La guerre en cours en Ukraine a des effets dévastateurs sur ce pays et sur la région, et les femmes et les enfants en subissent les conséquences de manière disproportionnée. Nous appelons instamment à un règlement rapide et pacifique du conflit et exprimons notre soutien aux efforts déployés par le Secrétaire général à cet égard. Dans notre propre région, nous nous associons à nouveau à une majorité écrasante de membres de la communauté internationale pour réaffirmer la condamnation par le Guyana des sanctions imposées à Cuba. Le Guyana réaffirme également sa solidarité avec le peuple palestinien et son appui à son désir de vivre dans la dignité dans sa propre patrie, conformément à la solution des deux États.

Le Guyana ne tolère ni ne soutient le recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations entre États ou dans le règlement des différends. Conformément à la Charte des Nations Unies, nous souscrivons à l'utilisation de moyens pacifiques pour régler les différends. Dans ce contexte, nous remercions les pays qui ont exprimé leur soutien à notre candidature à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité.

En ce qui concerne le défi et la menace que le Venezuela fait peser sur la souveraineté et l'intégrité territoriale du Guyana, nous restons – pour reprendre les propos du Secrétaire général à l'ouverture du débat général hier (voir A/77/PV.4) – « résolu à tirer le meilleur de tous les outils diplomatiques de règlement pacifique des différends qui s'offrent à nous », comme le prévoit la Charte. Dans notre cas, cet outil est un règlement judiciaire, tel que l'a indiqué le Secrétaire général lui-même. Les nations du monde peuvent être assurées que le Guyana restera engagé en faveur de ces processus pacifiques et s'opposera à toute tentative de s'en écarter. La Cour internationale de Justice a déjà affirmé sa compétence en la matière.

L'Assemblée doit raviver l'esprit du multilatéralisme pour trouver des solutions aux défis qui continuent de peser sur la communauté mondiale des États. Je voudrais conclure en rappelant à toutes et à tous le vieil adage selon lequel « un homme affamé est un homme en colère ». Les inégalités à l'échelle mondiale sont liées à l'insécurité mondiale, et la sécurité mondiale est liée à la prospérité de l'humanité tout entière.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République coopérative du Guyana de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Mohamed Irfaan Ali, Président de la République coopérative du Guyana, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 15 h 20.